

96 168 / 70

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16022 - 7 F

JEUDI 1^{er} AOÛT 1996

FONDATEUR: ROBERT BELLEVILLE - DIRECTEUR: JEAN-MARIE COLOMBANI

Les Jeux d'Atlanta

Les reportages de nos envoyés spéciaux pages 11 à 14

- La longue course de Marie-José Pérec vers une deuxième médaille
- Le parc du Centenaire, lieu de l'attentat, est rouvert au public
- La Dream Team des basketteuses américaines sert à lancer une nouvelle ligue professionnelle

La quête des 9 000 points



DAN O'BRIEN

A TRENTE ANS, avec déjà trois titres mondiaux à son actif, l'Américain Dan O'Brien s'attaque au décathlon. L'athlète complet de plus d'un siècle entreprend de réaliser un premier titre olympique tout en atteignant, pour la première fois, le total mythique de 9 000 points.

Un cyberopéra à New York

LE PREMIER opéra interactif est né. Présenté au Lincoln Center de New York, *The Brain Opera* est une chose assez extravagante qui mêle une musique conçue par le compositeur Tod Machover aux improvisations que le public aura préenregistrées sur d'étranges machines avant de pénétrer dans la salle. Dans le dernier mouvement de l'œuvre, celles des utilisateurs d'Internet, envoyées sur le réseau, viennent s'y ajouter sous la baguette sensorielle du « chef d'orchestre ». Cette étrange création a été mise au point dans les laboratoires du Massachusetts Institute of Technology (MIT) par l'un des pères de l'intelligence artificielle, Marvin Minsky. Ce cyberopéra est-il de l'art ? Présage-t-il de la musique du XXI^e siècle ? Le critique musical, lui, reste pantois.

Lire page 22

Allemagne, 3 DM; Angleterre, 5 £; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 200 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 220 PTA; Grèce, 200 DR; Irlande, 140 £; Italie, 200 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 10 DH; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 20 Kcs; Sénégal, 200 F CFA; Suède, 10 Krones; Suisse, 2,50 FS; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0801 - 7,00 F



Le chômage frappe un Français actif sur huit selon les derniers chiffres du gouvernement

Les syndicats dénoncent vivement la perte de 2 300 emplois dans l'enseignement

LE CHÔMAGE enregistre une nouvelle et forte augmentation. Selon les chiffres publiés mercredi 31 juillet par le ministère du travail, le nombre des demandeurs d'emploi a progressé de 22 800 au mois de juin (0,7 %) et atteint 3 065 600. Selon l'ancien « baromètre », qui comptabilise les inscrits à l'ANPE ayant travaillé plus de 78 heures dans le mois, le nombre des chômeurs est de 3 383 500, en hausse de 168 000 depuis un an. Selon les normes du Bureau international du travail, un Français actif sur huit est au chômage (12,5 %).

Cette forte progression, qui fait suite au mauvais résultat de mai (30 800), s'explique par la traditionnelle arrivée, en cette période de l'année, des jeunes sur le marché du travail et par une conjoncture économique dégradée. Selon l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), la reprise, si elle se manifeste, sera trop lente pour éviter une nouvelle augmentation du chômage. Il escompte 3,5 millions de



demandeurs d'emplois (ancien « baromètre ») à la fin de 1997.

Malgré ces mauvaises perspectives, le gouvernement entend faire d'importantes économies budgétaires sur les aides à l'emploi. Le ministre du travail, Jacques Barrot, souhaite, en particulier, que la réforme du contrat initiative-emploi (CIE) entre en vigueur dès l'automne et que le nouveau système soit réservé aux jeunes en grande difficulté et aux chômeurs de très longue durée.

Les économies budgétaires portent aussi sur les postes de fonctionnaires, notamment dans l'éducation nationale. 5 000 emplois devraient être supprimés dans l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, mais 2 700 postes seront ouverts dans le supérieur, soit un « solde » négatif de 2 300 emplois. Les syndicats d'enseignants envisagent une grève à la rentrée de septembre.

Lire page 5 et notre éditorial page 9

Menaces sur l'indépendance de la médecine du travail à EDF-GDF

LA DIVISION épidémiologie du service général de médecine de travail (SGMT) d'EDF-GDF est menacée de démantèlement. Reconnue pour la qualité de ses enquêtes, elle avait publié plusieurs études importantes concernant les expositions professionnelles des salariés aux rayonnements ionisants, à l'amiante ou aux champs électromagnétiques. Le professeur Marcel Goldberg, qui dirigeait la division, a quitté le service le 1^{er} juillet. Le 18 juillet, son adjoint, le docteur Ellen Imbernon, a été mise à pied sans ménagement. Selon les syndicats du SGMT, ces mesures mettent « gravement en cause les conditions légales et réglementaires de l'exercice d'une médecine du travail confidentielle et indépendante à EDF-GDF ».

Lire page 6

Cary Grant au service de Sa Majesté

ON SAVAIT que Ian Fleming, le « père » de James Bond, rêvait de voir Cary Grant endosser le smoking de l'agent 007, mais on ignorait qu'Archibald Leach, né à Bristol, Angleterre, le 18 janvier 1904, mort à Davenport, Iowa, le 29 novembre 1986, avait effectivement prêté son concours aux services secrets britanniques. La révélation, dont fait état le *Sunday Times*, provient d'un livre à paraître dans quelques jours, une biographie, par Graham McCann, de Sir William Stephenson, responsable des services d'espionnage anglais pendant la seconde guerre mondiale. La mission confiée à Archibald Leach, alias Cary Grant, aurait consisté à collecter des informations sur certaines vedettes de Hollywood soupçonnées de faiblesses envers les nazis.

Une des cibles clairement désignées à l'attention de l'acteur était Errol Flynn, que certaines de ses amitiés et ses nombreux voyages, notamment à bord de son yacht, le *Sirocco*, avaient rendu suspect aux yeux des Britanniques. Errol Flynn aurait ainsi renseigné les nazis au sujet des Allemands qui s'installaient en Espagne au sein des Bri-

gades internationales, et, sous prétexte de faciliter la préparation d'un film, aurait filmé lui-même les installations américaines dans le Pacifique, offrant ainsi aux Japonais de disposer de documents essentiels dans la préparation de l'attaque sur Pearl Harbor.

Si la révélation des activités secrètes de Cary Grant a tardé, l'action de plusieurs membres de la colonie britannique de Hollywood est connue. On sait par exemple que lorsque Alexander Korda s'installa aux États-Unis, en 1940, pour terminer *Le Voleur de Bagdad*, il avait été au préalable chargé par Sir Winston Churchill en personne d'aider, à travers les films qu'il produirait ou réaliserait, à la prise de conscience par les Américains de la nécessité d'entrer en guerre aux côtés de l'Angleterre. Churchill lui avait également demandé d'ouvrir, à Los Angeles et New York, les bureaux d'une société de production destinée uniquement à servir de « couverture » aux agents britanniques. Korda ne dérogea jamais à son obligation de réserve. A l'image de Greta Garbo, qui servit elle aussi d'agent de renseignements et qui constituait un mail- lon essentiel de la chaîne qui permit à de

nombreux opposants au régime nazi de fuir l'Allemagne, en mettant à leur disposition ses diverses résidences en Scandinavie.

Aucun de ces « espions » ne tira gloire de son action. Pour un autre d'entre eux, la conclusion se révéla tragique. Leslie Howard, qui venait d'interpréter le rôle d'Ashley Wilkes dans *Autant en emporte le vent*, se mit au service de la Grande-Bretagne. A travers les films qu'il interpréta et réalisa, mais également par diverses missions secrètes. Au printemps 1943, il se trouvait à Gibraltar, en compagnie de son avocat, lequel présentait une certaine ressemblance avec Winston Churchill, dont il se plaisait à copier l'habillement et à imiter les manières. Le même jour, Churchill revenait d'une conférence à Alger et son avion devait, comme celui de Leslie Howard, faire escale à Lisbonne. Les services secrets allemands le savaient, mais prirent l'avocat de l'acteur pour le « premier » britannique. L'avion à bord duquel Leslie Howard avait pris place fut abattu par la chasse allemande. Il ne fut jamais retrouvé.

Pascal Mérieau

Les embarras de la Mairie de Paris

Deux employés de la Mairie de Paris auraient reçu l'ordre de détruire des documents afin qu'ils échappent à la justice. p. 26

Divergences entre Paris et Bruxelles

La Commission européenne ne veut pas sanctionner les pays qui procèdent à des dévaluations compétitives. p. 2

Le dollar sous les 5 F

Le billet vert a fortement chuté mercredi 31 juillet sur les marchés des changes. p. 26

L'alliance British Airways-American Airlines contestée

La compagnie aérienne US Air porte plainte contre le caractère monopolistique de ce mariage. p. 15

Les villages de la coca

Au cœur de l'Amazonie colombienne, des régions entières vivent de la culture de la drogue. p. 8

Nouveau cahier des charges pour TF1 et M6

Le CSA a renouvelé les conventions des deux chaînes privées. p. 18

La mort de Claudette Colbert

L'actrice américaine d'origine française fut, à Hollywood, une des reines de la comédie. p. 26

SÉRIES NOIRES
EN SÉRIE CET ÉTÉ
DANS
Le Monde

Dans LE MONDE cet été, 7 Nouvelles inédites signées PENNAC, CHARYN, RACZYKOW, PICOULY, JONQUET, DAENINCKX, VILLARD, à déguster chaque vendredi à Paris et le lendemain partout ailleurs.

Jacques Isnard

Lire la suite page 9

EURO La Commission européenne a réfuté, dans un rapport présenté le 30 juillet à Bruxelles, les idées de sanctions avancées par la France - avec le soutien de l'Allemagne et

la Belgique - pour dissuader les pays de l'Union qui ne participent pas immédiatement à la monnaie unique, en 1999, de procéder à des dévaluations compétitives. Bruxelles

estime qu'il n'est pas possible, pour des raisons aussi bien réglementaires que politiques, d'assujettir l'attribution des fonds communautaires à des règles de bonne

conduite. **JEAN ARTHUIS**, ministre de l'économie, qui estime que les dévaluations de ces dernières années ont eu des conséquences désastreuses, ne veut pas en rester là.

Il demande à la Commission d'approfondir son étude. **LES QUINZE** ont jusqu'au conseil européen de Dublin, en décembre, pour s'entendre sur une stratégie commune.

Bruxelles et Paris s'affrontent sur les dévaluations compétitives

La Commission européenne réfute les propositions françaises visant à sanctionner les pays qui, après 1999, tireraient profit de la dévaluation de leur monnaie. La France demande à Bruxelles d'« approfondir » ses travaux

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Comment assurer la meilleure convergence possible des politiques économiques au sein de l'Union et, surtout, comment éviter le retour de dévaluations compétitives, destructrices pour ceux qui les subissent, du type de celles pratiquées par l'Italie et la Grande-Bretagne à la suite de la tempête monétaire de septembre 1992 ? Le problème pourrait, au moins théoriquement, se poser avec une particulière acuité après le passage à la troisième étape de l'Union économique et monétaire (UEM), dans les relations entre l'euro et les monnaies des pays qui ne participent pas encore à la monnaie unique.

Ceux-ci, frustrés, envieux ou tout simplement habiles, ne risquent-ils pas alors d'être tentés de laisser fléchir leur devise pour ravir des parts de marché à leurs concurrents arrogants du « noyau dur » ?

Les Français, chez qui cette hanse a pris une dimension très politique, probablement disproportionnée - les Italiens, les Espagnols aspirent à rejoindre la monnaie unique le plus tôt possible et devraient pratiquer une politique en conséquence -, redoutent de voir leurs exportations

de textiles, de produits agroalimentaires, d'automobiles, à nouveau laminées (avec les inconvénients qu'une telle situation implique en termes d'emplois) en raison de fluctuations de change intempestives. Pour écarter ce cauchemar, Jean Arthuis avait défendu, lors du conseil « Ecofin » de Vérone, en avril 1996, la nécessité de prendre des mesures de précaution. Il avait lancé deux propositions, fondées sur l'idée de sanctionner les États membres qui ne s'astreindraient pas à une stricte discipline de change, et avait invité la Commission à les

étudier. Pourquoi, se demande-t-on à Paris, ne pas généraliser aux fonds structurels (lesquels répartissent des sommes considérables au profit des régions pauvres) le principe de conditionnalité macro-économique pratiqué par le fonds de cohésion (fonds dont bénéficient l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal) ? Les subventions des fonds structurels pourraient être diminuées dans le cas de figure où le pays concerné ne respecterait pas les engagements pris dans le cadre de son plan de convergence.

Autre formule, les versements

au titre des fonds structurels seraient opérés non plus en euros, mais dans la monnaie nationale, en fonction de l'évolution des taux de change réels (pour éviter un surajustement, injustifié, en cas de dévaluation de la devise du pays considéré par rapport à l'euro). Comme on pouvait l'imaginer, ces suggestions, appuyées par l'Allemagne et la Belgique, ont été accueillies extrêmement froidement par les pays susceptibles d'en faire les frais, ceux qui ne feraient sans doute pas partie de la première vague de passage à la monnaie unique, et en particulier par l'Espagne.

Dans son rapport, rendu public mardi 30 juillet à Bruxelles, la Commission vient de leur donner raison. Elle explique que, pour des raisons techniques et juridiques, ce supplément d'encadrement des politiques économiques nationales n'est pas pensable et que, de surcroît, il serait politiquement malvenu.

La Commission n'ignore pas les dégâts provoqués par les dévaluations compétitives, mais elle relativise l'analyse que font les Français. Premier point : l'Espagne, contrairement à un amalgame fréquemment fait, ne s'est pas livrée à des dévaluations compétitives. Elle a toujours agi dans le cadre du système monétaire européen

(SME). Les dévaluations de la peseta, qu'on déplore parfois à Paris, ont été décidées au niveau européen, de façon concertée et avec, chaque fois, l'approbation du ministre français des finances ou du directeur du Trésor.

Depuis longtemps, à Bruxelles, on reproche aux Français d'imputer trop facilement à ces dévaluations des compétitivités les difficultés de secteurs dont la sous-compétitivité est devenue chronique par défaut d'investissements. « Les fluctuations monétaires sont prises comme bouc émissaire, mais la situation du textile est due à bien d'autres raisons : accroissement de la productivité, stagnation de la demande, ouverture des échanges internationaux avec les pays à bas salaires, adaptation difficile aux nouvelles technologies d'une industrie constituée de PME », lit-on dans une note de la Commission publiée il y a quelques semaines.

UN ACQUIS COMMUNAUTAIRE

Dans son nouveau rapport, la Commission rappelle que les règlements régissant les fonds structurels ont été adoptés pour une période courant jusqu'à la fin 1999 et qu'il est impensable de les modifier d'ici là, d'autant plus qu'une telle révision exigerait l'unanimité. Elle relève que l'utilisation de

l'euro dans les fonds structurels fait partie de l'acquis communautaire et que, dans la perspective du passage à l'euro, « il serait totalement inopportun d'intensifier, par le biais de mécanismes complexes, l'utilisation des monnaies nationales dans le budget communautaire ». Elle fait encore valoir que le système de sanctions imaginé par M. Arthuis pourrait se révéler injuste, car « une dépréciation nominale ne résulte pas systématiquement ou exclusivement d'un manque de rigueur de la politique économique ».

Enfin, souligne la Commission, les éventuelles réductions ou suspensions des transferts financiers envisagés par Paris handicaperaient le bon fonctionnement des fonds structurels, dont « les principaux bénéficiaires sont des régions et des groupes sociaux (les chômeurs, par exemple) qui ne doivent pas être pénalisés ».

Pourquoi alors ne pas s'en tenir à la mise en place du nouveau SME, qui organisera les relations de change entre l'euro et les monnaies restant provisoirement en dehors ? Le principe en a été décidé à Vérone et ses modalités de fonctionnement devront être précisées par les quinze d'ici au conseil européen de Dublin, en décembre.

Philippe Lemaître

Faut-il à tout prix contrer les risques de dévaluation après 1999 ?

AU FUR ET À MESURE que s'approche la grande échéance de 1999 qui verra quelques pays européens adopter une monnaie unique, se multiplient les difficultés de toutes sortes, techniques bien sûr, mais aussi stratégiques. Parmi ces dernières, l'opposition entre Paris et Bruxelles au sujet des rapports

qui s'établiront à partir de 1999 entre pays « in » et pays « out » est importante et pourrait avoir des conséquences dommageables pour la construction européenne. Le gouvernement français ne vient-il pas de se voir opposer un refus sans ambiguïté par la Commission à la suggestion qu'il avait faite de sanctionner les pays qui n'étaient pas admis immédiatement dans l'Union monétaire (les « out ») en profitant, à partir de 1999, pour dévaluer fortement leurs monnaies et se tailler des avantages de compétitivité ?

A l'évidence, les crises monétaires survenues au cours des années 1992 et 1993 ont laissé de très mauvais souvenirs, en Allemagne et en France notamment. Outre la dévaluation de la peseta, la lire et la livre étaient sorties du SME (Système monétaire européen), pour fluctuer librement. Le résultat ne s'était pas fait attendre : entre août 1992 et août 1995 la dépréciation de la lire italienne avait atteint 32 %, celle de la livre sterling 20 %. Entre ces deux dates, la peseta perdait 25 % et la couronne suédoise 27 %.

Divers bilans, plus ou moins convulsants, ont été faits de ces dévaluations. La Commission, notamment, avait conclu que des ajustements monétaires brutaux ralentissaient la croissance économique, aggravant le chômage, et d'une façon générale créaient un climat d'incertitude peu propice aux initiatives et aux investissements. Jean Arthuis estime, dans une interview à *La Tribune-Desfosses*, que l'Union européenne a perdu deux points de croissance et 1,5 million d'emplois entre 1992 et 1995 du fait des troubles monétaires. Encore ces bilans partiels devraient-ils être complétés par une évaluation des dégâts causés sur des régions, et des industries pré-

cises (automobile, textile...). La fièvre de nombreux industriels allemands en dit long à ce sujet, comme le soudain désir des milieux patronaux d'outre-Rhin de voir la lire faire partie du premier peloton qui adoptera la monnaie unique dans trois ans.

MALENTENDU

Il ne faut donc pas minimiser les effets des dévaluations survenues à partir de l'été 1992 et les risques mortels qu'entraînerait leur répétition. Si celles-ci s'étaient produites en pleine période d'expansion, leurs conséquences auraient probablement été absorbées facilement. Mais c'est exactement le contraire qui arriva. Et l'Union européenne n'est toujours pas sortie de la crise. La position du gouvernement français est d'autant plus compréhensible que l'option publique n'est pas complètement acquise aux vertus de la monnaie unique et qu'il faut donc dissiper un malentendu : l'Europe n'est pas la cause du chômage. Reste à savoir si la méthode est la bonne. A l'évidence, la grande crainte de la Commission est qu'en pratiquant la méthode du père Fouettard, on ne crée davantage le fossé qui sépare les pays formant entre eux une union monétaire et ceux qui seront restés dehors. Il y a là aussi un risque important.

Alain Verhulst

Des menaces de baisse des salaires inquiètent les Suisses

BERNE
de notre correspondant

Alors que le gouvernement fédéral et nombre de cantons sont en vacances, la restructuration en cours dans l'économie helvétique ne se ralentit pas pour autant. Ainsi, profitant de la pause estivale, la nouvelle multinationale pharmaceutique Novartis vient-elle d'annoncer, fin juillet, la fermeture d'un centre de recherche occupant 280 personnes dans la banlieue de Fribourg. Cette décision est l'une des conséquences de la récente fusion entre Ciba et Sandoz, qui a donné naissance à Novartis et qui entraînera la suppression de 10 000 emplois dans le monde, dont 3 500 en Suisse.

Cette délocalisation, durement ressentie à Fribourg, n'est qu'un nouvel exemple des mutations qui bouleversent l'économie suisse en cette période de stagnation prolongée. Durant le premier semestre de l'année, plus de 13 000 suppressions d'emplois ont été annoncées. L'opinion avait été frappée par l'ampleur des licenciements prévus en mars chez Novartis, puis par la disparition programmée de 1 320 postes à Swissair, 1 570 aux PTT et 3 500 dans le cadre de la reorganisation du Crédit suisse, rendue publique début juillet.

En fait, aucune branche n'échappe à cette tendance, et la concentration des effectifs est loin d'être terminée. Dans les banques, on s'attend à la suppression, au cours des prochains mois, d'au moins 20 000 emplois sur un total de 120 000. Tout le monde s'accorde à admettre que « le fonctionnaire à vie a vécu ». Autre sujet d'inquiétude : la menace de baisse des salaires brandie aussi bien dans le secteur public que privé. Concrètement, le premier à avoir osé s'attaquer à ce tabou a été le patron socialiste d'une entreprise publique, Benoît Welbel, président de la direction générale des chemins de fer fédéraux (SFF). Prétextant le déficit de près de 400 millions de francs suisses (deux milliards de francs) de la régie, il a fait savoir, le 23 juin, que les SFF

envisageaient de réduire de 2 % à 4 % les salaires de leurs employés. Avant même que les principaux intéressés aient accusé le coup, dès le lendemain, le gouvernement du canton de Zurich annonçait son intention de diminuer de 5 % les traitements de ses fonctionnaires, tandis que les villes de Lucerne et de Saint-Gall faisaient connaître des projets analogues.

La brèche ayant été ouverte dans le secteur public, le patronat n'allait pas manquer d'emboliser le pas. Deux jours à peine après le pavé dans la mare lancé par le directeur des SFF, le président de l'Union centrale des associations patronales, Guido Richterich, mettait encore de l'huile sur le feu en affirmant qu'il « ne saurait y avoir de solution concertée entre partenaires sociaux sur la base des objectifs poursuivis aujourd'hui par le Parti socialiste et les syndicats ».

En décembre, des capitaines d'industrie avaient déjà tâté le terrain en prônant une déréglementation tous azimuts pour renouer avec la compétitivité.

Il n'en a pas fallu davantage pour provoquer l'effroi dans l'opinion et pousser les syndicats à soulever pouvoirs publics et patronat de comploter des baisses de salaires, quitte à remettre en cause la fameuse « paix du travail », pilier du consensus social helvétique. A Zurich, trois mille personnes sont descendues dans la rue et, selon un sondage, un Suisse sur deux se déclarerait prêt à faire grève pour défendre son salaire. Autres signes des temps : la gauche et les

syndicats ont réussi, en quelques semaines à peine, à réunir 150 000 signatures pour demander un référendum contre une nouvelle loi assouplissant les dispositions en vigueur sur le travail nocturne et dominical.

Alors que la repêche se fait attendre, le débat a ainsi été relancé sur les moyens de sortir l'économie suisse de sa léthargie. En décembre dernier déjà, une vingtaine de capitaines d'industrie avaient tâté le terrain avec un Livre blanc prônant une déréglementation tous azimuts pour renouer avec la compétitivité. Mais leur mot d'ordre, « Travaillons plus tout en gagnant moins ! », avait suscité une levée de bouilliers et, dans un « Livre noir », quelques intellectuels de gauche avaient répliqué en les accusant de vouloir imposer la seule loi du profit.

Certaines restructurations amorcées dans l'économie suisse n'en vont pas moins dans le sens préconisé par le Livre blanc. A l'heure de l'austérité, les récentes propositions de baisses des salaires apparaissent aussi comme des ballons d'essai pour prendre le pouls de l'opinion. Dans les milieux patronaux, on n'écrit pas certaines baisses de salaires pour permettre à la Suisse de garder sa compétitivité. Actuellement, le salaire helvétique moyen est d'environ 4 800 francs suisses (20 000 FF) brut par mois. Il ne faut pas oublier cependant que les prix en Suisse sont en moyenne 30 % plus élevés que dans les pays voisins.

De leur côté, les syndicats dénoncent les risques de déflation qu'entraînerait une diminution des revenus. Le « patron des patrons » a tenu à tempérer ses propos, tandis que le ministre des finances, Kaspar Villiger, a exprimé son opposition à des réductions généralisées des salaires, les jugeant « erronées du point de vue conjoncturel ». Mais la controverse n'est pas terminée pour autant et pourrait rebondir après la pause estivale.

Jean-Claude Bührer

Selon le BIT, les femmes sont payées 25 % moins cher que les hommes

GENÈVE
de notre correspondant

Le Bureau international du travail (BIT) rappelle à toute occasion le principe selon lequel « le salaire égal pour travail égal » est une règle fondamentale. Ce principe figure dans la convention n° 100 de l'Organisation. La réalité se trouve être tout autre. Un rapport du BIT, qui vient d'être rendu public, précise que, pour un travail et des horaires plus lourds que ceux des hommes, les femmes sont payées, sauf quelques exceptions dans le secteur agricole, 25 % de moins en moyenne que leurs collègues masculins. « Dans toutes les régions du monde, les femmes travaillent davantage et gagnent moins que leurs homologues masculins », indique le do-

cument. Ces différences atteignent 30 % dans certaines régions. Selon M. Maï-Lien Lin (Malaisie), auteur de ce rapport, la majorité des femmes occupent « des emplois les plus dévalorisés, non rémunérés et de faible productivité ». Il est précisé dans ce rapport que 70 % des femmes dans le monde sont des femmes de couleur. Les taux de chômage qui les frappent sont de 30 % supérieurs à ceux des hommes.

Entre 1980 et 1990, sur les huit millions de nouveaux travailleurs enregistrés en Europe occidentale, sept millions sont des femmes. Dans les pays industrialisés, l'horizon démographique est de deux à six heures plus long que celui des hommes. Dans ces pays, en

l'an 2000, il y aura autant de femmes que d'hommes dans la population active. En revanche, dans les pays pauvres, seules 31 % des femmes parviennent à trouver un travail rémunéré. En l'an 2000, un peu partout dans le monde un accroissement de la main-d'œuvre féminine. Dans les pays de l'OCDE, les femmes représentent de 65 à 90 % des travailleurs à temps partiel.

Le plupart du temps, c'est parce qu'elles n'accèdent pas de manière satisfaisante à l'instruction que les femmes sont victimes du sous-emploi et de l'exploitation. Sur le milliard d'adultes analphabètes que l'on déplore dans le monde, plus des deux tiers sont des femmes. Le

rapport précise qu'« au Bénin, au Burkina-Faso, en Guinée-Bissau, au Mali, au Mozambique, au Niger, au Sénégal et au Togo, ainsi qu'en Afghanistan, et au Népal, plus de 90 % des femmes de 25 ans ne sont jamais allées à l'école. Sur la centaine de millions d'enfants qui n'ont pas accès à l'enseignement primaire, 60 % sont des filles ».

Ce n'est pas uniquement dans le domaine de l'éducation que les femmes souffrent de la discrimination, mais également dans celui, entre autres, des normes de recrutement et des possibilités de promotion. C'est dans la confection que la main-d'œuvre féminine, qui représente les deux tiers des effectifs, est la plus exploitée à l'échelon

mondial. Dans le secteur des services, les travailleuses se trouvent en règle générale au bas de l'échelle. En Asie comme en Afrique, en dépit du rôle prédominant qu'elles occupent dans l'agriculture, elles n'ont accès qu'à 5 % du crédit rural accordé par les banques internationales.

Parallèlement à ces progrès notés par le BIT figure l'augmentation du nombre des femmes qui se syndicalisent et qui participent à des négociations collectives. Le rapport souligne qu'aux États-Unis, en ce moment, davantage d'entreprises sont créées par des femmes que par des hommes.

Isabelle Vichard

هكذا من الأصل

Le Burundi est à l'ordre du jour du nouveau sommet africain d'Arusha

Le nouvel homme fort de Bujumbura n'a pas été invité à participer à ces discussions

La situation au Burundi devait être au cœur des discussions des chefs d'Etat de la région, mercredi 31 juillet, à Arusha en Tanzanie, et

ce en l'absence du nouvel homme fort du pays, Pierre Buyoya, qui n'a pas été invité. Les représentants des Etats-Unis, de l'Union euro-

péenne et des Nations unies assistent à ce sommet organisé sous les auspices de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

L'ANCIEN PRÉSIDENT tanzanien Julius Nyerere, qui joue les « M. Bons Offices » dans la crise burundaise pour le compte de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a mis les bouchées doubles depuis le putsch des militaires tutsis qui a ramené au pouvoir, le 25 juillet, le major Pierre Buyoya. Ses consultations avec les dirigeants des pays de la région des Grands Lacs ont été couronnées de succès.

Un nouveau sommet, consacré au Burundi, devait réunir, mercredi 31 juillet, à Arusha, dans le nord de la Tanzanie, outre l'Ouganda et la Tanzanie, le Kenya, le Zaïre,

l'Éthiopie, le Rwanda et le Cameroun en tant que président en exercice de l'OUA. Les représentants spéciaux des Etats-Unis, de l'Union européenne et des Nations unies à Bujumbura, devaient aussi se rendre à Arusha.

MESSAGE DE L'ANCIEN RÉGIME

Malgré le désir des nouvelles autorités locales, le Burundi n'a pas été invité. S'il a admis le fait qu'il ne pourrait participer à la rencontre, le major Buyoya a annoncé qu'il n'en enverrait pas moins une délégation. « Il ne nous gêne pas de ne pas avoir été invité. Il y a au Burundi une situation nouvelle qui est en train de

s'éclaircir », a-t-il dit, mardi, sur les ondes de la radio nationale, après avoir rencontré successivement, dans la journée, le président Yoweri Museveni, à Kisoro en Ouganda, et M. Nyerere, dans son village de Musoma en Tanzanie.

Porteuse d'un message du président Sylvestre Ntibunganya, toujours réfugié dans la résidence de l'ambassadeur des Etats-Unis à Bujumbura — et que M. Buyoya avait discrètement rencontré dimanche —, une délégation de « l'ancien régime » devait être présente à Arusha. Conduite par Jean Misani, président du Front pour la démocratie au Burundi (Frodebu), elle a

multiplié les consultations, à la veille de l'ouverture du sommet régional. Accusant le major Buyoya d'être responsable du coup d'Etat manqué du 21 octobre 1993, au cours duquel le premier président hutu du pays, Melchior Ndadaye, avait été assassiné, elle entend obtenir que la communauté internationale ne recule pas et mène à bien le « processus » initial d'Arusha, qui avait prévu de mettre sur pied une force d'assistance africaine. Pante de quoi, les Hutus burundais pourraient entreprendre des actions telles que la « désobéissance civile » pour faire reculer les putschistes. (AFP/Reuters.)

A Muberure, les militaires tutsis se comportent en terrain conquis

de notre envoyé spécial

Sur la page d'un cahier d'écolier, un anonyme tient la comptabilité macabre des attaques de son village par l'armée. La première répertoriée remonte au dimanche 24 avril 1994. Ce jour-là, les militaires tutsis ont massacré soixante-douze Hutus à Muberure, un village qui s'étale sur l'une des multiples collines qui dominent Bujumbura et le lac Tanganyika.

Depuis lors, les militaires sont revenus à vingt-deux reprises et ont tué au total près de cinq cents personnes, par petits groupes, presque au compte-gouttes, raconte le cahier. Le dernier massacre — sept morts — remonte au 14 juillet. Depuis le putsch du 25 juillet et le retour au pouvoir du major Pierre Buyoya, un Tutsi, rien n'a été consigné. Pour les villageois, il ne s'agit que d'un hasard, car, disent-ils, « les militaires n'ont pas changé de comportement ». Dimanche, dans la plantation de café d'un bourg voisin, les soldats auraient déchargé leurs fusils sur trois personnes. « Buyoya, explique un habitant de Muberure, fait partie de ceux qui ont assassiné le président (hutu) Melchior Ndadaye en 1993. Il est revenu au pouvoir pour se venger. »

Quelques centaines de mètres à peine séparent soldats et villageois, meurtriers et victimes. Depuis près de deux ans, les militaires se sont installés dans le dispensaire de Muberure, sur les hauteurs, à quelques centaines de mètres de l'église. Toute la journée, on peut y observer les allées et venues des camions chargés de soldats.

Postés sur la route, les militaires ont coupé le village du reste du pays. Ils tirent gratuitement sur les Hutus qui passent à portée de leurs armes. Comme ils s'entraînent sans raison sur telle maison dans la brousse, tuant ses habitants et volant ce qui peut être échangé : un poulet, une chèvre, un sac de haricots... L'armée justifie sa présence musclée par la nécessité de lutter contre les bandes de rebelles hutus, infiltrées dans le pays. Mais les habitants de Muberure jugent qu'il n'y en a jamais eu chez eux. « S'il y en avait, expliquent-ils, les soldats auraient exterminé le village tout entier depuis longtemps. »

LE PAYS EST MORT

La population a donc été contrainte, depuis deux ans, de modifier ses habitudes quotidiennes. Comme le cimetière est proche du dispensaire, les villageois tués par les militaires sont enterrés sur place. Les habitants de Muberure ne passent plus la nuit dans leur maison. A la tombée du jour, chaque famille part se réfugier dans la brousse. « C'est pour ça que beaucoup de nos enfants sont malades », dit un autochtone. On ne rejoint pas sa maison avant neuf heures. Et encore : « si le matin on voit qu'il y a beaucoup de cadavres militaires qui montent de Bujumbura vers le dispensaire, dit un cultivateur, on reste caché. »

« On dirait que le pays est mort », murmure un habitant. Les cultures sont à l'abandon. Les champs de caféiers ont été brûlés. Ne restent que les bananeraies. Les soldats ont volé le bétail. L'école communale est fermée et son directeur a été arrêté en mai. On est sans nou-

velles de lui. Plusieurs fontaines, près de l'église, ont été coupées par les militaires, toujours au nom de la lutte contre la rébellion. Désormais, il faut faire une demi-heure de marche dans la brousse pour s'approvisionner en eau. Avec le risque d'être tué. Le seul lien entre Muberure et le monde extérieur c'est un prétre — d'origine européenne — de l'évangélique, un quartier populaire de Bujumbura vidé de ses habitants par l'armée au printemps 1995 et dont les milliers de maisonsnettes en ruines disparaissent petit à petit sous la végétation.

Régulièrement, le prétre monte à Muberure, les militaires tutsis le respectent. Les agriculteurs hutus l'attendent comme le Messie. A l'aube, son véhicule tout-terrain déborde de couvertures, de sucre, de sel et de médicaments. « Je vends les médicaments, sinon les gens les mangeraient comme du sucre, dit-il, mais à un prix symbolique. » Le prétre ne repart pas seul. Au retour, il emmène avec lui les malades les plus gravement atteints, qu'il conduira au dispensaire, dans la plaine. Femmes avec leur bébé sur l'épaule; vieillards chancelants... on se bouscule pour entrer dans le véhicule.

Les militaires l'ont autorisé à repartir avec deux malades. Pas davantage. En réalité, en cas de quinze, serrés les uns contre les autres. Aux soldats sourcilieux qui l'arrêtaient aux nombreux barrages routiers, il rétorquait : « Soigner des Hutus, c'est bon pour la propagande du nouveau régime, non ? » Jusqu'à maintenant, les militaires l'ont laissé passer...

Jean-Pierre Tanguet

MM. Clinton et Moubarak n'ont pas réussi à aplanir leurs divergences

WASHINGTON

de notre correspondant
Américains et Égyptiens sont convenus de ne pas insister sur leurs divergences au terme de la rencontre, mardi 30 juillet, à Washington, des présidents Bill Clinton et Hosni Moubarak. C'est d'autant plus méritoire que la visite du président égyptien intervenait au moment où, en Israël, étaient annoncés de grands travaux d'infrastructure pour les colons. MM. Clinton et Moubarak ont préféré minimiser la portée de ces projets. Le premier a espéré qu'il ne s'agissait que d'une simple « proposition » et, tout en se disant « préoccupé », a estimé manquer d'informations sur le sujet. Le second a noté, sans insister, que cela pouvait « compliquer l'ensemble du processus » de paix.

Le président Moubarak, comme la plupart des dirigeants arabes, s'était déclaré inquiet après la visite du premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, le 9 juillet,

à Washington. Non seulement le Congrès avait réservé un accueil quasi triomphal à M. Nétanyahou, mais M. Clinton n'avait manifestement pas réussi à convaincre son interlocuteur d'assouplir sa position quant au principe de l'échange des territoires contre la paix.

M. Moubarak comptait obtenir de son côté qu'il revienne à la charge. Or si l'avenir du processus de paix est important pour Washington, M. Clinton pense aussi à l'élection présidentielle du 5 novembre. Et il n'est pas prêt à prendre le risque d'une dégradation des relations avec Israël, qui traversent une phase délicate. De son côté, M. Moubarak est obligé de tenir compte du fait que le Congrès à majorité républicaine peut fort bien voter une diminution de l'aide annuelle de plus de 2 milliards de dollars que les Etats-Unis accordent à l'Égypte.

M. Clinton a concédé que le ralentissement du processus de paix, depuis la victoire de M. Né-

tanyahou, était « frustrant pour les peuples d'Égypte et de tous les pays arabes ». Il a souhaité que ce processus « aille de l'avant », que les Palestiniens puissent « de nouveau travailler » (en Israël), mais il a estimé que le nouveau gouvernement israélien avait besoin d'un peu de temps. La seule manière de convaincre l'Etat juif de ne pas changer de route est de faire en sorte qu'il se sente « en sécurité », a-t-il dit. Il faut, selon lui, « donner une chance » à M. Nétanyahou.

LE JOUR ET LA NUIT

Autre sujet de discorde : le terrorisme. L'Égypte partage le point de vue des Européens selon lequel il est à la fois vain et dangereux de vouloir isoler des pays considérés par Washington comme les promoteurs du terrorisme. Le Caire ne peut se permettre d'avoir de mauvaises relations avec ses voisins arabes, notamment la Libye et le Soudan, et souhaite que les Etats-Unis

fassent preuve de flexibilité. M. Moubarak a insisté sur la nécessité de trouver un mécanisme afin de punir les seuls responsables d'actes terroristes, et non « un peuple tout entier, ce qui crée de terribles problèmes ». M. Clinton a répondu qu'il n'est pas possible d'avoir des relations normales avec des gens qui « de jour, croient pouvoir avoir des relations commerciales avec vous, et la nuit, financent des terroristes pour tuer des civils innocents ». Tout ou tard, a assuré le chef de la Maison Blanche, d'autres pays en viendront à cette conclusion.

Le Caire et Washington divergent aussi sur une nouvelle candidature de l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali, au poste de secrétaire général de l'ONU. MM. Clinton et Moubarak n'y ont fait aucune allusion en public, mais l'Égypte soutient fermement cette candidature et s'emploie à contrer le veto américain.

Laurent Zecchini

Un détenu serait mort sous les tortures de la police palestinienne

UN DÉTENU PALESTINIEN a succombé, mardi 30 juillet, aux tortures que lui ont infligées les forces de l'ordre palestiniennes, a indiqué une association palestinienne de défense des droits de l'homme. « Mahmoud Jemayel a été prononcé mort d'un coup de couteau, son cerveau était brisé », a indiqué le Land Watch Establishment, une association basée à Jérusalem-Est.

Selon cette association, les coups ont provoqué « une fracture du crâne, une forte hémorragie au cerveau entraînant un arrêt cardiaque ». Cependant, l'hôpital palestinien de Ramallah, où Jemayel avait

été transporté, a refusé de confirmer son décès. « Il est dans un état critique », s'est borné à déclarer le médecin-chef de l'hôpital, Chakouli Harb. A Gaza, le procureur général palestinien, Khaled El Kidra, a déclaré tout commémorer, indiquant simplement : « J'ai entendu dire qu'il avait été torturé ».

DÉMARCHES

Jemayel, vingt-six ans, avait été arrêté le 18 décembre 1995, après avoir été convoqué par les services de sécurité palestiniens à Jéricho. Le Land and Water Establishment affirme qu'aucune charge formelle n'a été retenue contre lui. Selon des

sources palestiniennes, Jemayel faisait partie d'un groupe dissident du Fatah de Yasser Arafat à Naplouse, qui a fait régner une justice sommaire dans cette ville l'an dernier, en blessant ou tuant des Palestiniens accusés de ne pas respecter la loi publique ou de collaborer avec Israël.

D'autre part, le président du Conseil législatif palestinien, Ahmad Korei, alias Abou Alaa, qui avait annoncé mardi sa démission, après une dispute en séance avec M. Arafat au sujet d'un projet de Constitution, est revenu des lendemains sur sa décision. Le président de l'Autorité palestinienne s'était

opposé à ce que les députés débattent d'un projet de Constitution palestinienne pour la période intermédiaire d'autonomie, sous le prétexte que le texte en question n'était « pas valide pour diverses raisons » et ne leur avait pas été officiellement transmis par le comité ad hoc de POLR.

Un vif débat s'en était suivi au terme duquel les deux adjoints de M. Korei et le secrétaire général du Conseil ont aussi démissionné. Le Conseil avait été élu le 20 janvier. Le projet de Constitution est essentiel, car c'est seulement après son adoption que les parlementaires pourront légiférer. (AFP)

Une centrale électrique en Iran contaminée par des « matières radioactives »

TEHERAN. Au moins cinquante personnes, dont sept ingénieurs de la firme allemande Siemens, ont été contaminées par des « matières radioactives », après un incident survenu dans la centrale électrique de Racht, dans le nord de l'Iran, a rapporté mercredi 31 juillet le Journal Hamchahri. Le contact de l'un des employés, qui avait retrouvé une pièce dangereuse manquante — « utilisée pour produire des rayons gamma » —, avec les autres membres du personnel serait à l'origine de la contamination, selon le journal. David Kyd, porte-parole de l'AIEA, interrogé par Le Monde, affirme que l'Iran ne possède qu'une seule centrale nucléaire, à Bouchehr, sur le Golfe. « Les Russes y sont pour tenter de la faire démarrer, mais les Allemands de Siemens se sont vus interdire strictement par leur gouvernement d'y mettre les pieds », précise-t-il. La centrale de Racht serait donc une centrale thermique classique. La pièce évoquée pourrait être une source gamma radioactive, très utilisée dans l'industrie, pour des mesures et des contrôles divers. Si la source quitte son emballage protecteur, elle peut être très dangereuse pour une personne non avertie. Ces engins, employés aussi pour la stérilisation (instruments médicaux, produits alimentaires) ont été à l'origine de nombreux accidents dans le monde.

Michel Barnier veut une démarche commune des Européens sur Chypre

NICOSIE. Ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier, a été reçu, mardi 30 juillet, de part et d'autre de la ligne de démarcation de Nicosie, par le président de la République de Chypre, Glafcos Clérides, et le chef de la communauté turque, Raouf Denktash. C'est la première fois qu'un ministre français se rendait au siège de la « République de Chypre nord », qui n'est reconnue que par la Turquie. L'engagement des Européens à ouvrir prochainement des négociations avec Chypre sur son intégration dans l'Union relance l'urgence d'un règlement de la crise chypriote. Michel Barnier a insisté à Nicosie sur la nécessité pour les Européens de parler d'une seule voix sur ce dossier. (Corresp.)

EUROPE

ALLEMAGNE : deux Palestiniens, soupçonnés d'être impliqués dans le détournement d'un DC-10 de la compagnie espagnole Iberia, vendredi dernier, sur Miami (Etats-Unis), ont été arrêtés et incarcérés à Sarrebruck, ont annoncé, mardi 30 juillet, les autorités judiciaires allemandes. Les deux hommes, âgés de 24 et 26 ans, ont été interpellés, dimanche, dans un train en provenance de Paris et à destination de Francfort. Le pirate de l'air, un Libanais de 27 ans, avait été incarcéré à Miami après sa reddition. (AFP)

BOSNIE : le premier train à sortir de Sarajevo depuis 1550 jours a quitté, mardi matin 30 juillet, la gare de la capitale bosnienne en direction du port croate de Ploce, sur la côte adriatique. Il transportait 250 passagers, dont le président bosniaque Alija Izetbegovic. (AFP)

HONGRIE : le plus important camp de réfugiés, situé à Nagyatad à quelque 210 kilomètres au sud-ouest de Budapest, va fermer en raison de coupes budgétaires, a annoncé le ministre de l'Intérieur, mardi 30 juillet. Les six cents réfugiés de l'ex-Yougoslavie qui y séjournent, seront transférés dans le camp de Debrecen, à 220 kilomètres à l'est de la capitale hongroise. (AFP)

BIÉLORUSSIE : Zenon Ponomarev, président du Front populaire principal d'opposition du pays, a été nommé porte-parole officiel depuis les Etats-Unis avoir demandé le statut de réfugié politique aux autorités américaines, a rapporté, mercredi 30 juillet, l'agence russe Itar-Tass. Ils ont affirmé qu'ils craignaient des persécution politiques dans leur pays. (AFP)

ASIE

SRI-LANKA : la guérilla tamoule avait perdu des dizaines de combattants depuis la prise de son bastion de Paranthan (nord), samedi 27 juillet, par les troupes de Colombo, a affirmé mardi 30 juillet l'armée selon des transmissions radio des Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE). La prise de cette ville, aux mains des rebelles depuis 1990, ouvre la voie vers Kilinochchi, nouveau quartier général de la guérilla. (AFP)

PROCHE-ORIENT

IRAQ : l'autorisation de stationnement en Turquie de la force multinationale chargée depuis juillet 1991, de protéger les Kurdes d'Irak, dans le cadre de l'opération allée « Provide comfort », a été reconduite pour cinq mois, mardi 30 juillet, par le Parlement turc. (AFP)

JORDANIE : le gouvernement a reporté l'annonce de sa décision de tripler le prix du pain, initialement prévue mardi 30 juillet. « Le gouvernement n'a pas fini d'élaborer les mesures d'application », a déclaré le ministre de l'Information, Marouane Moasher, sans fixer de nouvelle date. (AFP)

SYRIE : le vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, devait être reçu mercredi 31 juillet à l'Élysée par le président français Jacques Chirac. Cette visite intervient au moment où Paris tente de contribuer à la relance du processus de paix israélo-arabe.

AFRIQUE

GHANA : les élections présidentielle et législatives auront lieu le 7 décembre, avec l'approbation de la commission des lois de l'Assemblée nationale, a confirmé, mardi 30 juillet, une source parlementaire. (AFP)

MADAGASCAR : après le vote d'une procédure d'empêchement définitif, contre le président Albert Zafy par l'Assemblée nationale, vendredi 26 juillet, obtenu par 99 voix contre 32 et trois abstentions, les responsables militaires se sont engagés à respecter la loi et la Constitution. L'Assemblée avait estimé que M. Zafy avait violé, à plusieurs reprises, la Constitution. L'armée a affirmé sa « volonté d'assurer la promotion de l'Etat de droit ». (AFP)

ÉCONOMIE

INDONÉSIE : la crise politique a directement affecté la Bourse de Djakarta. Le principal indice de la place financière était tombé, mardi 30 juillet, à son plus bas niveau depuis six mois après avoir perdu 8 % depuis le 22 juillet. Il avait notamment cédé 3,7 % lundi et 1,3 % mardi. Mais, mercredi 31 juillet, la Bourse a commencé à se reprendre. L'indice a terminé la journée sur une petite hausse de 0,40 %. (AFP)

ÉTATS-UNIS : l'indice de confiance des consommateurs américains, établi par le Conference Board, a atteint 107,2 en juillet contre 100,1 en juin. C'est le plus haut niveau atteint en six ans. Le département du travail a pour sa part indiqué mardi 30 juin que l'indice du coût de l'emploi a progressé modérément au deuxième trimestre de 0,8 % par rapport aux trois mois précédents. (AFP)

RUSSIE : afin de prévenir une crise bancaire majeure, la Banque Centrale de Russie a annoncé, mardi 30 juin, la création d'un département de supervision bancaire, chargé d'un examen quotidien des comptes des établissements de crédit. Dans un premier temps, le département supervisera les activités d'Aviobank, Agroprombank, Vneshtorgbank, Menatep and Mezhdunarodnaya Finansovaya Kompaniya. (AR)

هكذا من الأصل

05:11:04

FRANCE

LE MONDE / JEUDI 1^{er} AOÛT 1996

SOCIAL Le nombre des chômeurs a augmenté de 22 800 en juin, selon les chiffres publiés mercredi 31 juillet par le ministère du travail. Cette hausse de 0,7 % en un mois fait suite

à celle de mai (30 800) et porte à 3 065 600 le nombre des demandeurs d'emploi. Selon les normes du Bureau international du travail, le chômage frappe 12,5 % de la population

active. ● MARC BLONDEL, secrétaire général de Force ouvrière, met en cause Alain Juppé, dont il se demande s'il « dirige encore le pays », et Jacques Chirac, auquel il reproche

son « aveu d'impuissance », le 14 juillet, face à la Banque de France et aux « financiers ». ● LES SUPPRESSIONS DE POSTES annoncées dans l'éducation nationale - près de cinq

mille dans le pré-scolaire, le primaire et le secondaire - ont fait réagir les syndicats d'enseignants, qui envisagent une grève à la rentrée. (Lire aussi notre éditorial page 9.)

Un Français sur huit en âge de travailler est au chômage

Avec une progression de 0,7 % (22 800 demandeurs d'emploi de plus), en juin, par rapport au mois de mai, marqué déjà par une hausse importante, le chômage frappe aujourd'hui 12,5 % de la population active. Les syndicats dénoncent les réductions d'effectifs dans l'éducation nationale

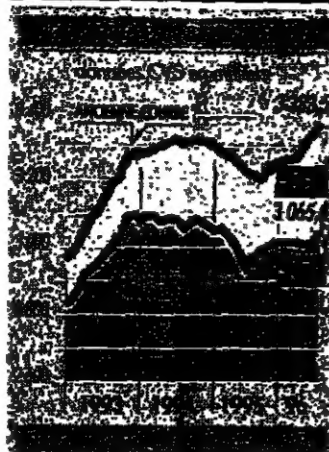
LE CHÔMAGE reste décidément mal orienté. Très mauvaises au mois de mai (+30 800), les statistiques de juin, selon le bilan mensuel, publié mercredi 31 juillet par le ministère du travail, le nombre des demandeurs d'emploi a en effet progressé de 0,7 % sur un mois et de 4,6 % sur un an. Au total, le nombre des demandeurs s'élevait donc à 3 065 600 à la fin du mois de juin.

Si l'on retient l'ancien « baromètre », qui comptabilisait les inscrits à l'ANPE ayant travaillé plus de soixante-dix heures dans le mois, le chômage frappait 3 383 500 personnes à la fin de ce même mois de juin 1996, soit 168 000 personnes de plus qu'un an auparavant, à la fin juin 1995. Au sens du Bureau international du travail (BIT), le taux de chômage atteint 12,5 % de la population active.

Cette nouvelle envolée du chômage était prévisible. D'abord, les jeunes, qui arrivent traditionnellement sur le marché du travail pendant l'été et au début de l'automne, ont commencé à peser sur les statistiques. Ainsi les inscriptions à l'ANPE ont-elles augmenté de 4,5 % en juin, à cause notamment d'un afflux des premières entrées sur le marché du travail (+18,9 % par rapport au mois de mai).

Ensuite et surtout, le climat économique est mauvais. Avec une croissance qui reste très proche de zéro - elle pourrait même être négative de 0,3 % au deuxième trimestre de 1996, selon les dernières prévisions de l'Insee -, le marché du travail est, par ricochet, affecté par de fortes turbulences. Or, comme depuis près d'une décennie la déréglément n'a gagné beaucoup de terrain, il n'y a plus cette période d'incertitude de six à huit mois que l'on connaissait encore au début des années 80 : dès que la conjoncture

22 800 chômeurs de plus en juin



Le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 168 000 personnes en 1 an.

économique pique du nez, la conjoncture sociale, elle-même, se dégrade.

Au fil des ans, l'indicateur du chômage évolue donc en phase avec les autres grands indicateurs économiques. Il y a d'ailleurs un signe qui ne trompe pas : sans retrouver les grandes hausses mensuelles de 1993, l'année de la récession, culminant jusqu'à 50 000, les progressions de 20 000 à 30 000 du nombre des demandeurs d'emploi enregistrées depuis deux mois témoignent qu'encre une fois le moteur de l'économie hexagonale est grippé.

Pour le gouvernement, qui avait fait de la lutte contre la « fracture sociale » l'une de ses priorités, cette rafale de mauvais indices est donc fortement embarrassante. Elle l'est d'autant plus que la reprise économique, si souvent promise pour le second semestre de cette année, ne semble pas encore au rendez-vous. En conséquence, tous les experts redoutent pour les prochains mois d'autres chiffres

aussi mauvais. Dans ses dernières prévisions, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) note que, « si la croissance revient en France et en Europe, son rythme sera lent. Beaucoup trop lent pour que l'on puisse éviter une nouvelle augmentation du chômage ». Il estime ainsi que le nombre de demandeurs d'emploi pourrait progresser au minimum de 120 000 en 1997, pour atteindre, en fin d'année, la barre symbolique de 3,5 millions de personnes (au sens de l'ancien « baromètre »).

CYCLE DÉPRESSIF

Les statistiques portent d'ailleurs une trace directe de cette mauvaise conjoncture. De 25 967, le nombre des licenciements économiques est passé à 27 812 en juin. Sur un an, la progression est de 3,3 %. Si l'on en juge par l'importance des plans sociaux annoncés depuis quelques semaines (Moulinex, Crédit lyonnais, construction navale...), le comportement des entreprises ne devrait guère contribuer à inverser cette tendance.

Les perspectives sont d'autant plus moroses que le gouvernement souhaite réaliser de 15 à 20 milliards de francs d'économies

en 1997 sur les aides à l'emploi. Dans un entretien à La Tribune-Desfossés du 31 juillet, Jacques Barrot, ministre du travail, de l'emploi et des affaires sociales, détaille les projets en gestation. Outre une réforme du contrat initiative-emploi,

nombre de stages d'environ 50 000, car trop souvent ils ne facilitent pas la recherche d'emploi. Nous allons aussi adapter les CES (contrat emploi-solidarité) en demandant aux employeurs - collectivités et associations - une participation à la ré-

Le CIE réformé à l'automne

Principale promesse du candidat Jacques Chirac, pendant la campagne présidentielle, le contrat initiative-emploi (CIE) a vécu. En tout cas dans sa forme actuelle. Dans un entretien accordé à La Tribune-Desfossés du 31 juillet, le ministre du travail, Jacques Barrot, le confirme : « Nous allons recenser l'outil, dit-il, sur les jeunes en grandes difficultés et sur les chômeurs de très longue durée. »

La réforme, qui devrait permettre 3,5 milliards de francs d'économies au budget de l'Etat en 1997, sera la suivante selon le ministre : « Nous réserverons [le] dispositif aux jeunes en grandes difficultés (niveau VI et V bis), aux chômeurs de plus de trois ans et aux RMistes. La prime sera progressive : 1 000 francs par mois pour les personnes ayant entre deux et trois ans de chômage et 2 000 francs au-delà. Pour les chômeurs entre un et deux ans, seule subsistera l'exonération des charges. Cette réforme devrait entrer en vigueur dès l'automne, sans attendre le vote de la loi de finances. »

plai, M. Barrot indique ainsi que le gouvernement entend renoncer « aux subventions ponctuelles et temporaires ». Ainsi, ajoute-t-il, « nous allons supprimer l'aide au premier emploi des jeunes (...) Quant aux activités non marchandes, nous allons réduire le

monération, sous la forme d'un ticket modérateur de l'ordre de 10 %, variable selon les cas ».

Or quelles peuvent être les conséquences de ces mesures ? L'OFCE estime que la remise en cause de certains dispositifs de l'emploi, et notamment de cer-

tains transferts aux entreprises, devrait avoir moins d'effets sur la croissance que les prélèvements effectués sur les ménages depuis un an. « La bonne santé financière des entreprises permet de penser que ce second volet [des mesures de redressement du gouvernement] aura peu d'effet à court terme sur la croissance », souligne-t-il. Il n'en reste pas moins, selon l'observatoire, que l'orientation globalement restrictive de la politique budgétaire pourrait fortement peser dans les prochains mois. « Le risque existe, dit-il, d'un enchaînement vicieux de restriction budgétaire et de ralentissement induit de la croissance. »

Dans un contexte de fortes économies budgétaires, le gouvernement ne peut donc espérer une amélioration du marché du travail que grâce à une forte reprise de l'activité économique, relançant les créations d'emplois. Depuis plusieurs mois, il ne cesse d'ailleurs de le répéter : au cours du second semestre de cette année 1996, la croissance va repartir. Pour l'heure, les chiffres du chômage démentent cette prévision : l'économie française est plus que jamais dans un cycle dépressif.

Laurent Mauduit

M. Blondel se demande si « Juppé dirige encore le pays »

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL de Force ouvrière (FO), Marc Blondel craint qu'avec les plans sociaux annoncés, « on n'arrive à quelque 100 000 suppressions d'emploi d'ici la fin de l'année ». « Dès lors, on peut redouter 150 000 chômeurs de plus en décembre », ajoute M. Blondel, qui, dans un entretien publié par Les Echos mercredi 31 juillet, s'en prend vivement au gouvernement. « Est-ce que Juppé dirige encore le pays, interroge-t-il, lorsqu'on se rappelle l'aveu d'impuissance de Jacques Chirac le jour du 14 juillet ? Si la Banque de France, si les financiers font la loi, quelle valeur a le vote des Français ? On a donné mandat à des gens qui affirment ne pas disposer de

marge de manœuvre. Ça ne durera pas. » M. Blondel estime que le plan du gouvernement sur la Sécurité sociale, - la « contre-réforme Juppé » - va « implorer avant peu ». « Le déficit de la Sécurité sociale, ajoute-t-il, est dû au manque de rentrées de cotisations, et la situation ne fera que s'aggraver à la rentrée - ce qui ne me réjouit pas - avec l'augmentation du chômage et les très modestes augmentations de salaires. On nous amuse. On nous laisse en essayant de nous culpabiliser sur les dépenses. Le secrétaire général de FO se déclare de nouveau convaincu qu'« on ne freinera plus les dépenses de santé, c'est une question de société ».

Sans confirmer sa candidature à la présidence de l'Unedim, M. Blondel indique qu'il n'est « pas opposé » à une baisse des cotisations de l'assurance-chômage, en raison de ses excédents, mais « il faudra que, parallèlement, les chômeurs, dont on a baissé l'indemnisation pour réduire le déficit, soient d'abord servis ». M. Blondel revient sur le rassemblement annoncé par FO, le 21 septembre, à Paris, en soulignant que « cette action nous permettra de tester la combativité » et qu'elle « ne restera pas sans lendemain ». Dans la fonction publique, FO va d'abord « se mobiliser contre les suppressions de postes budgétaires », précise-t-il.

Près de cinq mille postes seront supprimés, de la maternelle au lycée

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis près de vingt ans, le nombre d'emplois va diminuer dans l'éducation nationale. Ce ministère, qui totalise 51 % des effectifs de la fonction publique, devrait réduire ses effectifs de 2 300 postes en guise de contribution aux 8 000 à 10 000 suppressions d'emplois prévues pour 1997 (Le Monde du 31 juillet).

Ce chiffre masque une vaste opération de redéploiement, de l'école maternelle à l'université. Pour obtenir la création de 2 700 postes dans l'enseignement supérieur, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, a été contraint de puiser dans les réserves des écoles, des collèges et des lycées. Cinq mille postes y seront retirés, dont quatre mille environ concerneront le premier degré, des écoles maternelles et primaires.

Ce compromis a été élaboré le 29 juillet lors de la rencontre avec Alain Juppé. Initialement, les services de Bercy avaient fixé la barre très haut en proposant une réduction de douze mille postes afin, selon l'entourage de M. Bayrou, d'en obtenir six mille. Avec une diminution nette de 2 300 emplois, le résultat final est salué comme une victoire rue de Grenelle, où l'on ne manque pas de souligner que le ministre de l'éducation nationale était prêt à tirer les conséquences d'un éventuel échec. Ce résultat, en revanche, a aussitôt provoqué de vives réactions parmi les organisations syndicales.

Depuis plusieurs mois, les services du budget annonçaient leur volonté de procéder à des restrictions drastiques dans l'éducation nationale qui, au 1^{er} janvier 1995, totalisait 1 104 900 personnes.

Composé pour 73 % d'enseignants, cet effectif n'a cessé d'augmenter - de 1,4 % par an depuis 1990 -, alors que les effectifs d'élèves commencent à diminuer. La baisse de 33 000 élèves dans le premier degré, à la rentrée de 1995 s'accroît, en septembre, avec 59 000 élèves de moins. Selon la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale, les collèges enregistrent eux aussi les effets du creux démographique, avec une diminution de 25 000 élèves en 1996 et de 22 000 en 1997. En revanche, les effectifs de lycées continueront de croître : 23 000 élèves en septembre 1996 et 29 000 en 1997.

M. Bayrou s'est plié, en partie, aux exigences qui lui ont été imposées en acceptant la suppression de quatre mille postes dans le premier degré et d'environ un millier

dans les collèges. Bien que le détail n'en ait pas encore été révélé, on indique, de source syndicale, que les coupes affecteront essentiellement les postes de remplaçants, qui représentent un peu plus de 8 % des quelque 300 000 instituteurs et professeurs d'école. Alors que 30 000 à 32 000 instituteurs partent en retraite chaque année, le recrutement de jeunes enseignants, issus des instituts universitaires de formation des maîtres, pourrait également en subir les conséquences. Déjà, pour septembre, les syndicats craignent la suppression de 10 000 postes de maîtres auxiliaires qui devront laisser leur place à des diplômés, titulaires académiques, sans affectation.

Les engagements de la loi de programmation votée en juillet 1994 ont été suspendus. Le mi-

nistre de l'éducation reste néanmoins résolu à maintenir quelques objectifs prioritaires. Il n'est pas question, insiste son entourage, de revenir sur la décision de préserver les écoles rurales, selon l'engagement pris par le gouvernement d'Edouard Balladur. La scolarisation des enfants de deux et trois ans ne serait pas mise en cause ni, encore moins, le renforcement des structures des zones d'éducation prioritaire dans les quartiers sensibles. Toutefois, selon Hervé Baro, secrétaire général du Syndicat des enseignants (SE-FEN), la direction des écoles prépare un programme de 2 000 suppressions de classes pour la rentrée 1997.

Pour M. Bayrou, l'essentiel était d'obtenir des engagements précis en faveur de l'enseignement supérieur. Ils résultent à la fois du plan d'urgence adopté lors des manifesta-

tions d'étudiants en décembre et des orientations de la réforme de l'université proposées au mois de juin. Sur ce point, le ministre a obtenu gain de cause, avec près de 3 000 créations d'emplois réparties entre les enseignants et les personnels administratifs (IATOS).

À COÛT CONSTANT

Alors que la dépense de l'Etat par étudiant reste une des plus faibles d'Europe, François Bayrou ne pouvait envisager de mener à bien son projet sans les moyens supplémentaires qu'exigent la transformation des premiers cycles, le nouveau statut de l'étudiant ou la création d'une filière technologique. Lors de la clôture des « états généraux » de l'enseignement supérieur, M. Juppé avait certes indiqué que « cette réforme devait s'effectuer à coût constant », en laissant à son ministre le soin de procéder aux arbitrages et aux redéploiements internes.

Ce dernier n'en a pas pour autant terminé avec les échéances budgétaires. Mardi 30 juillet, il a de nouveau rencontré M. Juppé, avec Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, Alain Lamassouze, son collègue du budget, et François d'Aubert, secrétaire d'Etat à la recherche. Durant trois heures, ils ont évoqué l'ensemble des hypothèses liées à l'opération de désamiantage du campus de Jussieu à Paris. Après que le président de la République a déclaré, le 14 juillet, qu'« il n'y aura plus un étudiant avant la fin de l'année » dans ces bâtiments, ce dossier revêt, par-delà sa complexité, un caractère ultrasensible. Y compris sur le plan financier.

Michel Delberghe

Les syndicats d'enseignants envisagent une grève à la rentrée

CERTAINS étaient revenus spécialement à Paris. D'autres ont, de leur résidence de vacances, vivement réagi au plan de suppression d'environ 8 000 à 10 000 emplois dans la fonction publique et dans l'éducation nationale en particulier. Les dirigeants des syndicats d'enseignants ont aussitôt agité la menace d'un mouvement de grève à la rentrée. Cette éventualité devrait être évoquée lors d'une rencontre prévue le 27 août. Elle précèdera de quelques jours une réunion étendue aux sept fédérations de fonctionnaires et fixée au 11 septembre.

Pour le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNES) et la Fédération syndicale unitaire (FSU), Monique Vuillat a été la première à « protester » contre les réductions d'effectifs. « Il faudrait profiter de la baisse démographique en collège pour enfin financer des dispositifs d'aide individualisée et renforcer l'encadrement pédagogique et éducatif dans les zones difficiles (...) De tels choix, précise-t-elle, contredisent les engagements du gouvernement, tant sur la violence à l'école que

sur la lutte contre l'échec scolaire et universitaire. » La méthode est couverte de fil blanc, estime Alain Castel, secrétaire national de la Fédération de l'éducation nationale (FEN). Le gouvernement annonce des chiffres catastrophiques, pour faire croire ensuite que les dégâts ont été limités. Quel qu'il soit, le résultat est catastrophique pour les quartiers difficiles, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur. » Secrétaire général du Syndicat national de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), Jean-Michel Bouilliez s'insurge également. « Pour faire progresser la démocratisation de l'école, dit-il, pour réduire la fracture sociale, il faut améliorer la qualité du service public. La mobilisation s'impose. »

L'Union générale des fonctionnaires CGT relève que « ce sont plusieurs dizaines de milliers d'emplois qui, en raison des suppressions ou des gels, ne seront pas offerts aux concours de recrutement ». Force ouvrière prévoit, de son côté, un rassemblement le 21 septembre à Paris contre les licenciements et les suppressions d'emplois.

DÉPÊCHES

■ FISCALITÉ : Alain Madelin (UDF-PR), qui a été reçu à déjeuner, mardi 30 juillet, par Jacques Chirac, estime que « la politique du gouvernement a besoin d'être complétée par une politique de réformes libérales susceptible d'entraîner la confiance et la croissance ». Dans le premier numéro du bulletin mensuel (daté d'août) de l'association Idées-Action, qu'il préside, l'ancien ministre de l'économie ajoute que « des baisses d'impôt adouces ou bien ciblées sont le meilleur moyen non seulement de renouer avec la croissance, mais encore d'assurer les recettes fiscales plus importantes ».

■ RESTRUCTURATIONS : la Commission européenne vient d'accorder à la France une rallonge au titre de Kolver, c'est-à-dire des financements destinés à la reconversion des zones dépendantes de l'industrie d'armement. Mardi 30 juillet, le ministère de l'aménagement du territoire a précisé que cette aide s'élève à 100 millions de francs de plus que les 460 millions prévus pour la période 1994-1999. Quatre sites supplémentaires pourront en outre en bénéficier (Le Monde daté 28-29 juillet).

■ RÉGION PARISIENNE : Charles Pasqua, président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, et Franck Borotra, ministre de l'industrie et président (RPR) du conseil général des Yvelines, ont annoncé, mardi 30 juillet, la création, dès septembre, d'un comité de pilotage pour « accompagner la mutation des industries de défense » de la région parisienne, estimant que les deux départements qu'ils président « vont être particulièrement touchés par le processus de restructuration ou les transferts d'unités militaires ».

SANTÉ PUBLIQUE La division épidémiologie du service général de la médecine du travail (SGMT) d'EDF-GDF est totalement déstabilisée depuis au moins six mois. Les syndicats

dénoncent de nombreuses dérives : rupture du secret médical et menace sur l'indépendance technique des médecins. ● AU MOINS TROIS PROCÈS en référé ont été engagés, qui

n'ont jusqu'alors pas abouti. Le professeur Marcel Goldberg, qui dirigeait la division depuis sa création en 1989, a quitté la maison le 1^{er} juillet. Le 18 juillet, le docteur Ellen Im-

bernon, qui le secondait, a été mise à pied sans sommation. ● CONNUS pour leurs études épidémiologiques originales concernant la santé des salariés et les facteurs de risques

professionnels (amiante, rayonnements ionisants, etc.), les chercheurs ont reçu le soutien de nombreux confrères et du Conseil national de l'ordre des médecins.

La division épidémiologie d'EDF-GDF est menacée de démantèlement

Les études du service général de médecine du travail d'EDF-GDF dérangeant. Un médecin a été brutalement mis à pied et l'avenir de plusieurs enquêtes est hypothéqué. En toile de fond : le débat sur le rôle de la médecine du travail et ses rapports avec la hiérarchie de l'entreprise

EN INTERNE, tout le monde est au courant. L'histoire n'avait pourtant pas franchi, jusqu'ici, les portes de la grande maison. Mardi 30 juillet, la justice prud'homale a renvoyé au fond les protagonistes de ce qu'il convient désormais d'appeler « l'affaire de la division épidémiologie d'EDF-GDF ». Le docteur Ellen Imbernon, membre fondateur de cette division du service général de médecine du travail (SGMT) de l'entreprise, et deux organisations syndicales – le Syndicat national des médecins d'EDF-GDF et la Fédération nationale des syndicats CGT du personnel des industries de l'énergie – avaient, chacun de leur côté, saisi en référé le juge des prud'hommes afin d'obtenir un règlement du conflit qui les oppose à leur hiérarchie depuis maintenant plus de six mois.

En substance, et au-delà du cas particulier du docteur Ellen Imbernon, mise à pied le 18 juillet (lire ci-dessous), les syndicats ont constaté « un certain nombre de faits révélant des violations réitérées du secret professionnel médical, ainsi que nombre de manquements au respect de l'indépendance technique des médecins ». Ces dérives mettent selon eux « gravement en cause les conditions légales et réglementaires de l'exercice d'une médecine du travail confidentielle et indépendante à EDF-GDF ».

En 1991, déjà, le docteur Henri Pons, médecin-chef du SGMT,



avait décidé, dans une note interne, de confier à un tiers l'ouverture de tout le courrier, hormis les plis estampillés « personnel et confidentiel », en lui laissant le soin « d'apprécier seul l'opportunité de l'enregistrement de leur contenu ». En 1996, le conflit a véritablement éclaté. Le 11 janvier, au cours du rituel des vœux de bonne année, le docteur Pons lance un pavé dans la mare en désavouant publiquement le travail de la division épidémiologie. Quatre jours plus tard, le professeur Marcel

Goldberg, chef de cette division depuis sa création et par ailleurs directeur de l'unité 88 de l'Inserm, est invité à cesser ses fonctions. Le docteur Pons lui propose de devenir « conseiller scientifique » et suggère au docteur Imbernon de prendre le relais.

MOTIVATION SCIENTIFIQUE

Ellen Imbernon décline l'offre, au motif qu'elle n'a pas obtenu suffisamment de précisions sur ce qu'on reproche à la division ni sur ses futures missions. Dès lors, les relations s'enveniment. En avril, le professeur Goldberg est remplacé par un « non-médecin », M^{me} Bonnet-Bellais, ingénieure statisticienne du SGMT. Un rapport sur les activités de la division, élaboré par le professeur Goldberg et le docteur Imbernon, est remis entre-temps

au docteur Pons, qui refuse de le diffuser parmi les médecins du travail d'EDF-GDF arguant, selon les syndicats, que « des rapports de cette consistance leur poseraient un problème de temps de lecture ».

Le document n'en reste pas moins édifiant. Le service d'épidémiologie, créé de toutes pièces au sein du SGMT en 1989, peut se targuer d'une belle notoriété dans la communauté scientifique. Avec l'aide bénévole de nombreux chercheurs extérieurs et la collaboration des quelque 180 médecins du travail d'EDF-GDF, il a permis d'élaborer de nombreux outils de recherche, notamment un programme baptisé Expro.

Les techniques mises au point ont d'abord servi à l'évaluation rétrospective des conséquences sanitaires de l'exposition professionnelle des salariés de la maison à des matériaux cancérogènes. Elles sont désormais régulièrement utilisées pour l'étude des conditions de travail des agents et leur suivi individuel. Le projet Expro a récemment été prolongé sous le nom d'Eurelex en concertation avec les homologues italiens et espagnols d'EDF-GDF, les sociétés ENEL SPA et AMYS. Ce partenariat est aujourd'hui menacé.

Des bases de données saisies précieusement sur la mortalité et la morbidité des salariés d'EDF-GDF ont également vu le jour à l'initiative de la division épidémiologie. Enfin, de nombreuses enquêtes ont été réalisées : troubles anxieux et dépressifs des salariés, affections péri-articulaires et gestes professionnels (ARPEGE), effets potentiels de l'ionisation des champs électriques et magnétiques, des faibles doses de rayonnements ionisants ou de l'exposi-

tion passée à l'amiante. Les travaux concernant les risques de cancer pulmonaire liés à l'amiante dans une cohorte d'employés d'EDF-GDF ont été publiés en 1995 dans l'*American Journal of Industrial Medicine*.

En avril 1996, M^{me} Bonnet-Bellais, le nouveau chef de la division, demande « avec insistance » au docteur Imbernon de « remettre à la disposition du service tous les fichiers d'enquêtes » et plus parti-

culièrement le fichier des salariés de l'amiante. Le professeur Goldberg, contracté lui aussi de démanteler de façon précipitée, a rendu son tablier de « conseiller scientifique » le 1^{er} juillet.

L'affaire ne peut cependant être réduite à un simple conflit de personnes. Un « plan stratégique des services médicaux » à EDF-GDF a en effet été mis en place par la direction voici deux ans. Ce plan est vivement contesté par les délégués syndicaux, qui l'accusent de

La réaction de l'entreprise

Au siège d'EDF-GDF, on explique que « plusieurs procédures en référé ont chaque fois débouté » les plaignants de la division épidémiologie. On admet que « M^{me} Imbernon, effectivement mise à pied par le chef du service, est fondée dans son action de défense » mais on souhaite « rester prudent » dans l'interprétation des tenants et des aboutissants de l'affaire.

On ajoute au sein des entreprises électrique et gazière que « le secret médical ne s'applique pas en matière d'épidémiologie et de recherche » et qu'il ne concerne que « le suivi clinique des patients ». « Les publications sont exclusivement statistiques et basées sur des pourcentages et en aucun cas sur des informations individuelles ».

On précise en outre que Le docteur Henri Pons, chef du service général de médecine du travail, en congé, ne pouvait être joint mercredi matin 31 juillet.

culièrement « les données concernant la mortalité des agents en activité » qui lui étaient « confiées à titre confidentiel ». « Ils m'ont fait changer de bureau, précise le médecin épidémiologiste, et lors du déménagement un huissier est venu me demander de remettre les données au motif qu'elles étaient « la propriété d'EDF ». J'ai accepté de fournir un certain nombre de fichiers mais uniquement ceux d'enquêtes terminées et publiées. Une assignation en référé plus tard, M^{me} Imbernon est mise à pied sans

remettre en cause la « relation de confiance » établie sur la durée entre les médecins du travail d'EDF-GDF et ceux du SGMT. Les syndicalistes soulèvent en définitive une question fondamentale : « Comment accepter qu'en médecine et en médecine du travail s'instaure une structure hiérarchisée, liée organiquement et explicitement à la hiérarchie de l'entreprise, et qu'elle pèse sur l'indépendance des médecins ? »

Laurence Foillea

« Le secret médical est opposable à toute autorité hiérarchique »

DANS UN COURRIER daté du 14 mai et adressé au docteur Ellen Imbernon, le docteur Pierre Haehnel, secrétaire général de l'ordre national des médecins, écrit :



VERBATIM

« Nous avions déjà eu à connaître du contrat conclu entre EDF et vous-même en 1988 lorsque vous avez pris vos fonctions de chef de mission au sein du service d'épidémiologie dirigé alors par le professeur Goldberg. Cet établissement avait amendé votre contrat, sur notre demande, par un article 3 qui stipulait : « Le docteur Imbernon exercera ses fonctions en toute indépendance sur le plan de la technique médicale conformément aux dispositions des articles 10 et 75 du code de déontologie ». Nous rappelons également à votre attention que le secret médical est opposable à toute autorité hiérarchique, médicale ou

non. Il est garanti par la loi (article 226-13 du code pénal) et ne comporte pas d'exception vis-à-vis de l'employeur (...).

« Il n'est pas suffisant que votre indépendance professionnelle soit consacrée dans le contrat qui vous lie à EDF-GDF, encore faut-il qu'elle soit effectivement assurée et que vous disposiez dans votre activité d'épidémiologiste de la possibilité de participer aux choix des thèmes pertinents, de réaliser des enquêtes suivant les règles de l'art et de diffuser leurs résultats selon les procédures que vous estimez adéquates pour sauvegarder l'intérêt des patients. »

Dans une lettre du 11 juillet envoyée au docteur Henri Pons, médecin-chef du service de médecine générale du travail d'EDF-GDF, le docteur Pierre Haehnel précise :

« Le conseil national de l'ordre, dans sa première lettre, avait insisté sur la nécessité absolue de garantir l'indépendance technique de tout médecin. Il persiste bien sûr une telle administrative qui nous paraît dans le cas tout à fait normale. Dans le cadre de l'indépendance technique, il serait souhaitable que M^{me} le docteur Imbernon puisse terminer les enquêtes qu'elle a entreprises. Ceci dans un but d'efficacité et de méthodologie. »

DEPUIS LE 18 JUILLET, le docteur Ellen Imbernon « tourne en rond » dans son appartement du 11^e arrondissement de Paris. « Je fais des photocopies, j'attends que le téléphone sonne, je guette les recommandes, je vois mon avocat », confie ce médecin du travail qui vient de consacrer neuf ans de sa vie à l'épidémiologie au sein d'EDF-GDF. Ce 18 juillet restera sans doute à jamais un jour noir.



PORTRAIT

« Alors que je faisais un remplacement, raconte-t-elle, en pleine consultation, je vois arriver un administrateur de mon service un peu mal à l'aise qui m'apporte une lettre à remettre en mains propres. J'étais convoquée pour un entretien préalable à licenciement. J'ai dû immédiatement rendre mes clés et mon badge d'accès. Cette mise à pied provisoire est, pour l'épidémiologiste, « le coup de grâce » d'une histoire qui avait pourtant bien commencé.

Fille d'un agent EDF, Ellen Imbernon décroche son diplôme de médecin en 1977 à Marseille. Après trois années passées en Afrique dans le cadre de la coopération, la jeune femme, « très intéressée par la médecine préventive et la santé publique », ne trouve « pas dix mille solutions » : en 1982, elle obtient le certificat d'études spéciales de médecine du travail.

« Je me sentais EDF, je m'y étais attachée... »

Elle commence alors une carrière de « médecin itinérant » à EDF-GDF et enchaîne les remplacements. Elle est très vite syndiquée à la CGT.

En septembre 1987, le docteur Imbernon est embauchée comme chargée de mission en épidémiologie au Service général de médecine du travail (SGMT). En 1989, le professeur Marcel Goldberg, chercheur à l'Inserm, est appelé à la tête de la nouvelle « division épidémiologique » du SGMT. A eux deux, ils vont mettre au point plusieurs bases de données sur les expositions professionnelles et les conditions de travail des agents d'EDF-GDF et engager une série d'études épidémiologiques inédites.

« Dès le départ, réalise aujourd'hui Ellen Imbernon, nous avons essuyé un refus du médecin-chef du SGMT. Nous avions le projet d'une formation des médecins du travail à l'épidémiologie basée sur une enquête réelle de suivi de la mortalité des salariés exposés aux rayonnements ionisants. Le sujet a alors été jugé trop sensible. » Ce premier accroc sera sans conséquence jusqu'à la publication, en 1995, de l'étude dite « STED » concernant les répercussions sur la santé psychique des agents des arrêts de tranchée en centrales nucléaires. « Quand les résultats sont sortis, se souvient le docteur Imbernon, on nous a demandé de ne pas signer ce rapport. Nous avons finalement trouvé un consensus et imprimé nos noms sans faire mention de notre appartenance au SGMT d'EDF-GDF. »

Début 1996, alors qu'« il ne s'était rien passé

de spécial », le médecin-chef du service, le docteur Henri Pons, lâche à la surprise générale que « le seul point faible du service, c'est l'épidémiologie ». Après de nombreuses tentatives de conciliation avortées, le docteur Imbernon se voit chargée d'effectuer des remplacements. Puis ce sont des propositions douteuses, le déménagement de son bureau et la visite d'un huissier. Ellen Imbernon envisage alors de démissionner mais y renonce aussitôt : « Cela leur aurait donné raison et j'étais sûre de mon bon droit. »

« J'ai obéi à tout, sauf quand j'ai considéré que je ne pouvais pas obéir sans enfreindre ma déontologie, précise le médecin, comme pour se justifier d'avoir saisi les tribunaux. A mon avis, le médecin-chef voulait structurer son service comme n'importe quel service d'EDF. J'ai laissé passer des tas de petits détails, car les histoires de chefs ou d'adjoints, ce n'était pas mon problème. »

Le docteur Imbernon regrette la situation avec une réelle émotion : « Je me sentais EDF, dit-elle, je m'y étais attachée. Mais maintenant... » Elle a peur que toutes ses années de travail « ne servent à rien ». Elle a reçu des dizaines de lettres de soutien de chercheurs prestigieux, mais constate qu'à EDF « les gens ont la trouille de parler ». Depuis le 18 juillet, le docteur Imbernon n'est plus payée.

L. F.

Une étude établit que, fin 1995, une salmonelle présente dans un vacherin a provoqué cinq décès

UN « RAPPORT d'investigation », publié dans le prochain numéro (daté août 1996) d'*Eurosurveillance*, nouvelle revue d'épidémiologie européenne, révèle l'existence d'une série d'infections humaines dues à des salmonelles (Institut Pasteur de Paris) d'une augmentation notable des isolaments humains d'un type particulier de cette bactérie (*salmonella dublin*) déjà recensée en Suisse. Dans ce pays, l'épidémiologie avait été attribuée initialement à la consommation d'un fromage de vache au lait cru fabriqué en France, dans le Doubs.

A la veille de Noël, le RNSP mettait en place une enquête épidémiologique dans le but de confirmer la nature épidémiologique du

phénomène, d'en situer l'importance et d'en identifier la source. Les infections dues à des salmonelles se caractérisent par des troubles gastro-digestifs plus ou moins compliqués de septicémie. La majorité des salmonelloses sont dues à la consommation d'œufs contaminés. La viande (porc, bœuf ou agneau) peut également être impliquée, de même (beaucoup plus rarement) que les produits laitiers à base de lait cru ou caillé.

Au terme de leur analyse, les épidémiologistes français ont pu recenser vingt-cinq cas symptomatiques. Douze des patients atteints ont été hospitalisés et cinq sont morts des suites de leur infection par *salmonella dublin*. Il s'agit

de personnes dont le système immunitaire était préalablement « déprimé ». *Salmonella dublin* est connue pour constituer un sérieux danger chez ces personnes alors que le même germe peut ne provoquer aucun symptôme chez les bien-portants.

MESURES DE PRÉVENTION

Les auteurs du rapport publié par Eurosurveillance concluent que c'est bien un fromage au lait cru, produit dans le Doubs, qui est à l'origine de l'épidémie francosuisse et des cinq décès. Il reste à établir pourquoi les fromages concernés (dont le type et la marque ne sont pas publiés, cette épidémie n'ayant pas la même ori-

gine que celle due il y a quelques années au vacherin « Mont d'Or ») n'ont pas, dès lors, été retirés des circuits de commercialisation.

Ces résultats soulèvent aussi le problème de la consommation de fromages au lait cru qui sont la cible de certaines réglementations britanniques pour lesquels il n'y a de fromages sûrs que pasteurisés. « Pour des raisons culturelles, sociales et économiques, il n'est pas envisagé de proposer, en France, une pasteurisation des fromages au lait cru, écrivent les auteurs de la publication. Il est donc particulièrement important de rappeler les mesures de prévention des infections liées à la consommation de ces produits : au niveau collectif, en exer-

çant une prévention au niveau de l'élevage, de la production et de la distribution ; au niveau individuel, en déconseillant la consommation de ces produits aux sujets les plus sensibles aux infections. »

Jean-Yves Nau

* Financé par la Commission de l'Union européenne, rédigé en français et en anglais, le manuel Eurosurveillance est disponible à l'hôpital national de Saint-Maurice, 94, rue du Val-d'Osne, 94 410 Saint-Maurice. Tél. : (1) 43-96-65-45 ; fax : (1) 43-96-50-81. Les textes du manuel sont également consultables sur Internet : <http://www.b3e.jussieu.fr/ceses>.

هكذا من الأصل

Le Conseil supérieur de la magistrature renouvelle quatorze présidences de cour d'appel

Guy Canivet remplace Myriam Ezratty à Paris, et Vincent Lamanda est nommé à Versailles

Réuni mardi 30 juillet à l'Élysée sous la présidence de Jacques Chirac, le Conseil supérieur de la magistrature a procédé au renouvellement de

près de la moitié des trente-trois présidences de cour d'appel. Après le tollé provoqué par la nomination d'Alexandre Benmakhlouf au poste de

procureur général de Paris, ces nominations n'ont, pour l'essentiel, donné lieu à aucune polémique.

ENGAGÉ depuis plusieurs semaines sur fond de polémique, le jeu de chaises musicales dans la haute magistrature s'est poursuivi, mardi 30 juillet, par la nomination par le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) de quatorze nouveaux premiers présidents de cour d'appel.

A l'issue d'une réunion présidée à l'Élysée par Jacques Chirac et à laquelle assistaient Jacques Toubon, garde des sceaux et vice-président du CSM, Guy Canivet, cinquante-deux ans, ancien chef de cabinet du garde des sceaux Alain Peyrefitte en 1977, a été nommé à Versailles; Jean-Claude Girousse, premier pré-

sident de la cour d'appel de Chambéry, à Lyon; Jean-Paul Collomp, président du tribunal de Créteil, à Douai.

A cause de départs à la retraite, le Conseil supérieur de la magistrature avait à examiner ce mois-ci une série de nominations sans précédent depuis la Libération. Début juillet, une forte tension était apparue entre le pouvoir et le CSM, dont certains membres reprochaient à l'Élysée et au ministère de la Justice d'intervenir dans les propositions de nominations. Dans une lettre ouverte, le Syndicat de la magistrature (SM, gauche) avait demandé au CSM de ne pas céder aux « inadmissibles pressions » dont il était l'objet.

Les discussions portaient notamment sur le sort du directeur de cabinet de Jacques Toubon, Alexandre Benmakhlouf, ancien conseiller technique de Jacques Chirac à Matignon de 1986 à 1988, ancien conseiller juridique à la Ville de Paris de 1989 à 1991, que le pouvoir exécutif souhaitait voir accéder à la première présidence de la cour d'appel de Paris. Alors que le procureur général près la Cour de cassation, Pierre Truche, était propulsé au sommet de la hiérarchie judiciaire au poste de premier président de la Cour de cassation, libérant du coup la plus haute place du parquet, le président de la République avait finalement renoncé, mardi 9 juillet, à pourvoir les postes des cinq premiers présidents de cour d'appel (dont Paris).

Deux semaines plus tard, les nominations d'Alexandre Benmakhlouf au poste sensible de procureur général près la cour d'appel de Paris et de Jean-François Burgelin à celui de procureur général près la Cour de cassation relançaient la polémique et soulevaient une volée de critiques des partis de gauche (*Le Monde* du 26 juillet). Le SM craint au « coup de force » du pouvoir. L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée) estimait, en revanche, que ce dernier avait su éviter un conflit ouvert avec le CSM, la nomination de cet homme de courtoisie chiracien demeurant, selon le syndicat majoritaire au CSM, « dans la logique institutionnelle ». A l'opposé du bruit et de la fureur qui entourait les précédentes nomi-

nations, le mouvement opéré mardi aboutit, dans un climat plus consensuel, au renouvellement de près de la moitié des trente-trois premières présidences de cour d'appel (Paris, Versailles, Lyon, Douai, Orléans, Chambéry, Dijon, Pau, Poitiers, Agen, Basse-Terre, Besançon, Montpellier, Rouen). Il confirme les noms qui étaient régulièrement avancés pour les postes qui étaient à pourvoir, notamment celui de M. Canivet, juriste réputé, au poste de premier président de la cour d'appel de Paris, dont le profil moins politisé que celui de M. Benmakhlouf semble avoir calmé les esprits.

Commentant ces nominations, « comme celles récemment intervenues sur des postes de procureurs généraux », Jacques Toubon a, dans

un communiqué, estimé qu'elles « consacraient les compétences professionnelles de magistrats représentatifs de la qualité et de la diversité des hommes qui animent l'institution judiciaire ». Enfin, tandis que le SM ne formulait « aucun commentaire particulier » sur ce mouvement, Valéry Turcey, secrétaire général de l'USM, a affirmé, pour sa part, qu'il marquait « un retour à la sérénité », intégrant « toutes les sensibilités judiciaires ».

Désormais, des postes de président de tribunal restent encore à pourvoir. Celui de Paris, pour lequel le nom de Jean-Marie Coulon, actuel président de Nanterre, est avancé, devrait intervenir lors de la réunion du CSM du 20 septembre.

Jean-Michel Dumay

A Paris, un juriste réputé

Né le 23 septembre 1943 à Lons-le-Saunier (Jura), Guy Canivet, qui vient d'être nommé premier président de la cour d'appel de Paris en remplacement de Myriam Ezratty, a effectué l'essentiel de sa carrière au tribunal de Paris. Après des débuts comme juge d'instruction à Chartres en 1972, il est substitut du procureur de la République de Paris en 1975, puis chargé du secrétariat général de la présidence du tribunal de grande instance de Paris (TGI) en 1978. Toujours à Paris, ce juriste réputé sera successivement premier juge en 1983, puis vice-président du TGI en 1985, conseiller à la cour d'appel en 1986, enfin président de chambre en 1991. Il était conseiller à la Cour de cassation depuis janvier 1994.

Les notes ministérielles sur la vente libre des seringues resteront secrètes

LE CONSEIL D'ETAT a rejeté, par un arrêt du 10 mai, la requête formée par Sophie Bourla, une étudiante en droit, visant à obtenir l'intégralité du dossier préparatoire au décret du 13 mai 1987 qui avait légalisé la vente des seringues en pharmacie. M^{me} Bourla soutenait dans un mémoire de DEA que le retard dans la prise de décision avait entraîné la contamination par le sida d'environ 1 275 toxicomanes. Après que la commission d'accès aux documents administratifs eut rendu un avis favorable à sa demande, elle avait déposé un recours pour excès de pouvoir contre le ministre de la Santé en vue d'obtenir notamment « les notes échangées entre le ministère de la Santé et les autres ministères sur le sujet ». Certaines pièces lui avaient alors été communiquées, mais pas les fameux échanges manuscrits entre ministres (*Le Monde* du 25 février 1994). Pour le Conseil d'Etat, « les notes des ministres et les notes relatives aux réunions organisées au niveau de leur cabinet (...) font corps avec les délibérations du gouvernement » et « la communication de ces notes serait de nature à porter atteinte au secret de ces délibérations ».

DÉPÊCHES

IMMIGRATION : les manifestations de soutien aux étrangers sans papiers se poursuivent à travers la France. Des rassemblements étaient prévus, mercredi 31 juillet, à 18 heures, devant la préfecture de police de Paris, et face à la préfecture d'Indre-et-Loire, à Tours, afin de dénoncer « l'arbitraire du gouvernement » et réclamer la « réouverture de négociations ». Jeudi soir, une « nuit de la solidarité » est organisée devant l'église Saint-Bernard-de-la-Chapelle où dix personnes poursuivront leur huitième jour de la grève de la faim. Le 15 août, enfin, une « messe des sans-papiers » y sera célébrée par le Père Henri Coindé.

NUCLÉAIRE : deux agents d'une entreprise sous-traitante de la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires) ont été gravement intoxiqués au monoxyde de carbone, mardi 30 juillet, alors qu'ils travaillaient sur un chantier de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague (Manche). L'intoxication a fait suite à un dysfonctionnement du compresseur relié à leur combinaison ventilée. Les deux hommes ont été admis à l'hôpital de Cherbourg et au centre hospitalier du Havre (Seine-Maritime).

DIVERS : un jeune homme de vingt-trois ans a été tué d'une balle dans la tête par un gendarme alors qu'il tentait de se soustraire à un contrôle routier lundi soir 29 juillet à Saint-Thomas-en-Royans (Drôme). Connu des services de police pour vols, le jeune homme aurait été ceinturé par deux gendarmes. Un coup de feu est alors parti accidentellement, le blessant mortellement. Une enquête judiciaire a été prescrite par le procureur de la République de Valence, afin de déterminer les circonstances exactes de la mort.

A Versailles, un habitué des cabinets ministériels

Nommé premier président de la cour d'appel de Versailles, Vincent Lamanda, cinquante ans, a fréquenté à plusieurs reprises les cabinets ministériels. Conseiller technique du garde des sceaux Jean Lecanuet en 1974, puis chef de cabinet du ministre de la Justice Alain Peyrefitte en 1977, ce fils de policier a débuté sa carrière dans la magistrature comme substitut du procureur de la République à Evry en 1972, puis à Versailles. Chargé d'enseignement à l'université Paris-II depuis 1977, il est à nouveau conseiller technique au cabinet du garde des sceaux Alain Peyrefitte entre 1978 et 1980, avant d'être nommé conseiller référendaire à la Cour de cassation en 1979. Il est désigné secrétaire du Conseil supérieur de la magistrature en 1981. En 1986, il est nommé vice-président du tribunal de grande instance de Paris, puis président du tribunal de Bordeaux en 1988. M. Lamanda était premier président de la cour d'appel de Rouen depuis 1992.

L'Insee s'interroge sur l'énigme des « femmes à lunettes »

AVANT 50 ANS, les femmes portent plus souvent des lunettes que les hommes. D'ailleurs, dans une étude publiée le 30 juillet, cette inégalité des sexes face aux tracas optiques n'a rien d'anecdotique : entre 15 et 30 ans, la proportion de femmes contraintes de s'équiper pour corriger leur vue dépasse de 20 % celle des hommes. De 30 à 50 ans, elles sont encore 10 % plus nombreuses que les hommes à devoir céder aux charmes de la lunetterie.

En guise de consolation pour ces dames, l'Insee bat en brèche l'idée d'une spécificité française en ce domaine : « Une enquête britannique de 1993 constatait la même différence d'équipement de la vue entre jeunes adultes hommes et femmes. » La comparaison internationale est aisée, mais l'explication du phénomène semble avoir plongé les chercheurs dans des abîmes de perplexité. Première piste explorée, celle de la surveillance médicale. « En règle générale, les femmes sont plus attentives à leur santé que les hommes », rappellent les auteurs de l'étude. Mais, « phénomène inattendu », ce sont les hommes qui déclarent le plus souvent avoir subi au cours des trois dernières années un contrôle de vue. La comparaison du diagnostic visuel de myopie établit à l'armée (11,3 % des jeunes gens concernés en 1992) et des jeunes hommes de 15-24 ans effectivement porteurs de lunettes pour myopie (13 %) « ne permet pas d'ailleurs de penser que les jeunes gens négligeraient de corriger leur myopie ». L'écart entre hommes et femmes

trouve-t-il sa source dans la sur-représentation des femmes dans certaines professions ? « Quel que soit le groupe de professions considéré, la proportion de femmes ayant une correction de la vue est supérieure à celle de leurs homologues masculins. » Faut-il en appeler à des prédispositions biologiques ? « Il ne semble pas que les grossesses aient un effet sur la vue. L'écart entre hommes et femmes se développe avant la maternité. »

MOINS DE « RECUL POUR LIRE »
L'explication finale modestement avancée comme étant « la plus plausible » relève d'une conjonction de facteurs morphologiques et comportementaux. « Les garçons ont aujourd'hui dix centimètres de plus que les filles, la différence étant très fortement concentrée sur le tronc. Assis devant leur table de travail, les garçons ont donc plus de recul pour lire. » Or c'est bien au moment de la puberté, à l'âge où les travaux scolaires imposent une forte activité visuelle, que se creuse l'écart.

Les femmes, qui pratiquent davantage la lecture de loisirs que leurs homologues masculins, sont enfin « nombreuses à porter des équipements de fatigue destinés à reposer la vue dans les cas limites de troubles de la réfraction ». Plutôt qu'un « sous-équipement des hommes », il s'agirait donc d'évoquer un « suréquipement féminin ». Prudentes lectrices aux bras courts, tel serait donc le portrait-robot des femmes myopes ?

Pascale Krémer

RHÔNE-POULENC INFORME SES ACTIONNAIRES

Résultats du premier semestre 1996

Conformément à ce qui avait été annoncé les résultats de Rhône-Poulenc à fin juin 1996 sont en progression par rapport au premier semestre 1995.

Après un premier trimestre en retrait sur celui de l'année précédente, le Groupe a réalisé, au deuxième trimestre 1996, un résultat net en hausse de 39 % par rapport à la période correspondante de 1995.

AMÉLIORATION DE L'EXPLOITATION

Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre progresse de 0,7 % à structure comparable.

La Pharmacie et la Santé Animale d'une part, l'Agro d'autre part, ont enregistré une croissance de leurs chiffres d'affaires (+5,6 % et +5,1 %) à laquelle ont commencé à contribuer les nouveaux produits lancés sur le marché.

En Chimie, la légère croissance des volumes n'a pas suffi à compenser la baisse des prix. Enfin, l'activité du secteur Fibres & Polymères a été sérieusement pénalisée par la conjoncture très défavorable dans le Polyester, particulièrement au Brésil. Le résultat semestriel lié à l'exploitation⁽¹⁾ augmente de 5,5 %, à structure comparable, grâce à la progression notable des résultats de la Pharmacie (qui a bénéficié au deuxième trimestre des premiers effets des synergies liées à l'acquisition de Fisons) et de la Santé Animale d'une part, de l'Agro d'autre part. La Chimie, quant à elle, poursuit le redressement de ses résultats (+22,4 %).

NOUVELLE PROGRESSION DU RÉSULTAT NET

Le résultat net qui s'élève à 1 410 MF, progresse de 9,2 % par rapport au premier semestre 1995.

POINTS ESSENTIELS

• Croissance du résultat net du semestre, conforme aux prévisions
1 410 MF (+ 9,2 %)

• Progression du bénéfice net par action
à 4,38 F (+ 7,1 %)



• Plus de 5 milliards de cessions d'activités non stratégiques

Le bénéfice net par action connaît une nouvelle progression à 4,38 F, contre 4,09 F en 1995.

CONFIRMATION DU RECENTRAGE STRATÉGIQUE

Le Groupe a réalisé au cours du premier semestre, plus de 5 milliards de francs de cessions d'activités non stratégiques, dont plus de 2 milliards ne seront comptabilisés que sur le troisième trimestre.

⁽¹⁾ Résultat opérationnel + quote-part du résultat des sociétés en équivalence.

RÉSULTATS PAR SECTEUR			
1 ^{er} semestre 1996			
Chiffre d'affaires	MF	% 96/95*	
Santé	19 012	+ 5,6	
Agro	6 363	+ 5,1	
Chimie	12 542	- 2,2	
Fibres et Polymères	5 767	- 10,4	
Autres**	- 403	N.S.	
Total	43 281	+ 0,7	
Résultat***	MF	% 96/95*	
Santé	2 695	+ 9,9	
Agro	1 151	+ 14,5	
Chimie	667	+ 22,4	
Fibres et Polymères	126	- 65,1	
Autres**	- 396	N.S.	
Total	4 243	+ 5,5	

* à périmètre comparable (1995 à structure 1996)
** y compris élimination ventes inter-secteurs
*** résultat opérationnel + quote-part du résultat des sociétés en équivalence

Pour toute information complémentaire :
Relations Actionnaires,
Rhône-Poulenc,
25, quai Paul Donner,
92408 Courbevoie cedex
Tél. (1) 47.68.00.97

N° VERT 05.40.53.43

Minitel
3616 CLIFF Rhône-Poulenc
Internet
http://www.rhone-poulenc.com

RHÔNE-POULENC

HORIZONS

REPORTAGE

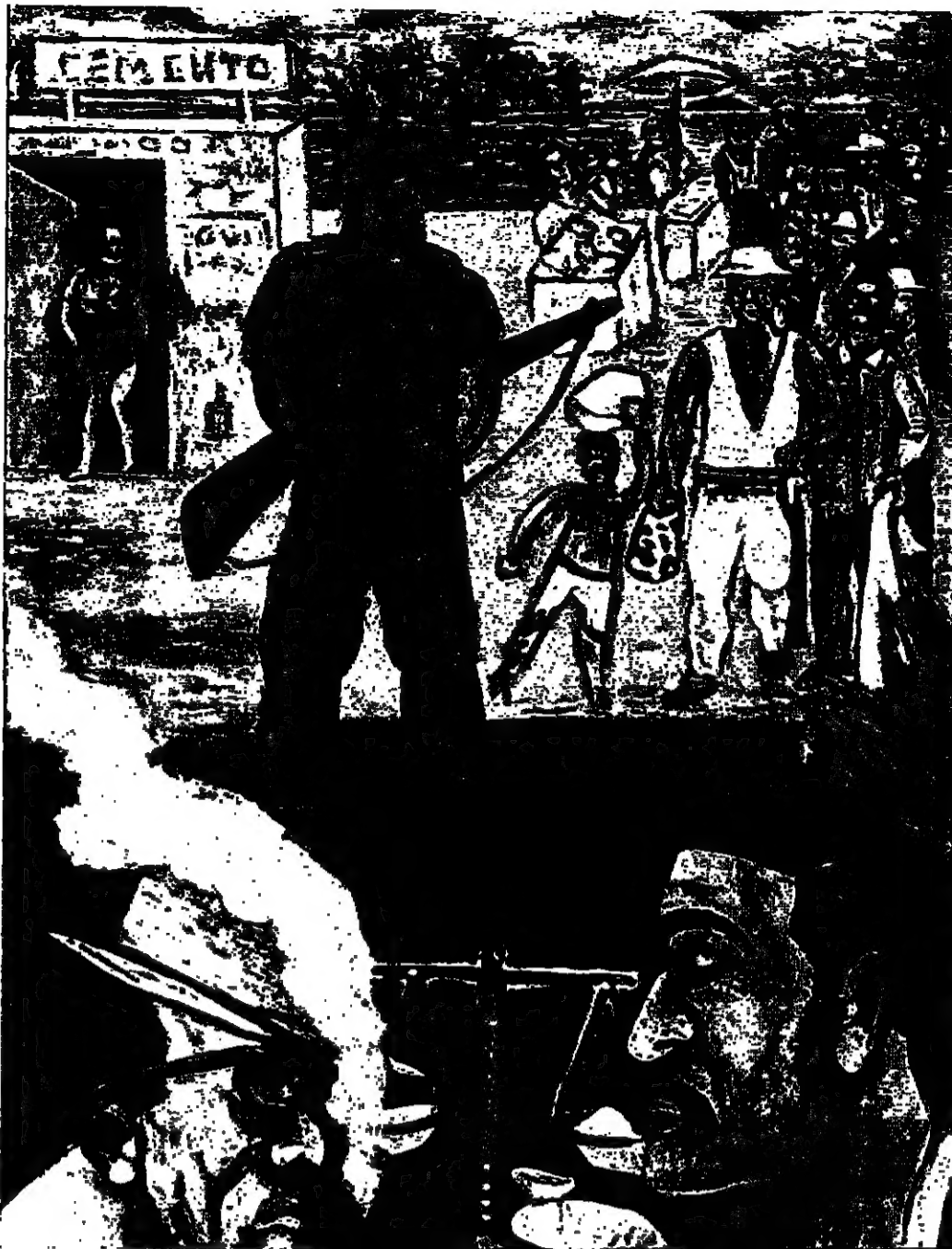
LA voix du chauffeur a soudain rompu le silence, lorsque les phares qui poursuivaient la voiture depuis une heure ont disparu dans la nuit : « Nous avons passé Puerto Rico : maintenant, nous sommes tranquilles. On ne peut tomber que sur l'armée ou sur la guérilla... ». Prévenant, il a ajouté : « J'ai une arme, mais les bandits, eux, ont des mitraillettes. C'est bon, maintenant. » Il y a deux heures à peine, s'était sur un immense panneau un message comme il en fleurit dans toutes les villes sans histoires : « Florencia, la porte de l'Amazonie, vous souhaite la bienvenue. » La capitale de la province du Caquetá, l'une des cinq régions déclarées « zones spéciales d'ordre public » depuis l'assassinat de son gouverneur, le 20 juin, illustre la violence qui déchire la Colombie, au rythme d'un homicide toutes les vingt minutes.

Florencia, « la porte de l'Amazonie », est l'une des nombreuses frontières avec l'autre Colombie, celle qui est en proie à la guerre. Elle est, comme à San José de Guaviare (plus au nord), une police antidrogue, dont l'équipement - fusils d'assaut M16, grenades offensives, armes de poing de gros calibre - ne se différencie en rien de celui des militaires. Les hélicoptères équipés de mitrailleuses et de lance-grenades observent les mêmes procédures de sécurité que celles de l'armée ; ils décrivent d'amples arabesques avant de se poser sur leur cible. En deux ans, les 2 100 hommes de la police antidrogue ont enregistré « 35 morts et 67 blessés » dans leurs rangs, selon leur chef, le colonel Leonardo Gallego.

En ce mercredi 26 juin, il accompagne ses hommes pour une mission de routine dans le département du Guaviare : fumigation des plantations de coca repérées par satellite ou lors de missions d'observation ; destruction de laboratoires de pâte-base de coca. Trois hélicoptères amorcent leur atterrissage ; au sol, une dizaine de journalistes continuent à récolter les feuilles de coca, indifférents au vacarme et aux uniformes menaçants. Un peu plus loin, au milieu des 80 hectares d'une plantation, deux paysans aux pieds nus assistent, incrédules, au saccage de leur laboratoire. Ils restent debout quand des rafales d'armes automatiques de la police répondent à une série de coups de feu venus d'un rideau de forêt, accaparés par le spectacle des flammes anéantisant leur récolte.

L'autre Colombie montre un monde aux immenses territoires inhospitaliers - presque la moitié du pays - où vivent, selon les autorités, plus de 700 000 personnes. Au sein de la jungle, prospèrent, dans une symbiose étonnante, la culture de la coca, la guérilla et les narcotrafiquants. Pendant plus d'une demi-heure de survol de ces territoires, l'œil ne distingue aucune route, aucun accès ; seulement les paresseuses ondulations des fleuves. Le regard cherche des repères dans le déroulé monotone de la jungle vert clair et parvient assez vite à interpréter les différences de ton dans le paysage. Les parcelles vert foncé, presque émeraude, sont celles où pousse la coca ; les vert clair désignent celles qui viennent d'être récoltées et les grises indiquent les parties de la jungle qui viennent d'être déboisées pour être ensimencées.

L'autre Colombie rassemble un mélange extravagant de pionniers devenus colons, qui se sentent abandonnés, au contact d'une lutte armée aussi ancienne qu'efficace. « Il y a trente ans, il n'y avait ni coca ni guérilla ; Florencia et le Caquetá étaient un paradis, avec une faune et une flore incroyables », se souvient Hector



Remolino « village-coca » de Colombie

Au cœur de l'Amazonie, des régions entières vivent au rythme de la culture, de la vente et du trafic de la coca, entre guérilla et opérations de l'armée. Chronique d'un marché de la drogue

Orozco, le maire de Florencia. Aujourd'hui, la vie des planteurs de coca s'est organisée le long des fleuves, seules voies d'accès pour les trois quarts de la région.

Au cœur de l'Amazonie, les villages se sont imposés, au fil des années et des opportunités, comme les lieux où s'organisent la culture de la coca et la production de la pâte-base.

Les narcotrafiquants ou leurs intermédiaires viennent eux-mêmes prendre livraison de la précieuse matière première pour fabriquer, un peu plus loin encore dans leurs laboratoires, le chlorhydrate de cocaïne. Dans les « zones frontalières », les escarmouches entre l'armée et la guérilla sont fréquentes, voire quotidiennes, surtout depuis que le gouvernement a entrepris d'éradiquer les cultures illicites (coca, pavot, marijuana). Ainsi, le village de Remolino - ou « tourbillon » -, sur le Rio Caguan, vit-il de la coca à 100 % et vingt-quatre heures sur vingt-quatre. A huit heures de bateau de San Vicente de Caguan, il ne figure que

sur les cartes de l'armée et de la police ; cernée de violet, la région du Caguan dépend de la juridiction de Cartagena, à quatre heures de bateau en descendant le Rio et dernière place où la présence de l'Etat colombien s'affirme, mitrailleuse au poing. L'armée y monte la garde sur le débarcadère, fouillant mécaniquement les sacs des voyageurs qui vont et viennent.

A une heure de là, à Santa Fé, la guérilla est chez elle ; les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) contrôlent toute la région. Les pilotes de bateau se dirigent directement vers le « péage » pour régler « l'impôt révolutionnaire », geste machinal de soumission à l'autorité. Remolino n'existe pas sur les cartes ordinaires, pas plus que Santa Fé et Peñas Coloradas, deux autres « villages coca » de la région. Ce qui n'empêche pas les paysans de la coca de venir vendre, chaque dimanche à Remolino, 1 tonne de pâte-base aux narcotrafiquants ou à leurs intermédiaires. A Santa Fé et Peñas Coloradas, le marché tournerait autour de la demi-

tonne. Les trois localités fournissent donc, chaque semaine, 2 tonnes de pâte-base aux « narcos » de la région ; à 1 000 pesos (530 francs) le gramme, le chiffre d'affaires hebdomadaire atteindrait 2 milliards de pesos, soit plus de 10 millions de francs.

Loin du septentrional Guaviare, la taille des exploitations oscille entre 3 et 5 hectares dans le Caquetá ; elles appartiennent à des paysans qui ont appris « sur le tas » la chimie rudimentaire nécessaire à la fabrication de la pâte-base. La région du Caguan regroupe 40 % de la population des cultures illicites du Caquetá, et les trois marchés de pâte-base de coca comptent 10 000 habitants.

CHAQUE fin de semaine, les chemins boueux de Remolino - 3 000 habitants - commencent à s'animer. Le dimanche, jour de marché, le village se peuple d'une foule qui erre, le sac en bandoulière, en attendant l'heure des transactions. Sac léopard dans une main, machette amazonienne dans l'autre, un ven-

deur n'en finit pas de passer et de repasser devant les bicoques de bois et les quelques bâtiments en dur de la rue principale du village. A chaque passage, il s'arrête devant le Punto Rey, le plus grand café-bar de Remolino, dont les marquises vertes et blanches déginguées accroissent, sous la pluie, l'effet de désolation, tandis que les journaliers patientent, le temps que leurs patrons aient vendu leur marchandise, avant d'être payés.

« C'est un village de chercheurs d'or, avec une mentalité de chercheurs d'or, sans foi ni loi. En fait, heureusement qu'il y a la guérilla pour faire régner un semblant d'ordre »

Tout le monde attend la fin des transactions, quelques flaques plus loin, où les acheteurs munis de leurs balances expertisent la marchandise. Les vendeurs se présentent devant les étals avec de petits sachets ou des sacs qu'ils sortent de leur baluchon, quand ils ne livrent pas tout simplement des charges de 40 kilos. Les emballages sont transparents, et le blanc-ocre de la pâte-base fournit à l'acheteur une première indication sur la qualité.

A quelques mètres, en face, des guérilleros des FARC, fusil d'assaut en bandoulière, montent une garde statique, destinée à garantir le bon déroulement du précieux commerce, pendant que d'autres sillonnent les allées du village entre les odeurs de fritures, le va-et-vient des vendeurs ambulants et les hurlements des sonos. Quand tout sera fini, les acheteurs iront régler leur « impôt » - entre 2 % et 20 % de la valeur de l'acquisition. Deux responsables locaux des FARC confirment qu'ils perçoivent « un impôt sur la coca, considérée comme une activité de production, au même titre, par exemple, que le pétrole ».

Du matin au soir, les quais ne désertent pas ; flot incessant des arrivants et ballet des immenses barques à fond plat, dont certaines atteignent 40 mètres de long et livrent tout ce que l'exilé dans ce bout du monde peut désirer pour son travail, sa subsistance et ses loisirs. Tout ce que l'industrie produit en matériel agricole léger s'offre à l'export du passant ; toutes les grandes marques nipponnes sont représentées. Une machine à couper l'herbe, de bonne qualité - appareil indispensable pour bacher les feuilles de coca, avant la macération dans le ciment, l'engrais et l'essence - se négocie à 600 000 pesos (3 300 francs). Entre les magasins qui se flattent de suivre la « mode du jour » et ceux qui, dans quelques heures, se reconvertront en dancing, s'intercalent des dépôts où le paysan vient acheter ciment, engrais et acides divers nécessaires à sa culture et à sa production.

La « fièvre de la coca » aidant, la population de Remolino a triplé en trois ans ; les prix ont doublé dans la même période.

Lorsque les vendeurs des produits intermédiaires en prennent trop à leur guise, les FARC interviennent pour régler le marché. Ils fixent le prix de l'essence, du ciment, des engrais, et ceux qui ne respectent pas les indications peuvent faire leur valise. Ils rendent la justice, obligent la population à entretenir les chemins, à construire une école, etc. « C'est un village de chercheurs d'or, avec une mentalité de chercheurs d'or, sans foi ni loi. En fait, heureusement qu'il y a la guérilla pour faire régner un semblant d'ordre », soupire le père Rino, un prêtre italien, que l'échec de sa mission évangélique

désole ; chaque dimanche, les « cokers » ignorent superbement son église.

Miliciades Hoyos Botero, secrétaire général du « comité de colonisation », est arrivé dans la région en 1971. Comme la trentaine de colons avec laquelle il a fondé Remolino, en octobre 1977, il avait fui la misère et s'était laissé dire qu'il existait des terres fertiles, là-bas, dans le Sud-Est. En fait, ils vivaient de la chasse, de la pêche et de quelques cultures (maïs, yuca,

banane, riz, etc.). Ils subsistaient dans le cadre d'une économie de troc, au centre de laquelle les commerçants, seuls liens avec le reste du pays, leur fournissaient quelques biens et outils en échange de la nourriture ou de quelques mets précieux, comme les œufs de tortue, exportés vers le Japon. « Ce sont ces mêmes commerçants, dit-il, qui, au début des années 70, ont apporté des plants de marijuana ; puis, à la fin des années 70, la coca. Ce sont les mêmes qui ont appris aux paysans à fabriquer la pâte-base de coca. » Avec elle, le village a connu la bonanza, jusqu'au milieu des années 80, où le gramme de pâte-base se négociait déjà à 1 000 pesos le gramme, soit, proportionnellement, dix fois plus qu'aujourd'hui.

EN ce hmd 1^{er} juillet, lendemain du marché, un cadavre gît dans l'herbe du terrain de football, dans un uniforme vert militaire. A quelques mètres de lui, deux membres des commandos de l'armée, le visage recouvert d'un masque de peinture vert-marron, discutent nonchalamment. Le mort n'est pas l'un des leurs, mais un guérillero des FARC ; ils l'ont abattu, il y a quelques heures. Il s'appelait Jacinto, responsable du renseignement du « Front XIV », l'une des unités combattantes du groupe Sud. L'autre responsable, Joaco, identifié par les autorités comme « l'idéologue du bloc sud », a été blessé à la jambe et se cache pour quelques heures encore dans une maison du village ; pour 2 millions de pesos (10 000 francs), il sera finalement dénoncé par un habitant de Remolino.

Le village était contrôlé par les FARC, mais l'un de leurs principaux agents locaux en a eu assez de la vie de guérillero : il est passé du côté de l'armée. Les rebelles ont finalement perdu Remolino et le Caguan dans l'opération « Conquista » - une attaque d'hélicoptères contre le village, « façon Vietnam », selon le général Ramirez, qui commande la région militaire du Caquetá.

En 1988, l'armée était déjà intervenue une première fois, se souvient Miliciades, et, après avoir constaté que le village ne vivait que de la coca, avait laissé se poursuivre le commerce.

Aujourd'hui, les militaires refusent de donner des précisions sur la durée de leur engagement. Ils assurent simplement qu'ils sont là « pour longtemps, pour éradiquer la coca et la guérilla ». Le marché de Remolino, cette localité qui n'a jamais existé que sur quelques cartes militaires, est, pour le moment, mort. En attendant d'autres éventuelle résurrection, d'autres « places » ont pris le relais, plus loin dans la jungle.

Alain Abellard
Dessin : Ricardo Moser

Le Monde

ÉDITORIAL

Emploi :
l'échec du CIE

LES mauvais chiffres du marché du travail au mois de juin confirment la tendance apparue dès le mois de mai : le chômage repart à la hausse. En deux mois, ce sont plus de 50 000 nouveaux demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi. En un an, le nombre de chômeurs, au sens du Bureau international du travail, a crû de 8 %. L'échec de la politique de l'emploi menée depuis un an par Jacques Chirac et Alain Juppé est patent. Ironie de l'histoire : c'est au lendemain même d'un déjeuner entre le président de la République et Alain Madelin, le « père » du contrat initiative-emploi durant la campagne électorale, que Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, annonce, dans *La Tribune-Desfossés* du 31 juillet, le « recentrage » du CIE.

Pendant la campagne, ce dispositif était présenté comme une « grande mesure pour l'emploi ». Depuis son arrivée au gouvernement, Jacques Barrot ne le qualifie plus que de « mesure contre l'exclusion ». De fait, chacun peut constater que les 292 000 contrats initiative-emploi signés en onze mois n'ont pas empêché les demandes d'emplois d'aug-

menter de 168 000 en un an. Même ses effets sur l'exclusion sont à relativiser. Depuis juin 1995, le nombre de demandeurs d'emploi en chômage de longue durée a certes diminué, ce dont on ne peut que se réjouir. Mais cette baisse ne concerne que 57 000 demandes d'emplois sur plus d'un million. Par rapport au coût de la formule - 11,6 milliards pour l'Etat en 1996, 24 milliards en 1997, sans le « recentrage » opéré par Jacques Barrot qui devrait, selon lui, permettre d'économiser « au moins 3,5 milliards » -, ce résultat paraît dérisoire. Il n'est pourtant pas surprenant.

Chiffrant le coût des propositions des différents candidats, un économiste de l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) estimait que le CIE coûterait environ 18 milliards de francs dès 1996 pour une réduction du nombre des demandeurs

d'emploi d'environ 50 000 (*Le Monde* du 13 avril 1995). A l'époque, les conseillers de Jacques Chirac avaient dénoncé cette analyse. Les faits leur donnent tort. Alors que le coût pour l'Etat d'un contrat de qualification, avec formation à la clé, est de 1 500 francs par mois, celui d'un CIE s'élève à 3 519 francs, soit près de la moitié du salaire moyen offert aux bénéficiaires (7 549 francs pour un temps plein). Outre son coût prohibitif, le CIE présentait un autre inconvénient : supprimer la distinction entre les chômeurs de longue durée (plus d'un an de chômage) et ceux de très longue durée (plus de deux ans). En modulant désormais l'aide en fonction de l'ancienneté d'inscription, le nouveau dispositif devrait y remédier.

L'échec désormais reconnu du CIE pourrait relancer le débat sur les aides à l'emploi. Mais sa réforme, budgétairement inévitable et ardemment souhaitée par la majorité parlementaire, ne risque pas d'améliorer l'image du gouvernement auprès des chefs d'entreprise. La quasi-totalité d'entre eux préfèrent des mesures modestes mais pérennes à des dispositions ambiguës mais éphémères.

La difficile
restructuration
de l'aéronautique
française

Suite de la première page

La maîtrise de hautes technologies - qu'elles soient militaires ou, comme on dit, « duales », c'est-à-dire à double usage, civil et militaire - et la certitude de pouvoir y recourir en toute sécurité, chaque fois qu'il en est besoin, grâce à une main-d'œuvre très qualifiée, sont devenues des symboles de puissance, des outils de souveraineté, voire des marques de prestige géostratégique.

Au cours des dix dernières années, en France, le chiffre d'affaires du secteur a baissé en volume de 30 % et l'emploi y a décliné, en moyenne, à hauteur de 9 000 postes par an. Les perspectives ouvertes sur les cinq ou six années à venir sont celles d'une perte de 10 000 autres emplois par an à partir d'un effectif global, en 1995, de 205 000 salariés directs. Selon la formule des industriels concernés, « on a d'abord taillé dans la chair, puis dans le muscle, et, aujourd'hui, on attaque peut-être l'os ».

D'où l'idée, avancée par le gouvernement, qu'il faudra désormais faire mieux avec encore moins, grâce à des réajustements d'entreprises plus compétitives, ouvertes à des alliances internationales et condamnées à coopérer et à croiser ou partager leur savoir-faire. Au risque - mais il est nécessaire de l'accepter, selon les dirigeants politiques - de devoir consentir à des abandons de compétence nationale ou à des interdépendances afin de construire « une base technologique et industrielle européenne ».

« CHAMPIONS » NATIONAUX

Le schéma apparaît assez théorique, par bien des aspects. Pour deux raisons au moins. D'abord, à la différence des Etats-Unis où l'espace industriel est unique, il n'y a pas en Europe de statut de « société européenne » : Français, Britanniques ou Allemands, pour s'en tenir à eux seuls, n'ont pas les mêmes règles de gestion, ni les mêmes tutelles administratives, ni les mêmes réglementations. Ensuite, pour ne prendre que le cas de la France, le gouvernement n'a pas tranché sur la voie à suivre : tantôt il évoque le besoin de constituer des « champions » nationaux, qui passe par des regroupements franco-français, tantôt il avance la nécessité de créer des « méga-groupes » transnationaux, sur une base strictement européenne ou sur celle d'alliances transatlantiques.

En réalité, la France, après ses alliés, désinvestit dans ce domaine sous le prétexte de rationaliser des structures devenues inadéquates avec la fin de la guerre froide. L'Etat-actionnaire se fait tout pe-

tit : il n'a plus l'argent nécessaire. Il se désengage, capitaliquement parlant. Derrière se profile un Etat-client, préoccupé d'obtenir aux meilleures conditions de prix les matériels nécessaires à sa sécurité.

Avec des entreprises qui vont aujourd'hui de l'arsenal à la société anonyme à 100 % privée, l'actionnaire étatique en France prend conscience qu'il n'a plus les moyens de ses ambitions. Ce qui signifie, de son point de vue, qu'il lui faut passer la main dans un contexte international, donc européen, de libre marché.

Toutefois, la situation française n'est pas comparable à celle de ses principaux partenaires sur la scène mondiale. Plus qu'ailleurs, il importe de trouver « les opérateurs nationaux de demain », pour citer l'expression d'un des plus importants industriels de la profession. Celle-ci est à la recherche d'investisseurs, c'est-à-dire d'actionnaires privés disposant de moyens lourds, capables d'anticiper sans prétendre obtenir des résultats immédiats. Les besoins de financement seraient de 40 à 50 milliards de francs. Ce qui est considérable. Un précédent - celui du Crédit lyonnais dans l'aérospatiale - montre qu'un actionnaire extérieur n'hésite pas à menacer de « retirer ses billes » quand il est lui-même en difficulté. Un recours, dans ces conditions, serait d'ouvrir le capital des groupes français à des investisseurs européens ou autres, de façon à organiser des participations croisées. Mais cela suppose que les entreprises françaises en voie d'être privatisées ne s'exonèrent pas du devoir d'accroître leurs fonds propres.

Ce qui rend aujourd'hui la position des industriels en France particulièrement délicate et qui risque de les placer en état d'infériorité, c'est que la programmation militaire, adoptée par le Parlement, fait l'impasse sur les achats d'armement entre 1997 et 2002 parce qu'il faut payer la professionnalisation des armées. Les crédits de fonctionnement sont privilégiés. Si bien que, sans commandes pour maintenir à flot les bureaux d'études et les chaînes de production, la réorganisation industrielle voulue par M. Chirac et, par conséquent, l'euroeuropéanisation de la défense et de l'aéronautique, relèvent de l'esprit d'aveuglement.

Jacques Isnard

Bonheurs par Maja



Je crus reconnaître un « *finché chilensis* »
c'en était bien un, fierté !

L'aggravation de la fracture indonésienne

mée, qui a participé à la répression des partisans de la fille de feu Sukarno, les 27 et 28 juillet à Jakarta, conserve sa double fonction, constitutionnelle, de gardien de l'ordre interne et de défenseur des frontières.

L'ordre a donc été rétabli. Officiellement, le bilan est de trois morts, une vingtaine de blessés et de deux cents arrestations, alors que le PDI fait état de 150 militants portés disparus. Si la Bourse de Jakarta a mal encaissé le coup - une chute cumulée de 5 % dans les quarante-huit heures qui ont suivi les troubles -, la confiance reviendra. En 1966, Suharto avait hérité d'un pays qui venait de traverser un bain de sang et qui était au bord de la banqueroute. Il l'a remis sur pied et en a amorcé le développement : la bonne santé de l'économie peut se mesurer, de nos jours, à un taux d'expansion annuel de 7 % et à un fort afflux d'investissements étrangers. L'Indonésie est sur le chemin de la prospérité, et les classes moyennes urbaines y montrent le bout du nez. Les milieux d'affaires et la population s'accroissent donc, une fois de plus, du rétablissement de la paix civile au détriment des libertés : tel semble être le calcul d'un pouvoir politique toujours bien en selle.

Ce pari est cependant peut-être

plus risqué qu'il n'en a l'air. Plus de la moitié de près de deux cent millions d'Indonésiens sont nés après la terrible répression, en 1965-1966, d'un coup de force attribué au PKI - le PC indonésien - qui a peut-être fait un demi-million de victimes. Leur indonésité est celle qui s'est bâtie sous Suharto, avec ses écoles et l'électricité dans les villages, la télévision, le tourisme, sans parler de l'autoconsommation alimentaire. Les classes moyennes urbaines émergentes comptent un bon nombre de ressortissants d'origine chinoise, donc peu politisés, qui aspirent à un second souffle. L'Indonésie n'en prend que parfois le chemin.

FRUSTRATIONS

Dans les milieux d'affaires, les premiers signes d'un nationalisme économique controversé - le cas d'une « voiture nationale » à la quelle on assure un marché captif, ou coûteux, celui d'avions à la conquête d'un marché saturé - provoquent un premier malaise. Le poids pris par les affaires des enfants du président, gros travailleurs qui savent utiliser leurs connexions, en suscite un second. En outre, Jakarta refuse toujours de faire, dans le cas de Timor-Orientale, le petit geste - l'octroi d'un statut particulier - dont se contenterait

sans doute la communauté internationale, vingt et un ans après l'occupation de l'ancien territoire portugais. En règle générale, les Indonésiens aspirent à être traités davantage en adultes. Ils demandent que leurs réserves à l'égard du régime, quand ils en ont, ne soient pas automatiquement interprétées comme une rébellion.

La pyramide opaque du pouvoir en Indonésie est dominée par Suharto, âgé de soixante-neuf ans et dont le strict mandat présidentiel consécutif expire en 1998. Affecté par la disparition récente de son épouse et ayant subi, depuis, un contrôle médical en Allemagne, le chef de l'Etat, toujours très actif, n'a jamais indiqué clairement s'il comptait prendre sa retraite. Toutefois, il ne donne toujours pas l'impression d'organiser sa succession. Désigné par un congrès dont seuls quatre-vingt-cinq membres sur un millier sont élus au suffrage universel direct, il entend compléter son œuvre sans amener le régime de liberté surveillée octroyé à une époque où le PNB de l'Indonésie était probablement de dix fois inférieur à celui de 1995.

Cette situation provoque des frustrations dans beaucoup de milieux qui transcendent les clivages traditionnels. C'est ainsi que la fille aînée de Sukarno a bénéficié de

DANS LA PRESSE

L'HUMANITÉ

Jean-Paul Piérat

■ Avec ce gouvernement, décidément, un mauvais coup n'arrive jamais seul. Un jour, il s'attaque aux familles les plus modestes en réduisant l'allocation de rentrée. Moins d'une semaine plus tard, c'est au tour de la fonction publique de passer au laminoir : 8 000 ou 9 000 postes supprimés en 1997. Un retraité sur cinq qui ne sera pas remplacé. (...) Tout se passe comme si le gouvernement Juppé était devenu le ministère des basses œuvres. Les yeux rivés sur le tableau de marche de la monnaie unique, comprenant notamment une réduction de 60 milliards de francs dans les dépenses publiques, Jacques Chirac ne fait-il pas charger Juppé jusqu'à épuisement du musard, tout en cherchant à élargir une base de soutien de plus en plus étroite ?

THE NEW YORK TIMES

A.M. Rosenthal

■ Le terrorisme intérieur s'apparente à la trahison, le terrorisme international à la guerre. Le devoir des nations démocratiques est de se protéger et de protéger leurs peuples contre l'un et l'autre. (...) Jusqu'à présent, les gouvernements occidentaux ont pris quelques mesures contre le terrorisme intérieur, mais elles sont insuffisantes. Contre le terrorisme international, ils ont fait preuve d'une totale inefficacité. La principale raison en est que les profits commerciaux sont devenus plus importants pour les sociétés occidentales que la sécurité et la stabilité nationales. Telles sont les réalités fondamentales que le terrorisme nous enseigne. (...) Le terrorisme prospère non pas grâce à sa puissance, mais parce que les nations qui en sont les victimes ne se donnent pas les moyens pour l'arrêter.

l'appui d'un large éventail d'insatisfaits, qui vont des radicaux du PRD à la direction du Nahdlatul Ulama, association islamique qui revendique trente millions de membres, en passant par la fraction des milieux d'affaires qui souhaite que l'après-Suharto se négocie en douceur, quitte à offrir des garanties aux enfants du président. En dépit de sa désorganisation, la lutte engagée - et apparemment perdue - par Megawati Sukarnoputri pour reprendre le contrôle du PDI a bénéficié d'un écho sans rapport avec l'objet d'une dispute qui, voilà dix ans encore, se serait réglée sans déranger et dans le sens souhaité par le gouvernement.

Le président Suharto ayant décidé de rétablir d'abord son autorité, on ignore encore quel sera son prochain mouvement. Cependant, si l'on s'en tient aux précédents, les aspirations représentées par Megawati devraient être marginalisées pour un temps. Dans ce cas de figure probable, l'attention se reporterait sur les arcanes du pouvoir, car c'est au sein de la hiérarchie politique et militaire que se dessinera, le cas échéant, une solution. Il reste que la fracture est consommée et que les affrontements de fin juillet à Jakarta n'ont fait que l'aggraver.

Jean-Claude Pomonti

Atlanta : les dangereuses survivances d'un passé sudiste

par Denis Lacorne

TRANSPOSÉE à l'échelle de la France, Atlanta, c'est une ville du Sud, prospère, comme Montpellier ou Aix-en-Provence, qui prend en charge l'organisation des Jeux olympiques pour projeter sur le reste du monde l'image d'un « Nouveau Sud » libéral, dynamique, oublieux de son passé raciste - il n'y a plus de ségrégation visible. Atlanta est le haut lieu d'une modernité cosmopolite incarnée par les deux fleurons industriels de la Géorgie : CNN, la chaîne de télévision câblée, et Coca-Cola. Atlanta semblait avoir réussi son pari olympique : des stades pleins à craquer, un enthousiasme bruyant et bon enfant, un patriotisme de bon aloi, et comme toujours, comme à Los Angeles, une préférence marquée par le public pour les performances des athlètes américains. Le Nord avait bien vaincu le Sud, la bannière étoilée, distribuée à des milliers d'exemplaires, remplaçait bien, une fois pour toutes, le drapeau de la Confédération, peu visible (si ce n'est sur le drapeau de l'Etat de Géorgie).

La Géorgie serait-elle rattrapée par son passé réactionnaire ? On peut le penser : ce passé homi, trop facilement oublié, a manifestement laissé des traces chez les membres fanatisés des « milices patriotiques » et de ces groupes d'autodéfense racistes, séparatistes et xénophobes, qui ont pour noms « Michigan Militia », « Viper Militia », « Résistance aryenne » ou cette mystérieuse « Georgia Republic » évoquée par la presse américaine, dont deux des membres arrêtés au mois d'avril admettaient un curieux passe-temps : la fabrication et le stockage de bombes artisanales.

Les « milices patriotiques » sont les héritières modernes du Ku Klux Klan, refondé en Géorgie, en 1915,

sur le modèle du premier Ku Klux Klan de la période de reconstruction (1865-1869). A son apogée, le Ku Klux Klan de l'entre-deux-guerres a près de 5 millions de membres qui s'adonnent aux rituels secrets de l'organisation, participent à des parades encagoulées, lynchent des dizaines de Noirs, assassinent quelques religieux catholiques et brûlent nombre d'églises et d'écoles catholiques du Midwest.

Ces violences, finalement réprimées par la condamnation pour meurtre du Grand Dragon de l'organisation, en 1925, marquent le déclin du KKK, réduit aujourd'hui à quelques centaines d'adhérents. Le rituel dénué du « cagoulard » à quelques centaines d'adhérents. Le rituel dénué du « cagoulard » à quelques centaines d'adhérents.

L'adversaire, comme l'uniforme, a changé avec l'époque : l'ennemi principal n'est plus le Noir ni le « Slavo-Latin ». Le premier, il faut bien l'admettre, a gagné la bataille de la déségrégation, le second s'est assis sans grand problème dans un *meeting* de moins en moins anglo-saxon. Mais il a été remplacé par une autre catégorie d'immigrés encore mal intégrés : l'Hispanique, que Pat Buchanan, le candidat à la présidence de la droite du Parti républicain, interpelle en ces termes, au mois de janvier, dans la petite ville de Waterloo, dans l'Iowa : « *Ecoute, José, cette fois-ci tu restes à la porte !* » Buchanan proposait, alors, de dresser une « double barrière », infranchissable, entre l'Amérique et le Mexique.

Sa rhétorique xénophobe, son antisémitisme à peine voilé (dirigé contre l'un des juges nommés par Clinton à la Cour suprême, Ruth

Bader Ginsburg) et sa dénonciation répétée des « horreurs » commises par le « Nouvel Ordre mondial » ont, à l'évidence, nourri la paranoïa des miliciens les plus zélés.

Pour ceux-ci, comme pour certains fondamentalistes chrétiens, tels que Pat Robertson, ancien candidat à l'élection présidentielle de 1988 et patron de la formidable Christian Coalition, le « Nouvel Ordre mondial » symbolise tout à la fois le GATT, l'Aléna, l'ONU, le Comité des J.O., l'Organisation mondiale du commerce, l'Unesco, la Trilatérale et autres machines à métriser les peuples, à mondialiser les économies et à mêler les performances d'athlètes étrangers à l'âme de l'Amérique.

L'ennemi principal n'est plus le Noir ni le « Slavo-Latin », mais l'Hispanique

A l'intérieur, l'adversaire principal reste l'Etat fédéral, la Cour suprême, le FBI et la CIA, c'est-à-dire tout ce qui rappelle le triomphe de l'Union sur la Confédération des Etats du Sud. Le drame de Waco, au Texas (le suicide de 100 fidèles de David Koresh après 51 jours de siège) constituait, pour Timothy McVeigh, la « preuve » par excellence d'une volonté fédérale d'exterminer les ennemis de Big Brother : de bons citoyens, qui tenaient à leurs armes et à leurs libertés religieuses comme à la promesse de leurs yeux. Le « massacre fédéral » de Waco avait eu lieu un 19 avril, après 51 jours de « siège » : c'est donc un 19 avril que choisira McVeigh pour placer son camion bourré d'explosifs de-

vant le bâtiment fédéral d'Oklahoma City, et c'est, rappellerait-il, le 19 avril 1775 que deux grands patriotes, John Hancock et Samuel Adams, « exterminèrent » l'ennemi anglais, lors de la première grande bataille de la guerre d'indépendance, la bataille de Lexington.

Si l'hypothèse d'un acte terroriste commis par un membre d'une « milice » se confirme, l'Amérique des Jeux olympiques serait donc victime d'un passé « mal digéré » - c'est-à-dire de patriotisme révolutionnaire, de racisme et de xénophobie, mis à la mode de Rambo. Comme si la fiction était indissociable de la réalité, les fantasmes des certitudes historiques, l'héroïsme de la violence la plus aveugle. Comment prévenir la répétition d'actes terroristes internes, authentiquement américains, justifiés au nom d'une vieille tradition de violence sudiste, raciste et séparatiste ?

Il n'y a pas de remède simple dans un pays qui se refuse toujours à ficher ses citoyens en leur imposant une carte d'identité, qui tolère la vente libre des armes les plus destructrices (les exceptions à la règle sont ici dérisoires), qui rend difficile la mise en place d'écoutes téléphoniques et qui permet, au nom de la liberté d'expression, la vente en librairie ou la description gratuite sur Internet de ce qu'on pourrait appeler des « manuels du parfait petit terroriste ».

Paradoxalement, la société américaine est à la fois trop répressive et trop permissive. Trop répressive, lorsque la population carcérale atteint, comme aujourd'hui, près de 500 000 Américains (dont 2 700 condamnés à mort), soit vingt fois plus qu'en Angleterre, pour une population cinq fois plus grande. Trop permissive, lorsqu'un Etat réputé « libéral » comme la Californie institue la règle du « *three strikes, you're out* » : trois fois pris et c'est la prison à vie, même pour des condamnations pénales mineures.

Trop permissive, à l'inverse, lorsqu'elle tolère, comme le confirmait la Cour suprême en 1969 dans l'arrêt *Brandenburg Ohio*, une réunion publique de membres du Ku Klux Klan, brandissant des armes et prônant des actions de « *revanche* » contre les autorités fédérales, ainsi que le « *refoulement* » des Noirs américains en Afrique et des Juifs américains en Israël. Trop permissive, enfin, lorsque la Cour suprême accepte, en 1978, le principe d'une manifestation de néo-nazis américains au cœur d'une banlieue juive de Chicago (Skokie). Que dire et que faire lorsque la « liberté d'expression » d'un groupe fanatisé s'exprime par la seule voie des armes ? Les 30 000 policiers de la ville d'Atlanta n'y pourront rien, la grande faiblesse de la police américaine est en amont : elle connaît mal et pérorne mal les groupuscules des milices patriotiques, peut-être parce qu'elle fut trop longtemps influencée par une autre conception, elle aussi perverse, de l'histoire américaine qui situait « l'ennemi » à gauche, dans une logique de guerre froide, et oubliait le potentiel de violence de l'extrême droite sudiste.

Les quelque quarante églises noires mystérieusement brûlées dans le sud des Etats-Unis, depuis un an et demi, auraient dû servir d'avertissement : les héritiers du Ku Klux Klan n'ont pas tous disparu. Mais l'Amérique profonde a changé et le public d'Atlanta n'a manifestement rien de commun avec ces foules hystériques qui participaient, dans la même région ou la même ville, aux lynchages du début du siècle. C'est une foule raisonnable, et l'impressionnant, au fond, est le sang-froid de ces milliers d'Américains qui, le lendemain même de l'attentat d'Atlanta, retournent aux stades olympiques, comme si de rien n'était. La (faute) indifférence des foules est sans doute la meilleure réponse à la violence des insensés.

Denis Lacorne est directeur de recherche au Centre d'études et de recherches internationales. Il est l'auteur de l'invention de la république. Le Modèle américain (Hachette-Purjel, 1991).

Le sport et ses démons

par Catherine Defoligny

A lire le récent article de M. Halphen pronant l'abandon des contrôles antidopage (Le Monde du 18 juillet), on peut croire que le sport de haut niveau est un monde à part, déconnecté du quotidien et des règles élémentaires de vie en société.

Cette thèse, défendue depuis plusieurs années par certains, me paraît tout aussi dangereuse que la politique de l'autruche, consistant à se féliciter bêtement d'une lutte antidopage qui, tout aussi volontaire et complexe soit-elle, a montré depuis longtemps ses limites.

Le sport est sans doute l'une des rares activités qui font encore naître passions et espérances dans une société de cette fin de siècle, plongée dans une crise identitaire forte.

Les jeunes se font en effet de moins en moins d'illusions sur leur avenir et cherchent désespérément des références. Les sportifs de haut niveau, par leur comportement et leurs performances, restent des modèles, malgré les démons qui les assaillent, veulerie, argent, violence, dopage, entraînement intensif précoce.

Si certains sont montrés du doigt pour avoir pris quelques poisons illicites, n'oublions pas la marge leurs capacités physiques déjà supérieures au commun des mortels, ou oubliez surtout de citer les cas de dopage chez de jeunes sportifs, voulant imiter les aînés, pour un résultat sportif de niveau local ou régional. C'est pour ceux-là qu'il ne faut pas baisser les bras.

La lutte antidopage ne se résume pas à des contrôles répressifs, qui ne représentent, comme les contrôles routiers, qu'une infime facette des mesures à prendre. Lutter contre le dopage, c'est, certes, s'attaquer à une montagne, mais c'est aussi préserver l'avenir du sport.

Alors, au-delà d'une prise de

conscience nécessaire des gouvernements et du mouvement sportif face aux dérives financières, aux rythmes effrénés des calendriers de compétition, aux pressions médiatiques perturbant horaires et emploi du temps des sportifs, il me paraît nécessaire de redonner à la médecine du sport la place qui lui revient, car la France n'est guère en pointe dans ce domaine.

Spécialité reconnue de longue date dans d'autres pays et faisant l'objet d'une formation débouchant sur une carrière professionnelle, la médecine du sport n'est en France que l'apanage de quelques médecins, militants sportifs acquis à cette cause, qui défendent leurs théories, sans véritable reconnaissance au plan hospitalo-universitaire, sauf dans le domaine de la traumatologie.

Et pourtant, la médecine du sport ne consiste pas seulement à soigner les sportifs blessés. C'est aussi s'assurer de leurs aptitudes et détecter les talents, les accompagner dans leur carrière sportive grâce à des avis et conseils qualifiés, leur évitant des erreurs diététiques ou des surcharges d'entraînement. C'est la mission que s'est fixée la médecine du sport, permettant à chacun de pratiquer le sport selon ses capacités et sans plus d'optimisme leurs performances.

Développer et valoriser cet exercice médical est sans doute une solution plus difficile et moins spectaculaire que celle consistant à accroître les contrôles. C'est pourtant une voie qui ne me paraît pas avoir été suffisamment explorée ces dernières années. Et c'est sans doute le message qu'a soulaillé faire passer le professeur Escande : n'abandonnons pas le sport à ses vieux démons.

Catherine Defoligny est docteur en médecine et ancien chef du bureau médical au ministère de la jeunesse et des sports.

ATLANTA 96



110m haies, saut en longueur, saut à la perche, 200m, 400m...

L'important, c'est de vous faire participer à chaque instant.



France Supervision retransmet les J.O. 24 heures sur 24, par câble et satellite.

2 3

France Télévision

AU COURRIER DU « MONDE »

LEO KIRCH ET LA CRÉATION EUROPÉENNE

Le portrait de Leo Kirch tracé par votre collaborateur Lucas Delattre (Le Monde daté 28-29 juillet 1996), s'il décrit bien le poids important de cet entrepreneur dans l'audiovisuel allemand, fait curieusement silence sur la hiérarchie de ses choix. Son souci de toujours privilégier l'achat des droits audiovisuels plutôt que le financement de la production vivante, la priorité absolue accordée à la commercialisation des droits de diffusion en langue allemande des films américains, son refus constamment réitéré de produire le cinéma allemand, qui n'a pu se faire que dans la marge avec les seuls subsides officiels, les financements des télévisions publiques et d'Arte allemand (et les coproductions françaises), sont pourtant les caractéristiques principales de son action.

Sa puissance a été d'abord, et est toujours, fondée sur le monopole, accordé par les « majors » d'Hollywood, de vente de leurs films aux télévisions hertziennes d'Etat, en se rappelant que l'Allemagne a été, et reste, le seul grand marché moderne où elles se soient organisées ainsi - sans conclure trop vite que ceci explique cela.

L'intérêt culturel de l'Europe est que Leo Kirch soutienne Fassbinder, Herzog, Wenders, Schlöndorff, Fleischman et les autres plutôt que de s'engager dans une coopération tous azimuts avec son collègue et ami italien Silvio Berlusconi, dont tout le monde a pu apprécier l'action en faveur du cinéma italien, aujourd'hui sinistré après dix ans de règne. « Qui se ressemble s'assemble », dit la sagesse populaire.

Pourquoi faut-il que soient glorifiés constamment, en France, ceux qui ont profité de leur hégémonie pour bâtir des empires financiers aux dépens de la création et des artistes de leur pays ? Loïn de déplorer l'absence de tels géants dans notre paysage, il faut au contraire se réjouir du pluralisme des forces en présence,

celles du cinéma qui ont maintenu vivante leur industrie, la première en Europe, celles de la télévision qui ont bâti leur puissance en participant majoritairement à l'effort de production, tel Canal Plus, qui domine aujourd'hui l'Europe grâce aux investissements considérables faits dans la production vivante française.

Il est amusant d'évoquer le chemin de Damas de Leo Kirch découvrant au cours d'une « équipée mémorable au volant de sa petite voiture personnelle », comme le raconte votre collaborateur, *La Strada* et *Le Voleur de bicyclette*, dont il acheta les droits de diffusion... Il eût été plus enrichissant pour l'Europe, plus gratifiant pour le septième art, qu'il fasse monter dans sa voiture Federico Fellini pour lui produire ses films, plutôt que de partager son jet et quelques monopoles obscurément acquis avec son « camarade » Berlusconi.

Daniel Toscani du Plantier président d'Unifrance Films International

LA FRANCE ET SES MÉDAILLES

Que penser d'une nation - la France - dont la société est dans un état plus piteux qu'il n'a été depuis longtemps et qui se gargarise du nombre exceptionnel de médailles que ramassent ses athlètes ? Cela peut-il légitimement constituer une consolation ? Il existe sans doute un parallèle avec trois des plus grands constructeurs européens d'automobiles à l'égard de leur équipement pour les Jeux olympiques, c'est-à-dire la formule 1. Volkswagen, premier sur le marché, n'y a jamais participé. Renault, qui, depuis des années, a remporté tous les championnats possibles, se trouve nettement en retrait sur un marché en hausse. Enfin, Ferrari, champion légendaire dans cette discipline, n'essaye que culant des défaites depuis cinq ou six ans, mais Fiat, dont il est le représentant, progresse considérablement sur le marché.

J'aimerais mieux que la société française se porte comme Volkswagen ou même Fiat plutôt que comme Renault cette année.

Jean-Claude Maroselli Aix-en-Provence

PODRI

1 FINALE piquante du simple dames en tennis de table : Chen Jing, championne olympique pour la Chine populaire à Barcelone, portera les couleurs de Taïwan contre son ancienne coéquipière Deng Yaping.

2 DEUX POINTS d'écart (73-71) permettent à l'Australie de remporter devant la Croatie, une qualification inattendue pour les demi-finales du tournoi de basket, où elle rencontrera les États-Unis.

3 TROISIÈME défaite des États-Unis devant Cuba. Après le volley-ball masculin et le base-ball (où la revanche pourrait avoir lieu en finale), il s'agit d'un quart de finale du volley-ball féminin (3-0).

Les Jeux d'Atlanta

Le Monde

de nos envoyés spéciaux

Retard et assurances

« Veuillez pardonner le retard du ministre, c'est à cause de la météo ! » Cette fois, l'excuse était en bronze. Pour sa troisième place, obtenue mardi 30 juillet dans le cross-country de VTT, le Français Miguel Martinez a repus, toutes chaudes, les félicitations de Guy Druet. Pendant ce temps, les petits fous refroidissaient au Club France, le quartier général de la délégation nationale. Le cocktail auquel la presse française avait été conviée par le ministère - sans ordre du jour particulier, si ce n'est une volonté de convivialité hexagonale et sportive - allait souffrir de l'emploi du temps bouleversé d'un ministre présent sur tous les fronts.

Quelle délicate torture pour un homme politique français que de brandir de Marseille en Marseille ! Ancien ministre n'avait eu l'occasion de congratuler autant le sport français pour sa ponctualité sur les podiums. Toutefois, l'activité de ministre-moissonneur connaît des hauts et des

bas. Avec une seule médaille tricolore, ce mardi était jour maigre. Les embarras de l'emploi du temps ministériel tenaient à un contretemps moins plaisant.

Alors, le ministre avait prévu de recevoir les directeurs techniques et entraîneurs nationaux pour une brève communication. Le message se transforma en âpre discussion. Les cadres techniques sont en effet inquiets depuis que le ministère du budget a annoncé une réforme de leur statut au 1^{er} janvier 1997 (Le Monde du 20 juillet). Ils ne seront plus mis à la disposition des fédérations par l'État. Les 1 200 fonctionnaires concernés seront réintégrés dans leur corps d'origine, soit détachés, à charge pour les fédérations de les rémunérer directement.

A propos de cette décision de Bercy, dont il est solidaire, Guy Druet s'est voulu rassurant : « Il n'est pas question de détacher l'ensemble des cadres en 1997. Il s'agit surtout d'annoncer un mouvement. » Les présidents de fédérations,

reçus eux aussi par le ministre, s'interrogeaient sur la pertinence de l'opération. Une subvention leur est promise pour payer leurs cadres détachés. « Une compensation intégrale du surcoût », a même précisé le ministre. Il n'est donc pas question d'économie pour le budget de l'État, seulement d'une « clarification administrative » de la situation de ces fonctionnaires hors normes.

Le prétexte apparaît mince au mouvement sportif, qui craint la fragilisation inhérente à toute privatisation. « Les résultats sans précédents enregistrés ici montrent l'efficacité du système français », a déclaré Henri Sérandour, président du Comité olympique français (Cof), qui confirme son refus du projet actuel. Devant le buffet resté intact dansaient les incertitudes. Les conciliabules par petits groupes dormaient au Club France les allures d'une Bourse du travail des plus chics. D'autres rendez-vous ont été pris, puisque chacun a compris que la réforme n'était « pas figée » et son application « progressive ».

Jean-Jacques Bozonnet

JEUDI 1^{er} AOÛT 1996



Dan O'Brien attend l'heure de sa rédemption



Javelot, 110 m haies, poids : trois des dix épreuves qui devraient permettre à Dan O'Brien de conquérir l'or. (Tami Chappel, Gary Hershorn et John Kuntz, Reuters.)

Décathlon. Mercredi matin, l'athlète complet le plus doué du siècle entame une série de dix travaux d'Hercule avec l'ambition d'être, jeudi soir, le premier à franchir le total de 9 000 points

IL EN REFUSE l'évidence avec de longs sourires séduisants et charmeurs. Mais la vérité ne trompe pas : quatre ans après, Dan O'Brien n'a toujours pas effacé de sa mémoire le triste souvenir de ce jour étouffant du mois de juin 1992, où l'infortune a brisé son premier rêve olympique. La scène se passait dans le décor aéré d'un stade de La Nouvelle-Orléans. Il s'agissait du concours du saut à la perche, huitième épreuve du décathlon des sélections olympiques américaines. Dan O'Brien était en tête. Il se sentait bien.

Trop bien, sans doute. A son premier essai, l'échec le saisit en plein vol, mais il refuse de s'en inquiéter. Au deuxième, l'envie de trop bien faire le pousse encore à la faute. Au troisième, la peur fait trembler ses mains, ses bras, l'ensemble de son corps et ce sentiment de supériorité qu'il promenait jusque-là sur le stade.

« J'ai été pris de panique, se souvient-il. J'étais paralysé par l'angoisse de ne pas franchir cette barre

et d'en rester là, sans la moindre performance, écarté pour toujours de la route des Jeux. Alors, j'ai couru voir mes deux entraîneurs. Je leur ai crié de me sortir de cette impasse, de m'aider à vaincre une épreuve dont je n'avais même jamais imaginé qu'elle puisse m'arriver. Ils m'ont parlé, mais je crois ne pas les avoir entendus. J'étais en plein brouillard. J'avais déjà perdu. »

Sa troisième tentative confirme tristement son impression. Dan O'Brien, champion du monde en titre, plus beau spécimen de décathlônien depuis la retraite du Britannique Daley Thompson, sans doute le plus doué du siècle, n'a pas aux Jeux de Barcelone. Il est battu, défaits, brisé. Fin de l'épisode.

LES OBSTACLES DE LA VIE

A l'époque, l'incident fait grand bruit. Le pays comprend mal ce fils de parents inconnus, recueilli à l'enfance par une famille fantaisiste et cosmopolite, ait buté sur un obstacle sans doute

moins périlleux que ceux, nombreux, que la vie a placés sur sa route. Et il n'admet pas de voir ce rebelle à la peau métissée se retirer ainsi de la course olympique, lui que la marque Reebok venait de choisir comme premier rôle de sa dernière campagne publicitaire.

Dan O'Brien le sait trop bien. « Au lendemain de cet échec, raconte-t-il, je suis rentré chez moi. Mon répondeur était rempli de messages de sympathie et d'encouragements. Une bonne trentaine. Mais je les ai à peine écoutés. Je ne voulais voir et entendre personne. Je voulais disparaître. Pleurer et disparaître. »

Depuis, l'âge et l'habitude du succès l'ont aidé à reprendre le dessus d'une carrière unique au monde. Il a désormais trente ans, le crédit de trois titres mondiaux et la légitime ambition de devenir, peut-être dès cette semaine, le premier homme à 9 000 points au décathlon. L'expérience de la faillite le préserve d'un excès de confiance, mais il en convient lui-même avec sérieux et

franchise : sauf catastrophe, rien ni personne ne pourra l'empêcher de venger son erreur passée en remportant, jeudi 1^{er} août 1996, le décathlon des Jeux d'Atlanta. Une certitude construite avec patience, jour après jour, tout au long de ces quatre dernières années.

DEVIN DE MÉLISSITE

Gifé par la vie au moment où il s'y attendait le moins, Dan O'Brien a choisi d'oublier la honte de cet échec en se dessinant un nouveau profil. Il a gommé de son ombre les traces de son ancienne nature, le goût pour l'alcool, les virées sauvages sur les routes de l'Idaho, la drogue et la paresse. Son existence se fait désormais plus rectiligne. Il s'entraîne huit heures par jour, six jours par semaine. Course le matin avec Mike Keller, le « coach » de son université, musculation et technique de sauts, haies ou lancers l'après-midi sous l'œil de Rick Sloan, un entraîneur débouché dans un collège de l'État voisin de Washington.

Un contrat avec Nike, un autre

avec Visa, lui autorisent le luxe d'une vie tout entière consacrée à l'athlétisme. Il s'en félicite. Mais se plait aussi à soupçonner, d'une voix où se cache mal un ton de plaisanterie : « Beaucoup de gens ont mis sur moi. C'est bien et mal à la fois. Je n'ai plus le droit de faire tomber la moindre barre au saut à la perche. »

Ce devoir de réussite, Dan O'Brien l'a renforcé par un long et patient travail de préparation mentale. Il a consulté régulièrement le psychologue de la fédération américaine d'athlétisme. Avec lui, il a appris à vaincre sa peur du 1 500 m, l'ultime épreuve du décathlon, et sa haine de la douleur qui accompagne cet effort d'endurance. Il a appris, aussi, à « penser, vivre et respirer comme un décathlônien ». Une œuvre de quatre ans qui s'achèvera pour lui, une fois franchie l'arrivée du 1 500 m, lorsque la victoire olympique l'aura sorti pour toujours de son long purgatoire.

Alain Mercier

Retour au parc du Centenaire

Sécurité. La foule s'est ruée sur le lieu de l'attentat ouvert mardi

LA VIE a réinvesti le « Centennial Olympic Park », le parc du Centenaire. Elle y grouille même, en ce début d'après-midi du mardi 30 juillet, quelques heures après sa réouverture, quatre jours après l'attentat à la bombe du samedi 27 juillet. Jamais, de mémoire de policiers et de vendeurs, ses allées n'avaient autant été fréquentées.

Du drame, le parc d'attractions mercantiles, au cœur de l'Atlanta olympique, a retiré un nouveau lieu de curiosité. Sur une butte herbeuse, l'échafaudage de fer et de toile au pied duquel la bombe fut déposée est devenu l'un des sites les plus photographiés. Il ne porte plus aucune trace de l'explosion. Des gerbes et des bouquets, des petits drapeaux américains, quelques affichettes placardées sur sa clôture d'enceinte, se chargent de témoigner anonymement de ce qui s'est passé là. En contrebas, à l'emplacement où l'une des deux victimes a été tuée, une banquette étolée est étalée à même la pelouse. Des visiteurs s'en approchent pour prendre la pose. Un homme se sert de son téléphone portable pour assurer à un membre de sa famille qu'il lui parle « de l'endroit où la bombe a explosé ».

Des familles ont élu la butte comme lieu de pique-nique, sous l'œil des caméras des équipes de télévision qui se succèdent autour d'elles. Pourquoi là ? « Parce qu'il faut bien faire comprendre aux assassins qu'ils n'arriveront pas à nous chasser ni à nous faire peur. » D'autres se sont assis dans l'herbe ou se recueillent devant les fleurs. Ils assurent ne se trouver là que pour le souvenir.

Le matin, à quelques mètres de là, sur la scène où le groupe Jack Mac et Heart Attack avait été interrompu par l'explosion, cette détermination et ce recueillement avaient pris un tour plus solennel. Des milliers de personnes avaient assisté à une brève cérémonie, en présence de Juan Antonio Samaranch, président du CIO, du président du comité d'organisation des Jeux, Billy Payne, de la nageuse américaine Janet Evans, représentants des athlètes, et de Bill Campbell, le maire d'Atlanta. « Nous devons avancer, avait martelé ce dernier. Nous ne pouvons pas être otages du terrorisme. »

Comme pour les prendre au mot, les visiteurs se sont ensuite égaillés dans le parc pour renouer avec la frénésie consumériste qui caractérisait l'endroit avant l'attentat. Sans autre crainte apparente que celle de n'avoir assez de temps pour passer par toutes les attractions. A l'entrée du parc, la fouille systématique de tous les sacs, mise en place pour la première fois, mardi, a rassuré la foule. Le dispositif de sécurité, selon les autorités, a été doublé. Les mères de famille ont donc pu regarder sans inquiétude leurs gamins jouer, mi-amusés, mi-étrayés par l'eau des fontaines à jets aléatoires. « Ce parc est sans doute le plus sûr des sites olympiques maintenant », assurait l'une d'elles.

Bénédicte Mathieu

Jérôme Fenoglio

En vélo tout terrain aussi, il y a des médailles à gagner

Cyclisme. Le Français Miguel Martinez termine troisième du cross olympique en VTT, sport en plein essor accueilli pour la première fois aux Jeux

UNE LONGUE partie de saut-mouton, sur les pierres, les talus, les rids-de-poule. Cela tourne, monte et dégringole, cela tire sur les bras, fait cogner le cœur. C'est le VTT. A force d'être à la mode, il est devenu sport olympique. Bien sûr, cela a fait rigoler les puristes. Pour eux, le VTT est au cyclisme ce que le beach-volley est au volleyball.

Cette façon rupestre de pratiquer la petite reine est pourtant des plus sérieuses. Au départ, pour les hommes, quatre tours et demi de 10,65 km de champs, de rocaïlles et de raldillons ; pour les filles, trois tours, soit 31,8 km du même traitement. Les athlètes pédalent, sont ballottés, tendent le museau à l'affût du moindre piège.

En des années 70, appelé *mountain bike* (vélo de montagne), le VTT se propagea en Europe à la fin des années 80. Très vite, l'engouement est énorme, providence des marchands de cycles. Les premiers amateurs louent les sensations de grande liberté qu'apporte cette machine costarde aux roues à pneus larges, aux dix-huit vitesses minimum et au guidon court. En 1995, 2 millions de machines sont vendues en France. En 1995, 2,3 millions. Les variations sont nombreuses, version bucolique pour les sentes de montagne ou citadines pour branchés dynamiques.

En sport, l'Europe choisit. Le cyclo-cross jugé désuet laisse beaucoup de place au VTT. Les médias accourent, les sponsors affluent. Alors que les premières courses

comptent une dizaine de participants, le ROC d'Azur, devenu la plus grande réunion de vététistes d'Europe, rassemblera, en 1995, plus de 5 000 concurrents. Les instances internationales sont séduites.

NOUVEAU ARRIVÉ

En effaçant le 100 km contre la montre par équipes messieurs du programme olympique il y a deux ans, l'Union cycliste internationale (UCI) propose le VTT au Comité international olympique. Le CIO doit trancher entre trois épreuves : la descente, la plus casse-cou ; le trial, exercice de maniabilité et de technicité ; et le cross, course champêtre, qui l'emporte.

Mardi, les coureurs représentant vingt-six nations étaient en-

gagés dans le premier cross de l'histoire olympique. Le Néerlandais Bart Jan Bretjens, champion du monde en titre et horticulteur à ses heures, a décroché, seul loin devant, la médaille d'or. Deux minutes après, le visage du Suisse Thomas Frischknecht, fils de Peter, triple vice-champion du monde de cyclo-cross, s'est fendu d'un large sourire. Enfin, pour saluer sa médaille de bronze, le Français Miguel Martinez a foncé, son VTT cabré sur la roue arrière, vers les photographes.

Comme Thomas, Miguel Martinez appartient à la famille du cyclisme. Il a vingt ans et est le fils de Mariano Martinez, meilleur grimpeur du Tour de France 1978 et médaillé de bronze aux championnats du monde la même année. Il monte sur un vélo à six

ans : « Je suis devenu pro à cet âge-là », dit-il. Il est petit et sec, le profil d'un grimpeur lui aussi, doué pour le cyclo-cross.

Un jour, en stage, Miguel découvre dans un magazine que le VTT ira aux Jeux olympiques. Il ira avec lui. Quelques semaines plus tard, il est champion de France de VTT. Quelques mois plus tard, champion du monde juniors. Comme beaucoup, Miguel Martinez continue le cyclo-cross. Il est champion du monde juniors en titre. Cela lui plaît de vivre ainsi entre deux générations de cyclisme. Parfois, Miguel Martinez, le vététiste, avoue qu'il voudrait bien être aussi un « coursier », comme on dit dans le milieu des routiers.

531.0104



Les Français

● **BOXE.** Rachid Bouaita (poids coq), battu en quarts de finale par Arnaldo Mesa (Cuba). Christophe Mendy (poids lourds), disqualifié en quarts de finale contre David Defagbon (Can.).
● **CANOE-KAYAK.** Pascal Sylvoz (C1 1 000 m), Patrice Lancereau et Pierre Lubac (K2 1 000 m), qualifiés directement pour les demi-finales programmées jeudi. Vincent Olla (K1 1 000 m), également qualifié pour les demi-finales après repêchage.
● **CYCLISME.** Médaille de bronze pour Miguel Martinez en VTT-cross-country. Christophe Dupouey 4^e, Laurence Lebourcier 11^e et Sandra Temporelli 24^e de l'épreuve féminine.
● **NATATION SYNCHRONISÉE.** Les Françaises (Marianne Aeschbacher, Virginie Dedieu, Julie Fabre, Myriam Lignot, Delphine

Maréchal, Charlotte Massardier, Magali Rathier et Eva Riffet) sont 5^{es} à l'issue du programme technique. Pour le libre, prévu vendredi, les Françaises ont dû changer tardivement leur programme à la suite de la polémique née du choix de leur thème initial (dénonciation de l'Holocauste nazi).
● **PENTATHLON MODERNE.** Christophe Ruer 12^e et Sébastien Deleigne 26^e.
● **TIR À L'ARC.** Lionel Torres, qualifié pour les huitièmes de finale. Sébastien Flute, champion olympique à Barcelone, et Damien Létuile, éliminés en trente-deuxièmes de finale.
● **VOILE.** Pour la première fois depuis les Jeux de Montréal en 1976, les Français n'ont obtenu aucune médaille en voile. Franck Citeau et Frédéric Le Peutrec sont 6^{es} en Tornado. Après dix régates : Gwenaél et Jean-François Berthet sont 8^{es} en 470 messieurs, Florence Lebrun et Annabel Chauvin 15^{es} en 470 dames.

PRIMES. Avec les 32 médailles obtenues par la délégation française, en douze jours de compétitions, le total des primes que l'État s'est engagé à verser aux médaillés représente d'ores et déjà 6 970 000 francs. Ce montant, qui dépasse la simple multiplication du nombre des médailles par le montant des primes, s'explique par le fait que la même récompense est accordée à un concurrent individuel et à un membre d'une équipe médaillée. Pour une médaille d'or, la prime est de 250 000 francs, et elle sera versée à 19 champions olympiques. L'argent rapportera 120 000 francs aux 9 médaillés et le bronze vaut 80 000 francs, pour 18 médaillés. La présence de l'équipe de France de handball sur la plus haute marche du podium coûterait 4 millions de francs au budget de l'État. L'épéiste Laura Flessel (deux médailles d'or), le cycliste Philippe Ermenault et l'épéiste Valérie Barbois (or et argent), et le tireur Jean-Pierre Amat (or et bronze) peuvent évidemment cumuler leurs deux primes.

La rude journée des forçats olympiques

Pentathlon moderne. Treize heures d'efforts, cinq épreuves. Pour obéir aux lois du spectacle, le sport réinventé par Pierre de Coubertin s'est concentré. Avec succès

C'EST au sprint qu'Alexandre Parvizi a remporté la plus longue épreuve des Jeux d'Atlanta. Ce ressortissant du Kazakhstan, originaire d'Alma Ata, a ruiné les espoirs du Russe Edouard Zenovka, qu'il a doublé dans la dernière ligne droite et qui - de déception - s'est étalé de tout son long dans le sable du parcours de cross. Zenovka s'est relevé péniblement et a franchi comme il a pu la ligne d'arrivée avant de s'effondrer dans les bras de membres de l'organisation. Treize heures d'efforts et d'attente pour se faire souffler la médaille d'or du pentathlon dans les dix derniers mètres.

Le pentathlon moderne est l'une des disciplines les plus exigeantes qui soit. Elle demande de combiner force physique, endurance, concentration, sensibilité, agilité et précision. Des qualités a priori contradictoires. Concilier l'inconciliable : telle était justement la volonté de Pierre de Coubertin quand il ressuscita le pentathlon, en 1912, comme il l'avait fait pour les Jeux olympiques vingt années plus tôt.

TRADITION MILITAIRE

Dans l'Antiquité, le pentathlon comprenait une course de vitesse, une course de fond, une épreuve de saut, une épreuve de lancer et une compétition de lutte. Le baron de Coubertin, qui rêvait de voir les militaires cohabiter pacifiquement, réinventa le pentathlon. Il le construisit autour de sports de tradition militaire comme l'escrime, le tir et l'équitation, auxquels il ajouta les deux piliers de l'olympisme moderne : la natation et l'athlétisme.

Pendant longtemps, les épreuves de cet agglomérat de disciplines se sont disputées sur quatre ou cinq jours. De quoi dissuader les spectateurs. Pour préserver l'avenir olympique de leur sport, menacé en 1992, les dirigeants de l'Union internationale de pentathlon moderne ont fini par accepter que tout ne se déroule plus que sur une journée et que l'épreuve de cross soit disputée en dernier lieu, avec un système de handicap calculé sur les résultats des quatre précédentes épreuves, cela afin de permettre que le vainqueur final soit celui qui franchit le premier la ligne d'arrivée.

C'était la première fois, mardi, que cette formule était appliquée aux Jeux olympiques. Le superbe spectacle donné lors du cross final, incertain jusqu'aux dernières secondes, a justifié à lui seul la présence du pentathlon moderne aux Jeux.

C'est donc peu avant 5 heures que se sont levés mardi les 32 concurrents qualifiés. Rendez-vous était pris au Georgia World Congress Center pour y disputer sur le coup de 7 heures une épreuve de tir au pistolet. A 8 h 30, on a changé de salle et d'arme : chaque concurrent a affronté ses 31 adversaires dans

une série d'assauts en une touche à l'épée. Les pentathlètes ont ensuite gagné la piscine olympique en car et y ont effectué chacun 300 mètres en nage libre. Puis ils ont repris la route et rejoint, tout en se restaurant, le Georgia Horse Park, situé à l'extérieur d'Atlanta.

TIRAGE AU SORT

Là, ils ont assisté au tirage au sort qui leur attribuait l'un des 16 chevaux présents pour le parcours de saut d'obstacles. Restait enfin à courir les 4 000 mètres décastrés, qui se sont achevés peu avant 21 heures.

Pour le Français Sébastien Deleigne, cette journée a rapidement viré au canchémus. Une accumulation de touches encaissées en escrime, et la spirale de la défaite s'est enclenchée. Le champion d'Europe 1995 a fini la journée démoralisé et au bord des larmes. Christophe Ruer, lui, a pu y croire jusqu'en fin d'après-midi. Comme en 1992 à Barcelone, où ses illusions et ses espoirs de médaille s'étaient envolés quand le tirage au sort lui avait attribué la pire des montures, il a été victime de l'équitation. « Par rapport à celui de Barcelone, mon cheval ici était une formule 1, dit-il. Mais, en vingt minutes de monte, il n'était pas possible de trouver les boutons qui le font fonctionner. Dès que l'on montait dessus, il partait dans tous les sens. Il n'était pas exploitable en pentathlon. Le plus dur, c'est de se rendre compte après onze heures de compétition que le fruit de quatre années de travail est en train de s'envoler sans qu'on y puisse rien. »

Car le pentathlon exige une dernière qualité, et pas la moindre : la chance.

Gilles Van Kote

Nate Jones sort de prison pour arrêter Felix Savon

Boxe. Le chemin de la rédemption pour le poids lourd américain passe par un affrontement avec le champion cubain, qui serait une finale très médiatisée

ENTRE LES CORDES du ring, Nate Jones n'a jamais paru aussi libre. Il court, vole dans tous les recoins d'un espace qu'il s'est approprié, au point d'en faire le lieu d'une intime rédemption. Grâce à ses poings, le poids lourd américain se venge du mauvais sort, compagnon obstiné de tous les jours de sa vie.

En ce mardi 30 juillet, jour des quarts de finale, Jiang Tao, un Chinois, est l'adversaire désigné pour souffrir, un obstacle de plus à renverser pour s'offrir le titre olympique. Nate Jones ne pense qu'à l'or, à cette finale victorieuse qu'il s'est promise comme un pied de nez au malheur. Il ne se laissera arrêter par personne.

Car Jones est un cas. Sa vie n'est qu'une longue déroute, un concentré de mauvais coups presque unique dans un genre pourtant très connu. L'Amérique raffole des bonnes histoires de boxe. Elles mettent toujours en scène des pauvres-gosses de la rue

à l'enfance massacrée, que le « noble art » finit par rendre riches et célèbres.

Nate Jones n'est pas encore riche, tout juste un peu célèbre. En matière de biographie chaotique et accidentée, il n'a rien à envier à l'irrépressible dynastie des boxeurs marqués par un trop lourd destin. Originaire de Chicago, il est un de ces maudits de naissance, dont on se demande toujours par quel miracle ils sont encore en vie.

Comme beaucoup de jeunes Noirs et pauvres du ghetto, il appartient à une famille nombreuse de onze enfants. Privé de père, élevé par une mère promue malgré elle seul maître à bord d'un navire qui prend l'eau. Il a treize ans, lorsque Thomas, son frère aîné, se suicide en se tirant une balle dans la tête. Il en a quinze, quand Candice, sa sœur, est tuée dans un accident de voiture. L'année suivante, il perd son père, atteint par la gangrène

après l'amputation d'une jambe. Pour parfaire ce parcours impensablement sinistre, il emprunte les chemins de traverse de la délinquance.

Comment pourrait-il en être autrement ? La rue l'appelle avec insistance. Il ne lui a pas résisté. Il est condamné une première fois à deux ans de prison pour un vol à la roulotte dans l'Illinois. Il est en prison pendant les Jeux olympiques de Barcelone, à des années-lumière du sport. A sa sortie, il se lance dans le trafic de drogue. Il mène la vie dangereuse d'un membre de gang.

ÊTRE LE NOUVEAU CAPONE

« J'ai grandi - explique-t-il au quotidien USA Today - en pensant que jouer aux dés et devenir le nouvel Al Capone était le summum dans la vie. C'est pour cela que j'ai voulu devenir dealer. » Et, un jour, il y a cette nouvelle arrestation, la peur d'être renvoyé

en prison. Nate Jones y échappe de justesse. Il trouve soudain la force de se tourner vers son autre passion, la boxe.

Dans cette vie sans issue, il fallait bien qu'il y ait un miracle. Il a pris la forme de l'un de ces entraîneurs dévoués au noble art, et à tous ses tracas. Tom O'Shea est l'homme qui a révélé à Jones l'existence d'une autre voie. Il n'a jamais lâché son boxeur. Il lui écrivait, lorsqu'il n'était en prison qu'un détenu anonyme, lui envoyait quelques dollars pour améliorer l'ordinaire. A sa sortie, il l'a pris en charge à nouveau. En deux mois d'entraînement intense, le poids lourd a découvert en lui les ressources nécessaires pour gagner l'édition 1994 des Golden Gloves, les Gants d'or, compétition amateurs de référence pour les Américains. En 1995, il a récidivé. Ce double lui ouvrait grandes les portes des Jeux olympiques. Il faisait peser sur ses épaules la tâche écrasante de vaincre le Cubain Felix Savon, le champion sortant, entêtée référence de la catégorie.

Aujourd'hui, l'Amérique de la boxe s'émervaille de l'extraordinaire histoire de Nate Jones. Elle n'en a pas pour autant fait son favori. Antonio Tarver, dans la catégorie inférieure des mi-lourds, est un prétendant au titre plus convaincant. C'est sur lui que l'on compte pour malmenier l'hégémonie cubaine, consacrée par sept médailles d'or, il y a quatre ans. Tarver est plus adroit, plus technique, plus puissant.

Et Jones n'en a pas fini avec le malheur. Nathalie, sa sœur jumelle, celle à laquelle il souhaite dédier sa médaille d'or, est tombée gravement malade, quelques semaines avant le début de la compétition. Elle a failli mourir à deux reprises. Nate Jones semble en faire une raison de plus pour se convaincre qu'il n'y a qu'une manière de mettre KO le mauvais sort. Sur le ring, il avance. Il continuera d'avancer, jusqu'à ce que la vie en or lui tende les bras.

Pascal Caux



Le boxeur poids lourd américain Nate Jones (à droite), qualifié pour les demi-finales, avait montré son punch contre le Britannique Fola Okeola au 2^e tour. (Oleg Popov, Reuter.)

L'« Atlanta Daily World », le plus ancien journal noir des Etats-Unis, survit difficilement

A L'OMBRE DES TOURS du centre-ville d'Atlanta, à vingt minutes à pied des locaux de la chaîne de télévision CNN, survit une bâtisse sans prétention, une construction de briques rouges, vestige du temps où les cités avaient dimension humaine. La porte s'ouvre sur le siège de l'Atlanta Daily World, le plus ancien journal noir des Etats-Unis. Une institution à la mode d'antan, née le 5 août 1928.

Ici, à l'heure de l'information continue et du multimédia, les articles sur les Jeux s'écrivent encore à l'ancienne, en tapotant sur des machines à ruban. Les vieux bureaux sont encombrés de papiers. Il n'y a pas l'air conditionné, juste un ventila-

teur. La légende dit que Martin Luther King, gamin du quartier, vendait le World pour gagner trois sous. Par la suite, le petit vendeur d'Auburn Avenue est devenu « Doctor King ». Il s'est battu pour l'égalité des races et le journal a grandi avec lui. Le premier journaliste noir à assister à une conférence de presse à la Maison Blanche fut d'ailleurs l'un de ses reporters, Henry McAlpin. D'autres journalistes ont fait leurs classes au World, dont Stanley Scott, Prix Pulitzer en 1965 pour son enquête sur l'assassinat de Malcolm X.

Debout devant des photos jaunies, Ruth Scott Simmons se souvient de ces temps de lutte. A quatre-vingts ans, cette vieille dame aux lunettes d'institutrice a connu les marches pour les droits civiques, l'époque où le World récoltait des fonds en faveur des Noirs accusés, à tort, de viol ou de meurtre. Elle a également côtoyé le « Doctor King » : « Il nous aimait bien parce que nous avons toujours été un journal sérieux. » Sérieux et conservateur (modéré), fait rare dans cette communauté proche des démocrates.

« UN DEVOIR DE MÉMOIRE » La famille Scott régit en fait sur le World depuis 1928. La rédactrice en chef, Portia Scott, est d'ailleurs la fille du directeur, lui-même frère du fondateur. « Nous avons un devoir de mémoire, assure-t-elle, il faut transmettre aux jeunes générations l'histoire de cette ville. C'est difficile car bien des adolescents n'ont plus conscience de ce qu'ont vécu leurs ancêtres. Rien ne serait pire que l'oubli. » Dernière ce constat, une évidence : le World et ses neuf permanents vivent mal cette évolution.

Depuis 1990, le journal ne paraît plus que trois fois par semaine et les ventes plafonnent à 17 000 exemplaires. D'autres publications, plus militantes, plus modernes aussi, attirent les lecteurs. Les Jeux n'ont rien arrangé : les annonceurs ont reporté leurs budgets sur l'événement. Faute de publicité, Portia Scott ne sort que deux numéros par semaine, le dimanche et le jeudi. « C'est un moment pénible, admet-elle, j'espère que tout rentrera dans l'ordre le 6 août. » En attendant, le World privilégie les photos et les articles sur les champions noirs, les « African Americans » (Américains d'Afrique), comme l'on dit désormais aux Etats-Unis. Tout ce qui concerne l'attentat, ainsi que les activités ou les commerces d'Auburn Avenue - qui ne connaissent pas l'affluence espérée -, occupe également une place importante dans les dix pages du journal.

Malgré tout, la rédaction ne peut cacher une certaine amertume. D'abord parce que les organisateurs, volontiers méprisants, ont réchigné à délivrer à ses journalistes des accréditations pour assister aux Jeux. A la dernière minute, le World a fini par en obtenir deux, une pour un rédacteur et l'autre pour un photographe. Second motif d'amertume : la sensation que cet événement échappe aux « African Americans ». Selon Portia Scott, les Jeux sont une affaire gérée par des Blancs dans l'intérêt des Blancs. « Nous sommes fiers qu'Atlanta accueille les Jeux, mais il aurait été plus sain d'associer vraiment les communautés à cette opération. Or ce n'est pas le cas : tout est tenu par le milieu des affaires, autrement dit une majorité de Blancs. »

Philippe Broussard

Jack Drut



lorsqu'il s'assure, pendant les temps morts, qu'il maîtrise de ballet pour un public aux exigences, si se fait, devant la bouche une bulle de chewing-gum rose dont la persistance ne peut se retrouver que dans une cour de récréation CM2.

La médaille d'or du plus beau décollant de Jeux, si elle devait être décernée, irait certainement pas Schappé à Paolo Pezzo, victricéuse de l'épave féminine de VTT, un sport qui vient remonter du Chagel, et c'est tout dire. La trace de la médaille de bronze de la même spécialité, l'Américaine Susan DeMattei, mérite également une mention : elle est si longue qu'on se demande comment elle fait pour ne pas se prendre dans les rayons.

Au chapitre des performances non sportives qui forment l'admiration, situons celle de Guy Durr, ministre de la Jeunesse et des sports. Là voilà un que Jacques Chirac doit se féliciter tous les jours d'avoir nommé dans son cabinet. Car la seule façon d'empêcher la copitologie de l'équipe Juppé d'être une performance c'est pas de la faire, mais de la concurrencer n'étant pas très redoutable, mais son passage aux J.O. devrait lui permettre de distancer définitivement ses

collègues, il est mortuor, Druet, veillant au moine de drut, général de la cellule de crise quand les bombes explosent, il reconforte ceux qui tombent, il est le premier à féliciter les vainqueurs ou à consoler les perdants.

Et pendant l'on ne se réveille pas à chaque instant, le colonel est un ministre de la République, il peut confondrait aisément avec l'homme de police qui s'est payé le voyage jusqu'à Adam et qui ne va pas tarder à revenir vous « bassiner » avec les cinq cents révolutions à l'heure dont nous ne faisons rien, il est le premier à vous et moi, avouant « tout ce que l'école » avant le départ de Charles Joël Pélac lors du 400m historique.

Il est installé dans la fonction de Jack Druet qui était en déshérence depuis son départ du gouvernement, celle d'un ministre, et les gens dont il a la tutelle, dominant l'impression d'être exactement à la place où il doit être. Question d'apparence peut-être, qu'il ne manifeste pas au examen « politique ».

Il est le maître de la compétition, chaque médaille est une victoire, mais l'essentiel de la performance est Guy Druet, qui devra désormais être de ses talons.

Luis Rodriguez

MÉRCREDI 31 JUILLET

[illegible]

Basket-ball féminin. La victoire olympique de l'équipe féminine américaine est la dernière étape avant le lancement d'un championnat professionnel dont la popularité semble déjà assurée

nants», confirme Sandi Bittler, manager général du projet.

Or la liste définitive des huit formations, d'autres questions demeurent en suspens, notamment celle des salaires proposés. Ceci doit être assez élevés pour dissuader les meilleures joueuses d'aller exercer leurs talents en Europe, en particulier en Italie. Sur les treize internationales retenues pour Atlanta, onze ont déjà évolué à l'étranger. A l'avenir, elles devraient demeurer en pays car l'Amérique sera sans doute le nouvel épicentre du basket féminin.

Même si l'aspect pécuniaire sera négocié après les jeux — les prétentions financières des vedettes donneront la tendance du « mar-

ché » — en cause. Des contrats d'ores et déjà transmis semaine après semaine, division par division, estime le spécialiste de Washington.

LA NBA

Un projet pour le sous pays Basket-mal à l'Etat-Unis. B.

ne pourra remettre en question Women NBA. Les statuts d'exclusivité ont déjà été signés avec les C et ESPN pour la retransmission de toutes les matches pendant le soutien de la télévision. « Je devrais être un succès », dit le journaliste J. A. Adam, du basket au quotidien Post.

UN PAYS PÉNALE

Les concurrents, annoncés pour l'automne prochain, sont l'Association Américaine de Basket (AAB) (American Basketball League), aura bien du mal à se faire concurrence. Alors la NBA est toute-puissante ne pourra l'em-

pecher d'investir sa main dans le jeu. Il faut leur éduquer plus. En 1995, cinq sommes ont assisté entre collèges, l'union scolaire. L'année qu'une équipe supérieure donc d'un impo-

« Le public suivra »

Bitler. Les femmes hommes et les enfants.

La NBA pensait maintenir américain lance une nouvelle duits. Il lui faut championnat avant début. Pour ce safin se démarquer afin d'éviter une offensive à toutes et

voient autre chose, une Sanza, un Bissim, pratiquement un sport de *féféré*, rien ne sert de faire le comparatif. » Les Internationalistes prennent le même discours. « Ce n'est pas de nous comparer aux gars, ils ne prend Januário Aziz, nous ne nous nous pas la même vie ».

Cette différence, revendiquée comme argument commercial, explique en partie le triomphe de l'Américain à Atlanta. A l'inverse, des hommes, dont les prouesses techniques ne surprenent plus personne, elles produisent un effet déconcertant, bien plus vite. Comme si elles s'entendaient également pour pousser le spectateur et son maître en jouant, le public est conquis. A chaque temps mort, se lève même pour danser son musique du groupe disco Village People.

Cette popularité fait passer

Au-delà des ambitions olympiques, le public voit dans ces championnes aux maillots rouges (Les messieurs sont en bleu) des pionnières investies d'une mission nationale : implanter durablement un championnat professionnel féminin aux Etats-Unis. Dans un pays génétiquement porté à adorer des géants musculaires, parler d'équipe semblait tenir de la paille. U est pourtant en passe d'être relevé. D'abord parce que les *Dreamettes*, invaincues depuis cinq quinzante-huit matches, sont sur la voie de la finale et que leur popularité ne cesse de croître. Ensuite parce que ledit championnat professionnel n'a rien d'une utopie.

Sous l'égide de la NBA (ligue masculine), la Women NBA verrà en effet le jour en juin 1979. Elle réunira huit équipes, dans des villes qui comptent déjà des clubs masculins de renommée mondiale. Ces villes ne sont pas encore désignées, mais des « filiales » féminines devraient être lancées à Chicago, Houston ou encore New York. « Elles utiliseront les mêmes salles que les hommes et bénéficieront des structures des clubs exis-



Coup de barre pour Igor Halikov

Une barre de 182,5 kg retombe sur l'athlète ouzbek Igor Halikov, qui tentait de l'arracher la catégorie des 108 kg, remportée, mardi 31 let, par le Russe Andréï Tchemerkine. La dé dans cette épreuve, du Biélorusse Alexandre

lovitche lui a interdit d'égaliser le Turc manoliou, qui reste le seul haltérophile grec à avoir gagné trois titres olympiques consécutifs, treize records du monde d'haltérophilie ont été améliorés à Atlanta. (Ralf Stock)

mée, elle aussi. Car l'Amérique que nous avons connue, qu'il lui faut de nouveaux idoles. Au printemps 1995, tout fut donc fait pour former la meilleure équipe féminine que le pays ait jamais connue. Treize joueuses furent sélectionnées en vue d'une préparation de type communautaire en quatorze mois, elles ont parcouru 100 000 kilomètres et disputé des dizaines de matches, d'Australie à la Sibérie en passant par la Chine. Budget de l'opération : 16 millions de francs. Tout cela pour l'or d'Atlanta.

Ces voyages ont renforcé les liens d'amitié. De l'avis général, règne entre les joueuses une entente très féminine, faite de rires et de complicité, incomparable avec l'attitude un rien blasée de stars masculines. Malgré les victoires, elles n'en finissent plus d'étonner de la ferveur du public. « C'est tout de même une belle histoire ! Insiste Tara Vanderveere, l'embarcadere de la sélection. Plus tard, en me retournant sur le passé, je pourrais dire que j'y ai participé. »

Philippe Broussard

[illegible]

Coup de barre pour Igor Halikov

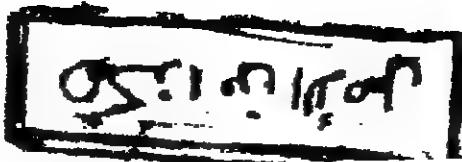
lovitch lui a interdit d'égaliser le Turc Naim Souleimanogiou, qui reste le seul haltérophile à avoir gagné trois titres olympiques consécutifs. Au total, treize records du monde d'haltérophilie ont été améliorés à Atlanta. (Ralf Stockhoff, Reuters).

Philippe Broussard

VITTEL.
POUR LES ATHLÈTES
DU QUOTIDIEN.

FOURNISSEUR OFFICIEL DE L'ÉQUIPE DE FRANCE OLYMPIQUE.





ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 1^{er} AOÛT 1996

15

TRANSPORT AÉRIEN US Air, filiale à 24,6 % de British Airways, a intenté, mardi 30 juillet, un procès à American Airlines et à British Airways devant un tribunal fédéral de

New York. La sixième compagnie aérienne américaine dénonce l'alliance stratégique annoncée par les deux transporteurs le 11 juin. ● BRITISH AIRWAYS et American Airlines pré-

voient de coordonner leurs vols transatlantiques et de mettre en commun leurs codes informatiques de vols. ● US AIR considère que cette alliance n'est pas compatible

avec son propre accord avec British Airways, qui remonte à 1993. Elle dénonce aussi le caractère monopolistique du mariage anglo-américain. ● SUR LES VOLS transatlan-

tiques les deux alliés représenteront 25 % du marché. Six autres compagnies américaines ont écrit au président Clinton pour se plaindre de l'accord.

US Air dénonce l'alliance entre British Airways et American Airlines

La compagnie américaine porte plainte devant les tribunaux contre le caractère monopolistique de ce mariage. Six autres compagnies ont écrit à Bill Clinton dans le même sens. Le Parlement britannique approuve le projet, mais Washington et Bruxelles doivent se prononcer à leur tour

MAUVAISE SURPRISE pour British Airways et American Airlines, mardi 30 juillet : US Air, filiale à 24,6 % de British Airways, leur a intenté, sans les en avertir, un procès devant un tribunal fédéral de New York. La compagnie aérienne US Air dénonce l'alliance stratégique, conclue le 11 juin, entre les numéros un européen et américain. Les deux compagnies ont décidé de coordonner leurs activités de fret et de passagers entre l'Europe et les États-Unis et de mettre en commun leurs codes de vols et leurs programmes de fidélisation à compter du mois d'avril 1997.

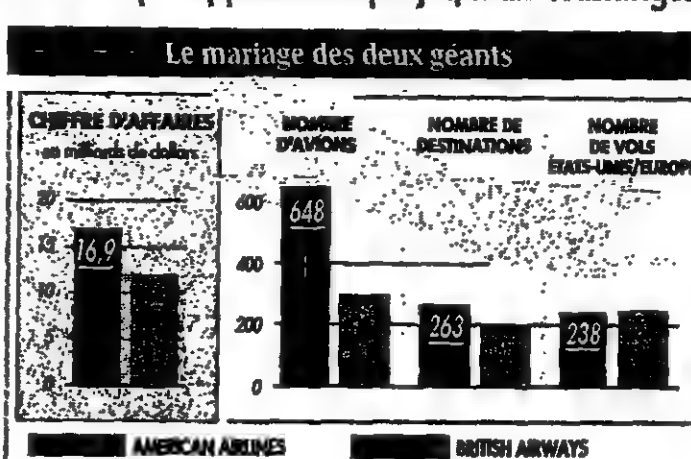
La sixième compagnie américaine considère que ce mariage n'est pas compatible avec l'alliance qu'elle a conclue elle-même avec British Airways dès 1993. US Air déclare avoir fermé des lignes rentables sur Londres et avoir investi en matériel et en dépenses de marketing du fait de cette relation. British Airways a répondu que son mariage avec Ame-

rican Airlines ne modifie en aucun cas les termes de sa relation avec US Air.

CARACTÈRE CONCURRENTIEL

US Air accuse, en outre, British Airways et American Airlines de violer la législation antitrust américaine. Allées, les deux compagnies vont représenter 25 % du marché transatlantique. Sur les liaisons Grande-Bretagne/États-Unis, ce pourcentage montera à 60 %. Les deux partenaires détiendront 70 % du Londres-New York. La compagnie britannique Virgin Atlantic Airways et son mécène, le patron Richard Branson ne ratent aucune occasion de critiquer avec véhémence la teneur monopolistique de cette alliance.

Six compagnies américaines (Continental, Northwest, TWA, Delta, Tower et United Airlines) ont écrit au président Bill Clinton la semaine dernière pour lui demander d'interrompre les négociations en cours avec la Grande-Bretagne sur un éventuel accord



de « ciel ouvert » (libéralisation) entre les deux pays. Cet accord est une condition sine qua non de la nouvelle alliance : les six contestataires souhaitent que Washington attende les conclusions d'une

étude du département de la justice sur le caractère concurrentiel de l'accord.

Même si elles ne se font plus d'illusion, les compagnies concurrentes espèrent au moins une at-

tribution de créneaux horaires pendant lesquels leurs avions pourront décoller de l'aéroport d'Heathrow ou y atterrir. L'aéroport londonien est l'un des plus saturés au monde et les créneaux disponibles y sont de la plus grande rareté. British Airways et American Airlines pourraient être obligées d'abandonner certains des leurs pour qu'ils soient réattribués à la concurrence.

Pour l'instant, le processus qui doit confirmer ou infirmer le projet des deux compagnies suit son cours. La commission des transports de la Chambre des communes britannique a donné, mardi 30 juillet, un avis favorable à leur projet de mariage. Les députés n'ont pas jugé nécessaire que le gouvernement saisisse la Commission des monopoles et des fusions sur cette affaire. Ils ont en revanche estimé que le gouvernement devrait envisager d'élargir l'accès des autres compagnies américaines aux aéroports londoniens. Aujourd'hui, seules Ameri-

can et United Airlines proposent des vols au départ de Londres. Bruxelles et Washington doivent à leur tour se prononcer.

UN PARTENARIAT COMPROMIS

Quoi qu'il advienne, le conflit qui oppose désormais US Air et British Airways pourrait signifier la fin de leur partenariat. La participation de 24,6 % de British Airways dans US Air a déjà coûté plus de 4 milliards de francs à la compagnie britannique qui pourrait vouloir la céder. De son côté, US Air est dirigé, depuis ce printemps, par Stephen Wolf, l'ancien patron de United Airlines et qui fut conseiller, pendant quelques mois, de Christian Blanc à la tête d'Air France. La compagnie pourrait avoir des envies d'indépendance. Notamment pour pouvoir se retourner et conclure une nouvelle alliance en Europe. Et pourquoi pas ? avec Air France.

Virginie Mathé

Bruxelles veut « sauver » les chemins de fer européens

LA COMMISSION européenne dresse un constat noir des chemins de fer en Europe. « Un train de marchandises voyage en moyenne à 14 kilomètres-heure... Il peut rester immobilisé pendant des heures en attendant les contrôles aux frontières... A ce rythme, le transport ferroviaire de marchandises risque de tomber en désuétude au cours de la prochaine décennie. Le transport de passagers décline également de façon dramatique : un Allemand prend le train en moyenne deux fois par an à peine », indique la Commission, qui a rendu public, mardi 30 juillet, un Livre blanc proposant « une nouvelle stratégie pour sauver les chemins de fer européens ».

AIDES LIÉES À LA VIABILITÉ

La Commission prône « un partage clair des responsabilités financières entre l'Etat et les chemins de fer, afin de soulager le rôle de sa dette et permettre une gestion financière indépendante ». Cela passe par un effort des compagnies. « Les chemins de fer doivent réduire les coûts et améliorer leur gestion financière », indique la commission, qui ne veut plus de subventions à fonds perdus. « La commission n'autorisera les aides d'Etat que si elles sont (...) assorties d'un plan de restructuration dont l'objectif est de progresser vers la viabilité ».

Bruxelles veut aussi « introduire les lois du marché ». Elle souhaite créer quelques corridors ferroviaires ouverts à la concurrence pour le fret. Les lignes concernées pourraient être Lisbonne-Paris-Berlin ou Rome-Hambourg-Stockholm.

La commission ne renonce pas au service public du rail. « Les Etats membres devraient prendre la responsabilité financière des projets d'infrastructure aux retombées sociales significatives, mais dont il est peu probable qu'ils génèrent des profits ». Pour plus d'efficacité, la Commission suggère, entre autres, l'octroi de concessions de service public à des opérateurs sélectionnés sur appel d'offre.

Pour créer un véritable marché européen du rail, la Commission propose « une coordination plus étroite pour intégrer les infrastructures, coordonner la recherche et développement, harmoniser les normes techniques ». Bruxelles, qui ne cache pas que la modernisation des chemins de fer sera socialement très douloureuse, envisage des contributions du fonds social européen.

Le constructeur aéronautique McDonnell envisagerait un rapprochement avec Raytheon

LES GRANDES MANŒUVRES dans l'industrie américaine de la défense sont loin d'être terminées. Selon le Wall Street Journal du mercredi 31 juillet, McDonnell Douglas, deuxième avionneur américain et principal fournisseur du Pentagone, aurait entamé des discussions avec le groupe diversifié d'électronique Raytheon pour « une possible fusion » ou « un rapprochement de leurs activités espace et défense ». Les deux groupes se sont refusés à tout commentaire sur ces informations.

Cette opération aboutirait à créer un groupe géant d'une taille comparable à Lockheed-Martin, né de la fusion entre Lockheed et Martin Marietta en 1994. Depuis ce rapprochement, McDonnell Douglas, longtemps premier groupe de défense américain, avait rétrogradé à la deuxième place et les analystes n'ont cessé de spéculer sur des discussions entre McDonnell et d'autres industriels du secteur, afin de retrouver une taille comparable à Lockheed-Martin. En 1995, McDonnell, affecté également par la concurrence d'Airbus dans l'aéronautique civile, avait entamé des négociations avec Boeing qui n'ont pas abouti.

Selon un classement paru cette semaine dans l'hédomadaire américain Defense News, le chiffre d'affaires des activités défense de McDonnell Douglas s'élevait à 10,07 milliards de dollars (50,4 milliards de francs) en 1995 sur un chiffre d'affaires total de 14,3 milliards. Parallèlement, Raytheon, qui s'est rendu célèbre pendant la guerre du Golfe avec le missile antimissiles Patriot, a enregistré un chiffre d'affaires dans la défense de 4 milliards de dollars l'an dernier, sur un total de 11,7 milliards. Parmi ses activités civiles, Raytheon produit notamment des avions légers

sous les marques Beech et King Air. A eux deux, ils représenteraient un poids directement comparable à celui de Lockheed-Martin, dont le chiffre d'affaires dans la défense s'est élevé en 1995 à 14,39 milliards de dollars.

CONCENTRATION ACCÉLÉRÉE

Pour autant, l'opération est loin d'être faite. Les capitalisations boursières de McDonnell et Raytheon sont comparables, mais leur chiffre d'affaires, et plus encore, leur rentabilité très différents, ce qui poserait des problèmes pour établir des parités en cas de fusion. L'an dernier, McDonnell Douglas a perdu 416 millions de dollars, tandis que Raytheon gagnait 792 millions de dollars.

En tout cas, les deux groupes sont condamnés, selon les spécialistes, à nouer des alliances pour préserver leurs positions dans un marché de la défense en phase de concentration accélérée. Selon un autre journal américain daté du 30 juillet, le Boston Herald, McDonnell étudierait également l'acquisition de Rockwell International, Hughes Electronics (une filiale de General Motors) et Northrop-Grumman. Quant à Raytheon, depuis plus d'un an, les dirigeants du groupe ont fait savoir qu'ils envisageaient des acquisitions majeures. Raytheon a tout récemment acheté les activités aérospatiales et de défense de Chrysler et acquis des technologies de commandes militaires et de cryptage avec le groupe E-Systems.

A Wall Street, l'action Raytheon a enregistré, mardi 30 juillet, l'une des plus fortes hausses de la séance en gagnant plus de 4 % et, dans le même temps, McDonnell s'est apprécié de 0,9 %.

La Banco di Napoli devrait être privatisée

LE PLAN DE SAUVETAGE de la Banco di Napoli préparé par le gouvernement italien a été approuvé, mardi 30 juillet, à une très large majorité, par les actionnaires. Il prévoit une recapitalisation à hauteur de 2 280 milliards de lires (6,5 milliards de francs) et la privatisation de l'établissement financier à la fin de l'année 1996, après la constitution d'une nouvelle société dans laquelle seront regroupés les encours à risque (environ 10 000 milliards de lires).

Victime de contrôles insuffisants dans la distribution des prêts, des difficultés économiques dans le sud du pays et d'une dérive des coûts, la Banco di Napoli, septième banque italienne, avait enregistré des pertes de 3 000 milliards de lires en 1995.

UN NOUVEAU PRÉSIDENT

Les actionnaires ont élu, mardi 30 juillet, un représentant du ministère du Trésor, Giuseppe Falcone, comme nouveau président, en remplacement de Carlo Pace, qui avait démissionné en avril pour se présenter aux élections législatives.

Le plan de sauvetage doit maintenant recevoir l'aval de la commission européenne de Bruxelles, qui déterminera « si la recapitalisation

est compatible avec les règles du marché unique » et qui a demandé, mardi, au gouvernement italien, des compléments d'informations.

Le Trésor italien a aussi rendu public, mardi, une étude commandée à la banque d'affaires britannique N.M. Rothschild. Les experts mettent en avant les coûts salariaux particulièrement élevés (119,9 millions de lires par employé,

contre une moyenne nationale de 111,4 millions). Ils préconisent des réductions d'effectifs (de 11 825 aujourd'hui à 9 800 d'ici à la fin 1997) et préparent la fin du système des promotions automatiques (la direction représente 3 % des effectifs, contre 1 % en moyenne en Italie). Ils concluent que « la banque doit passer d'une culture d'insécurité à une culture d'entreprise ».

LE RESUME DE LA NUIT OLYMPIQUE À LA CARTE SUR CANAL +



TOUS LES MATINS CANAL + VOUS DONNE RENDEZ-VOUS POUR REVOIR OU DÉCOUVRIR LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE LA NUIT OLYMPIQUE. VOUS AUREZ LE CHOIX ENTRE 4 DIFFUSIONS D'UN RESUME DE 15 MINUTES DE 6 H 00 À 7 H 00, 4 DIFFUSIONS D'UN RESUME DE 30 MINUTES DE 7 H 00 À 9 H 00 ET UN RESUME DE 60 MINUTES À 9 H 00.

Pendant qu'on regarde CANAL+ au moins on n'est pas devant la télé.

■ **LES COURS DU PÉTROLE BRUT** ont terminé sur une modeste hausse mardi sur le marché à terme new-yorkais. Le baril de brut de référence gagnant 5 cents, à 20,33 dollars.

CAC 40 ↗ Clôture	CAC 40 ↘ 1 mois	CAC 40 ↗ 1 an	MIDCAC ↘ 1 mois
------------------------	-----------------------	---------------------	-----------------------

CAC 40-5 jours

fragilité du dollar qui a cédé du terrain mercredi (passant sous le seuil des 5 francs) entraînant dans son sillage le franc français, qui a perdu des fractions face au mark.

réduction « de plus de la moitié du déficit cumulé des chaînes étrangères » et sur « le rétablissement de la situation du studio ».

NEW YORK

Les valeurs du Dow-Jones

Allied Signal	58.37	57.87
AT & T	50.87	51.12
Bethlehem	9.75	9.25
Boeing Co	87.75	86.50
Caterpillar Inc.	64.50	65
Chevron Corp.	57.12	57.62
Coca-Cola Co	46.37	46.25
Disney Corp.	55.25	53.25

Eastman Kodak Co	71,37	72,12
Exxon Corp.	82	82,62

Gen. Electric Co.	80.12	80
Goodyear T & Rubber	43.62	44.12
IBM	107.37	108.92
Int'l Paper	37.47	38.17
J.P. Morgan Cos.	119.12	120.23
J.C. DeLoach	45.23	46.37
Merck & Co.	82.12	83.37
Minnesota Mining & Mfg.	65	63.87
Phillip Morris	109.12	109.62
Procter & Gamble Co.	88.25	87
Sears Roebuck & Co.	42	42
Texaco	84.57	84.30
Union Carb.	41.67	41.50
Int'l Technol.	111.12	109.62
Westing. Electric	16.67	16.87
Woolworth	19.57	19.87

PARIS ↗ jour à jour	PARIS ↗ CAT 10 ans	NEW YORK → jour à jour	NEW YORK ↗ Bonds 10 ans	FRANCFORT ↗ jour à jour	FRANCFORT ↗ Bonds 10 ans
---------------------------	--------------------------	------------------------------	-------------------------------	-------------------------------	--------------------------------

8 centimes à 123 14. Désormais, les opérateurs ont Foell rivé sur les chiffres de l'emploi aux Etats-Unis, attendus pour vendredi, pour juger des chances d'un resserrement monétaire outre-Atlantique. En France, les marchés restent réservés sur les chances d'une réduction de taux directeurs par la Banque de France jeudi, en raison de l'affaiblissement du franc, sans toutefois exclure un geste sur le taux d'appel d'offres.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	ABRIL 2007	MAYO 2007	ABRIL 2007	MAYO 2007
Jour le Jour				
1 mois		3,73		3,69
3 mois		3,80		3,80
6 mois		3,95		3,90
1 an		4,06		4,10
FIBOR FRANCES				
Fibor Frances 1 mois				
Fibor Frances 3 mois				
Fibor Frances 6 mois				
Fibor Frances 9 mois				
Fibor Frances 12 mois				
FIBOR ECU				
Fibor ECU 3 mois				

PILOT ECU 12 BOLS

MATIF					
Evénement B007	volume	départ prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 30 S					
Sept. 96	8745		133.16		128.14
Oct. 96	1656		121.78		123.76
Mars 97	2		121.62		121.54
juin 97					

Dec 96			
Mar 97			
Jun 97			

Contrats	Sept. 97	Oct. 97	Nov. 97	Déc. 97	Janv. 98	Febr. 98
juin 97	697	65,30		55,28		
juin 97	352	55,59		55,57		
SC LONG TERM						
Sept. 96	205		51,60		51,66	
Déc. 96	—				50,56	

CONTRATS A TERME SUR INDICE CAC 40						
Contrats	Sept. 96	Oct. 96	Nov. 96	Déc. 96	Janv. 97	Febr. 97
juin 96	200		1975		1967	
Août 96	13025		1975		1972	
Sept. 96	1126		1985,50		1978	
Déc. 96	200		1977		1985,50	

Expirations 2000	Volume	Current Price	Open Interest	Current Price	Current Price
Juliet 96	28207		1975		1967
Agst 96	131229		1979.50		1972
Sept. 96	1126		1983.50		1978
Dec. 96	200		1979		1993.50

PRINCIPAUX ÉCARTS

Au SECOND MARCHE		
	Cours au 31/07	Var. % 30/07
HAUSSES, 12 h 30		
Giravone Dorned	2,60	
Madagas D5 6	60,15	
Destuyenne Giral	131	
Forest Paris	179,90	
Croiretal	325	
BAISSES, 12 h 30		
Vitrac	685	
Stéph Kellan 6	76,20	
Jeanjean 6	52	

Marie Brizard	1120
Manutan	429,90

Marie Brizard	1120	
Marylann	439,90	
INDICES SBFT20-250 MIL ET SECOND MARCHÉ		
	30/07	29/07
Ind. gén. SBFT 128	1395,47	
Ind. gén. SBFT 258	1352,95	
Ind. Second Marché	295,59	
Indices BldCac	1241,09	
Valeurs Index	1520,14	

1- Energie	1452,06
2- Produits de base	1458,36

1 - Energie	1452,06
2 - Produits de base	1450,36
3 - Construction	1448,05
4 - Biens d'équip.	1025,65
5 - Automobile	1599,94
6 - Biens consom.	2556,03
7 - Indus. agro-alim.	1402,15
8 - Services	1575,79
9 - Distribution	2943,33
10 - Autres services	1042,66
11 - Sociétés financières	902,67
12 - Immobilier	673,89
13 - Services financ.	599,21
14 - Sociétés invest.	1286,66

FRANCFORT

FRANKFURT		18.09.01
Die Werte des Dax 30		
Alstom Holding N	26,48	502
Asper AG	39,54	50
Bayer AG	49,40	100
Bay HypoWechselsb.	41,66	100
Bayerische Vertriebsbank	41,66	100
BHW	39,1	100
Commerzbank	438,20	100
Continental AG	29,55	100
Daimler-Benz AG	77,80	100
Dresdner Bank AG	39,10	100
Deutsche Bank AG	73,80	100
Dresdner Bank AG RL	39,10	100
Hendel VZ	34,45	100
Hochtief AG	91,55	100
Kaufhof Holding	97,9	100
Linde AG	99,9	100
LT. Luftfahrt AG	210,50	100
M&M AG	356,50	100
Mannesmann AG	32,5	100
Metallgesellschaft AG	24,91	100
Praesag AG	554,20	100
Rwe	52,70	100
Scherling AG	108	100
Siemens AG	75,08	100
Telekom AG	290,00	100
Veba AG	79,30	100
Vieling AG	540	100
Weg AG	811	100

US/F ↙ 5,0160	US/DM ↙ 1,4766	US/F ↙ 167,3700	DM/F ↗ 3,3940	F/F ↘ 7,8115
---------------------	----------------------	-----------------------	---------------------	--------------------

d'un bond de l'indice de confiance des consommateurs, réveillant les craintes inflationnistes. Les marchés restent réservés sur les chances d'une baisse des taux directeurs français jeudi : l'affaiblissement du franc, qui, après l'annonce du maintien des taux allemands, avait franchi le seuil des 3,39 francs pour un mark sans parvenir à revenir à son ancien niveau, pourrait dissuader la banque centrale de faire un geste.

PARTIES DU DOLLAR	31/07	30/07	Var. %
FRANCEORT - USD/DM	1.4766		-0.26

PARITÉS DU DOLLAR	31/07	30/07	Var. %
FRANCOPT : US\$/DM	1,4766		-0,26
TOKYO : US\$/Yens	107,2700		-0,29

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES				
DEVISES	comparé: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois
Dollar Euro-Yens	3,725	5,620		
Yen (100)	4,639	4,635		
Deutschmark	3,3935	3,3941		
Franc Suisse	4,1682	4,1614		
Lire (1.000)	3,2882	3,2944		
Euro sterling	7,2558	7,2506		
Peseta (100)	3,564	3,5626		
Franc Rège	16,261	16,672		

Taux d'intérêt des EURODEVISES			
DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,67		3,81
Eurodollar	3,92		3,75
Eurolire	5,81		5,94
Eurodeutchmark	3,34		3,31

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	2007	2007
Dow-Jones composite	205,07	
Dow-Jones à terme	350,45	
CBS	240,92	

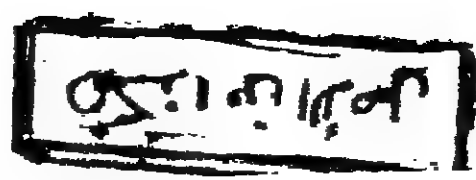
METALUX (Londres)	dollars/tonne
Orge comptant	2051
Culture à 3 mois	1982
Aluminium comptant	1580
Aluminium à 3 mois	1521
Plomb comptant	891
Plomb à 3 mois	808
Brain comptant	6070
Brain à 3 mois	6125
2inc comptant	1036
2inc à 3 mois	1052
Nickel comptant	6915
Nickel à 3 mois	7010

METALUX (New-York)
Argent à terme
Pastine à terme
Palladium
GRAINES, DENRÉES (S)
M&S (Chicago)
Maïs (Chicago)
Grain. soya (Chicago)
Tourt. soya (Chicago)
GRAINES, DENRÉES (S)
de sève (Londres)
Orge (Londres)
SOFTS
Cacao (New-York)
Café (Londres)
Sucre blanc (Paris)
OLÉAGINEUX, AGRICULT
Coton (New-York)
Jus d'orange (New-York)

Plomb comtant	.801	Orge (Londres)
Plomb 33 mois	.808	SOFTS

Plomb comptant	801	Orge (Londres)	
Plomb à 3 mois	808	SOFTS	
Etain comptant	6070	Cacao (New-York)	
Etain à 3 mois	6125	Café (Londres)	
Zinc comptant	1026	Sucre blanc (Paris)	
Zinc à 3 mois	1052	OLEAGINEUX, AGRUMES	
Nickel comptant	6910	Coton (New-York)	
Nickel à 3 mois	7015	Jus d'orange (New-York)	

فلان من الأصل



• LE MONDE / JEUDI 1^{er} AOÛT 1996 / 17

CAC 40
↑

PARIS
+0,42 %
CAC 40 :
1876,89

g.	Paiement	Dev	DM
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			
11			
12			
13			
14			
15			
16			
17			
18			
19			
20			
21			
22			
23			
24			
25			
26			
27			
28			
29			
30			
31			
32			
33			
34			
35			
36			
37			
38			
39			
40			
41			
42			
43			
44			
45			
46			
47			
48			
49			
50			
51			
52			
53			
54			
55			
56			
57			
58			
59			
60			
61			
62			
63			
64			
65			
66			
67			
68			
69			
70			
71			
72			
73			
74			
75			
76			
77			
78			
79			
80			
81			
82			
83			
84			
85			
86			
87			
88			
89			
90			
91			
92			
93			
94			
95			
96			
97			
98			
99			
100			

[illegible][illegible][illegible][illegible]

	45.15	55.13	- 0.11	319.29
171.70	171.70	171.70	- 0.41	140.69
521	59	36	- 1.69	250.04
2865	286			31.123
28950	57	- 0.11	140.69	
22950	331	+ 0.6		
316	313.3	+ 0.98		
62.70	62.70		28.183	
557	547	- 0.10	153.69	
42.10				
5780	5780	- 0.54	053.63	
70.80	71.50	- 0.06	91.287	
154.30	155.20	- 0.10	140.69	
220.60	219	- 0.72	153.69	
1540	1590	- 0.64	285.95	
112	515	+ 0.53	100.69	
113	154.30	+ 0.95	172.45	
417.20	417.10	- 0.52	150.69	
225	225.00	- 2.08	30.075	
31	31.5	- 1.19		
328	329.50	- 0.95	310.65	
765	76	+ 0.13	285.95	
194	194	- 0.10	140.69	
225	224.10	- 0.31	310.255	
25.30	28	- 1.06	153.69	
408	404.10	- 0.54	053.69	
171.70	170.20	- 0.25	140.69	
51	70.45	- 0.77	30.075	
262.90	262.90	- 0.77	262.90	
171.70	171	+ 0.95	310.255	
282	284.70	- 0.95	310.255	
74.70	74.25	- 0.24	023.69	
53.55	52.95	- 1.95	310.255	
562	562	- 1.77	100.69	
399.90	399	- 0.72	153.69	
108	109.4	- 0.77	063.69	
187.80	181.20	- 0.33	073.69	
106.50	107	- 2.34	285.95	
221	212	- 3.62	36.075	

Floral 9,75% 90-99

OAT 9.90% 85-97 C

OAT 88-98 TIME C
OAT 985-98 TRA
OAT 985-98 TRA

QAT 9,50688-98 U
QAT T618 82/99 C
QAT 8,125% 89-99
QAT 8,50% 90/00 C
QAT 85/00 TRA C
QAT 10% 85-00 C
QAT 89-01 TME C
QAT 8,5% 87-02 C
QAT 8,50% 89-19
QAT 8,50% 87-23 C
SNCF 8,6% 87-94
Lyon. East 6,9% 90

ACTIONS FRANÇAISES		Cours préc.
Arhel		523
Astres C.Morone		182
B.N.P. Intercom		416
Bidarmont text	♦	118
B.T.P. (Ici cie)		36
Centraire Steauy		787
Carapin Holding		35
Chempres (N)		16
C.C. Un.Euro.CP		318
C.I.T.R.A.M. (B)		2480
Cpt Lyon Alami		3571
Concorde-Aus Risq		389
Darbiay		400
Didot Bouché		840
Eco. Basile Vichy		720
Euro. Basile Vichy		427
Ent.Mag. Paris		7025
Eridania Beghin C.		1175
Fidel		38
Finaleas	♦	373
F.A.P.P.		39
Fenclerc (E)		110
Fenclerc (R)		925
Fenclerc E.R.		993
Fenclerc S.		423
Fenclerc I.A.F.D.		1026

1208	1580
2050	2080
133	133
1030	1030
838	791
182.50	188.50
535	385
55	55
156.10	150.10
382.50	345.50
73	73
65	65
237.50	251
1300	1300
205	205
260	282.50
1417	1617
948	945
336.40	365
368	372
148	148
451	450.50
629	695
224.90	224.50
65	65
3806	3761
265	265
285	285

1476
372
644

**ACTION
ÉTRANGÈRE**

Boyer-Verelins B
Commerzbank AG
Flat Ord.
Ceviers
Gold Fields Sou
Kubota Corp.
Monoxidation ac
Olympus Optical
Ottomare (Cie F
Robeco
Siadimco N.V.
Rolinco
Solway SA

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux;
Ny = Nancy;

SYMBOLES
1 ou 2 = cote
catégorie 3; M
= offert; M
= demande ré

PREMIERS COURS	Cours prévoir	Derniers cours
Amst.	140,30	140,30
AG	1147	1197
	116,75	112,60
th.	317,88	312,60
	155	155
	35,50	35,50
sp.	10,05	10,05
	46,50	46,50
lin.	350	350
	359	359,20
	140	139,50
	386,90	386,90
	2520	2520

NOTES
L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
N = Nantes.

Les catégories de cotation : sans indication de coupon détaché : le droit de souscription est en demande ; ? offre réduite ; * offre réduite ; e contrat d'animation.

Carmex # (Ly) _____
 CFPI # _____
 Change Bourse (M) _____
 Chris. Daffoe ? _____

CNIM Cas _____
Codecour _____

Comp Euro Tele-Com
Comfandey S.A.

CA Haute Normandie
 CA Paris IDF
 CA Ile & Val de Seine
 CA Oise CCI
 Cna
 Devanley
 Devernio (Ly)
 Ductos Serr Rapids
 Ecco Trav. Temp
 Europ. Extinc. (Ly)
 Europ. Propulsion
 Expand S.A.
 Factorem
 Palvelley II
 Finacor
 Finifio
 Fructivite
 Gaudier France &
 Gel 2000
 GFI Industries II

Grassroots (1 yr.)	825
OLM of NY	825
Graphic Photo	830
Gpe Griffin (1 yr.)	130
Kinky 9	130
Gorbert	230
Hoover Internat'l	130
ICRT Groups	435
ICC	140
Idahoans	67
Int. Computer	106
IPM	140
MC-Intertape TV	571
Mintzberg	571
Murphy	440
Marie Brigid	1170
Mass-Lives/Profr.	235
Mediac (1 yr.)	79
MGM Group	227
Monroton, Janet Lyle	76
Mr-Far	65
MSC Publishing	950
OGI-PFG	687
Orest	963
Post-Feedback	118
P.C.W.	145
Petit Boy	96
Pocher	958

259	298
353	384
187	204
990	998
1136	1165
45	65
72,50	75,8
669	681
121	124
354	354
130	130
635	630
299,80	299
50,10	50,28
528	511
310	294
570	573
363	361
77,35	77,25
520	525
447	442
121,80	121,6
129	128
484	482
674	676

MARCHÉ		HORS-MARCHÉ	
Une sélection		Une sélection	
MERCREDI		MERCREDI	
Plus élevé	Derniers cours	VALEURS	
	730	Crédit Gen. Ind.	
	248	Général Occide	
	414,80	Mumm.	
	160	Nobel	
	273	Sté lecamur du M	
	224,90		
	957		
	94,90		
40	734		
50	69,50		
35	5,35		

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux;
N = Nancy; N1
SYMBOLES
1 ou 2 = cotation
catégorique 3;
d = demandé;
● = teneur
résulte; # = contr

S-COTE

on. Cours relevés à 12 h 30

31 JUILLET

	Cours précéd.	Derniers cours
entale.....	36	39
.....	12600	1300
.....	130	150
onds.....	198,50	198,50

IONS

L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille
S = Nantes.

ories de cotation - sans indication
e cours précédent; ■ coupon
droit détaché; ○ = offert;
* offre réduite; † demande
rat d'animation.

Nation Perspectives
Nation Placements

Nazio Revenues_____

Nazio Sicurezza_____

Nazio Valours _____

SICAV MULTI-P
Livret Bourse Im. I
Le Livret Portefeu
Nord Sud Dévelop.
Patrimoine Retrait
Sicav Associations


Horizon C	1640
Prérogative Eour. D	96
Fonds couverts de placements	
Eour. Caplairensie C	11990
Eour. Séculapremière C	11572
Eour. Séculapremière C	11997

CR	CR
CREDIT AGRICOLE	
Amplis	116402
About Amérique	128
About Asie	97
About Futer C	576
About Futer D	350
Croeds	1827
Difore	1831
Eficash	925379
Eparagne-Unité	168
Eparagne	737

CIC BANQUES	
539,06	522,38
114,22	110,89
161,48	157,86
CIC PARIS	
129,93	128,67
345,96	360,85
1384,31	1343,39
3300,88	3252,10
1130,86	1114,75
166,17	163,85
DONNAIS	
1317,73	1304,68
16778,28	16778,28
11229,85	11229,85

[illegible]

1963,69	1053,16
1051,26	1040,00
2008,20	3006,19
1963,69	1864,02
8501,21	8417,94
6401,21	6337,83
562,57	51,98
1626,25	1594,36
1568,25	1527,50
1453,56	1425,06
1341,47	1315,17
313,61	310,50
7721,10	7687,35
1203,04	1156,77
1614,66	1598,67
136,92	136,02

CDC TREASURY
Fonsky C
Mutual depuis S
 **CAISSE**
Ecur. Actions F
Ecur. Caplour C
Ecur. Capitalisat
Ecur. Distrimona
Ecur. Expansion C
Ecur. Geovaleurs C
Ecur. Investis. D
Ecur. Monopren
Ecur. Montaire C
Ecur. Tresorene C
Ecur. Trimestriel D
Ecur. Sirel D

Indica	♦	1187
Mont JC	♦	1165
Mont JD	♦	1145
Obfusor		498
Oracion		1600
Proficis		975
Reverie Vert		1106
Sévis	♦	704
Synthésis		16147
Uni Foncier		1199
Uni France		639
Uni Garantie C		1721
Uni Garantie D		1999
Uni Régions		1562
Univar C	♦	301
Univar D	♦	296
Univers Actions		778
Univers Obligations		2160

	1421.63	1899.75
	2350.98	2327.10
	1797.15	1779.36
	553.45	502.88
	922.68	909.88
	460.57	384.54
	225.54	221.12
	584.26	555.20
	5230.90	5163.77
total		
	2047.86	2007.71
ice	124.95	121.59
T	868.63	868.63
	98.70	95.06
	2242.13	2282.62
	231.01	234.68

79	102,21
75	807,64
65	579,95
30	1143,4
44	109,38
01	145,01
02	136,40
62	574,01
98	146,33
91	43520,91
45	5265,79
82	2341,97
11	911
51	623,22

75	37081,73
97	21569,97

BOURSE EN DIRECT
LEMONDE
Le Monde : (1) 44 43 76 26

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

TÉLÉVISION Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), devait signer, mercredi 31 juillet, les nouvelles conventions passées avec les

chaînes privées TF1 et M6. Ces textes modifient le régime d'obligations appliqué aux chaînes depuis 1987. ● CONCERNANT la déontologie et l'honnêteté de l'information

et des programmes, TF1 et M6 ont promis de ne pas abuser le téléspectateur. Ils ont accepté de classer leurs fictions en fonction du degré de violence. ● LES PRODUCTEURS

audiovisuels n'ont pas obtenu une hausse des engagements obligatoires de TF1, mais leurs droits et leur statut ont été renforcés. M6, en revanche, s'est engagée à consacrer

20 % de son chiffre d'affaires à des commandes d'œuvres françaises et européennes en échange du maintien de son statut dérogatoire sur les quotas de diffusion.

Le CSA renouvelle les conventions de TF1 et M6

Après avoir vu reconduire leurs autorisations d'émettre hors appel à candidatures, les deux chaînes privées ont signé leur nouveau cahier des charges. La Une se voit accorder la possibilité de porter la durée de ses écrans publicitaires de 4 à 6 minutes

LA TÉLÉVISION est à la fois un agent culturel et économique. C'est ce double aspect que les conventions, signées pour cinq ans mercredi 31 juillet, entre le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) et les chaînes privées TF1 et M6 ont mis en valeur. Après avoir reconduire les autorisations d'émettre de TF1 et M6 hors appel à candidatures, le CSA devait renégocier les cahiers des charges des deux diffuseurs. Compte tenu de l'importance de ce carrefour social qu'est la télévision, le CSA a apporté un soin particulier à toutes les mesures concernant la protection de l'enfance et de l'adolescence, les droits de la personne humaine, et la déontologie.

Les leçons de dix ans de diffusions et de quelques bavures ont été tirées. Après discussion, chacune des chaînes s'est engagée à ne pas « s'immiscer » dans le cours de la justice, à ne pas jeter le discrédit sur une décision juridictionnelle, à respecter « la présomption d'innocence, la vie privée, le droit à l'image, l'honneur ou la réputation des personnes », à ne pas recueillir le « témoignage des personnes sur des faits relevant de leur vie privée qu'avec leur consentement éclairé ». Concernant la déontologie et l'honnêteté de l'information et des programmes, TF1 et M6 ont promis de ne pas abuser le téléspectateur, de vérifier les sources d'information, de limiter les caméras cachées et de ne pas utiliser des procédés technologiques dans le

but de modifier le sens des images.

A propos de la violence, TF1 et M6 ont accepté de classer les fictions de 1 à 5 en fonction des scènes susceptibles de heurter le jeune public. « Il ne s'agit pas d'un nouveau carré blanc », a indiqué le président Bourges, mais de permettre un « meilleur contrôle parental ».

DÉCEPTION DES PRODUCTEURS

La presse de télévision appréciera sans doute aussi l'engagement pris par les chaînes de faire connaître leurs programmes 18 jours avant la diffusion et de renoncer à toute déprogrammation dans les 14 jours qui précèdent la mise à l'antenne. Enfin, TF1 et M6 renoncent à toute hausse du

niveau sonore pendant les écrans publicitaires.

Au-delà de ces engagements éthiques dont l'importance vaut d'être soulignée, le CSA a tenté de cadrer l'action économique des chaînes face à l'industrie de programmes. La demande traditionnelle des producteurs de séparer rigoureusement production et diffusion avec interdiction aux diffuseurs de franchir la frontière ne pouvait être prise en compte. La mesure relève d'abord de la loi. En revanche, il dépendait du CSA que les investissements obligatoires de TF1 dans la production indépendante (15 % du chiffre d'affaires actuellement) soient augmentés. Ils ne l'ont pas été.

Les regrets semblent d'autant

plus vifs au sein des producteurs que l'engagement pris par TF1 en 1987 de limiter à 4 minutes la durée de la coupure publicitaire unique autorisée au sein des œuvres est tombé. Comme M6, TF1 pourra couper films et téléfilms par de la publicité pendant 6 minutes. Une mesure qui pourrait rapporter au moins 50 millions de francs par an à TF1. La réglementation européenne autorise les chaînes à interrompre leurs programmes jusqu'à 9 minutes.

Les mesures prises en faveur des producteurs audiovisuels indépendants ne sont toutefois pas négligeables. Les contrats passés avec les producteurs seront clarifiés sur la nature des droits acquis en fonction des supports de dif-

fusion (câble, satellite, hertzien), le nombre de passages achetés, la durée de détention des droits... Les commandes passées à des producteurs pour le câble et le satellite ne seront pas décomptées au titre des obligations de production des chaînes.

Pour éviter que les producteurs indépendants ne deviennent de simples prestataires de service, TF1 s'engage à verser 3 millions minimum en achats de droits de diffusion (« part antenne ») pour toute commande de fiction de 90 minutes, tandis que M6 versera une part antenne égale ou supérieure à sa part coproducteur pour toute fiction ou dessin animé de 53 minutes minimum. Ces sommes revalorisent les achats de droits de 40 à 50 %. Par ailleurs,

leurs, des acomptes « significatifs » devront être versés à la commande et les délais de paiement seront raccourcis. Pour mieux protéger le statut de producteur indépendant, TF1 et M6 se voient interdire d'utiliser leurs moyens de production pour les fictions. Et pour les jeux, les variétés, les magazines, ces moyens internes sont limités à 50 %.

Vis-à-vis des programmes jeunesse, TF1 et M6 se sont également engagés à consacrer respectivement 0,6 % et 1 % de leur chiffre d'affaires à des commandes d'œuvres d'animation. Soit 40 et 16 millions de francs. Si TF1 a souhaité ne pas augmenter ses engagements financiers obligatoires dans la production (15 % de son chiffre d'affaires), M6 consacrera chaque année 20 % de son chiffre d'affaires à des commandes d'œuvres audiovisuelles. Cette hausse de 3 % a pour contrepartie le maintien d'un statut dérogatoire par rapport aux quotas de diffusion.

Les plus déçus seront sans doute les producteurs de cinéma qui demandaient la révision à la hausse des quotas d'investissement des chaînes dans la production (3 % actuellement) et surtout l'obligation de réserver les deux tiers de ces investissements à des producteurs indépendants. Aujourd'hui, contrairement aux producteurs audiovisuels, rien n'empêche TF1 de consacrer tout son budget à Ciby 2000.

Par Jean-François MAMOU

Pour Hervé Bourges, presse et télévision « doivent apprendre à mieux coopérer »

DANS UN DISCOURS qu'il devait prononcer, mercredi 31 juillet, après la signature des conventions avec Patrick Lelay PDG de TF1 et Jean Drucker PDG de M6, Hervé Bourges, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, avait l'intention de répondre à l'inquiétude de « certains médias, soucieux de la concurrence de la télévision » dans le domaine de la publicité.

« Après avoir rejeté par avance toute augmentation du volume global de publicité, le CSA a estimé légitime en revanche la demande de TF1 de rejoindre le régime commun, c'est-à-dire de pouvoir diffuser des entrées

publicitaires de six minutes au lieu de quatre, à l'intérieur des films ou des fictions audiovisuelles d'une durée supérieure à 90 minutes. Le CSA a estimé que cette mesure était acceptable dans la mesure où - contrairement à des projections apocalyptiques avancées par certains - elle ne permet pas à TF1 d'augmenter son volume global de publicité, ce qui limite nécessairement l'impact d'un tel aménagement.

« Le Conseil s'est toujours montré intransigent sur le plafond de publicité applicable aux chaînes de télévision. Cette attitude conforme à la volonté des pouvoirs publics de soutenir la presse écrite, s'est par exemple traduite par le maintien d'un plafond intangible de six minutes par heures pour la publicité en moyenne quotidienne, alors que la directive Télévision

sans frontières, qui détermine les seules applicables dans l'ensemble des États membres de l'Union européenne, a fixé ce plafond à neuf minutes.

« La publicité n'est certes pas le seul domaine où la France maintient des dispositions plus protectrices que la directive européenne. Mais la santé de la presse, essentielle à notre vie démocratique, passe aussi indiscutablement par un renouvellement de ses relations avec l'audiovisuel. Voici désormais trente-cinq ans qu'écrit et image coexistent en tant que médias. Ils doivent apprendre à mieux coopérer. Les liens tissés par la presse de province avec TF1 et M6 montrent la voie. Il faut aller plus loin. Le CSA apportera son soutien à toute initiative dans ce sens. »



VERBATIM

(Publicité)

Lettre ouverte du Personnel de la SFP au Premier Ministre

Monsieur le Premier Ministre,

Par décret, en date du 16/07/1996, vous avez demandé au Ministre des Finances de piloter la privatisation de la SFP.

Nous sommes inquiets et choqués de la manière dont se passe cette privatisation.

C'est pourquoi nous nous permettons d'attirer votre attention ainsi que celle de M.le Ministre des Finances à qui nous soumettons nos questions.

Comme les élus du Comité d'Entreprise et les organisations syndicales, nous sommes très attachés à la réglementation du travail, et au fait que notre actionnaire, que nous considérons comme notre employeur, ne puisse s'y soustraire.

En tant que Premier Ministre, vous êtes le garant de cette réglementation.

Nous souhaitons que la privatisation de la SFP qui nous est imposée, se fasse dans la clarté, et que les institutions représentatives du personnel soient normalement informées et consultées sur le plan de restructuration conformément à la législation.

Nous ne pouvons imaginer, à aucun instant, que notre emploi soit sacrifié au profit d'une « caste politique ».

Nous souhaitons que cette lettre vous sensibilise au devenir de la SFP avant que la situation actuelle ne débouche sur un drame irréparable.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre haute considération.

BRY-SUR-MARNE, le 29 juillet 1996

Comité d'Entreprise de la SFP

2, avenue de l'Europe - 94366 BRY-SUR-MARNE CEDEX

Lettre ouverte du Personnel de la SFP au Ministre des Finances

Monsieur le Ministre,

Nous avons décidé de publier cette lettre après avoir entendu le compte rendu du comité d'entreprise du 26 juillet.

La situation de la SFP et de notre emploi est grave.

Nous tenons à rappeler que nous nous sommes clairement exprimés contre la privatisation mais que celle-ci ayant été votée au parlement, dans le cadre d'une D.D.O.F., elle nous est applicable.

C'est par Décret n°96-637, en date du 16 juillet, que vous avez été désigné pour mener à terme cette privatisation.

Vous avez décidé du choix du repreneur pour la SFP.

Ce choix arrêté sur EUROMEDIA et E.S.I. nous interpelle et nous inquiète à divers titres. En 1992 et 1994 une étude réalisée par le comité d'entreprise, sur l'avenir de la SFP préconisait notamment que le SFP devait s'adosser à un opérateur industriel et financier puissant. Or, à notre connaissance, EUROMEDIA très largement endettée ne peut constituer cet opérateur industriel puissant.

Quant à E.S.I. il s'agit d'une Société Financière à risques, installée au Luxembourg, et qui ne peut constituer cet opérateur financier puissant.

En regard de vos déclarations devant les Députés et les Sénateurs nous considérons que ces repreneurs ne répondent ni à vos objectifs affichés devant les parlementaires ni à votre lettre du 15 mars 1996.

C'est pourquoi nous vous posons les questions suivantes :

- 1) Le plan de restructuration présenté par le Gouvernement à Bruxelles sera-t-il débattu auparavant devant le comité d'entreprise ?
- 2) S'agit-il d'un plan de suppression de 400 à 600 emplois ?
- 3) Le prix de vente de la SFP est-il fixé entre 40 à 50 millions de francs ?
- 4) L'Etat va-t-il mettre à la disposition du repreneur une somme d'environ 1 milliard de francs pour réaliser le plan social et permettre la continuité de l'activité de la SFP privatisée ?
- 5) Pourquoi EUROMEDIA-ESI est-elle la seule, parmi la dizaine d'entités intéressées par la SFP à avoir obtenu votre assentiment ?

Comme les élus nous tenons à exiger fermement le respect de la législation du travail en matière d'information et de consultation du comité d'entreprise.

Nous espérons que le bon sens et l'intérêt économique prévaudront et que la privatisation de la SFP ne se fera pas contre le personnel, au profit d'intérêts politiques ou autres.

C'est dans l'urgence que nous posons ces questions et que nous attendons vos réponses. Dans cette attente nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

BRY-SUR-MARNE le 29 juillet 1996

Comité d'Entreprise de la SFP

2, avenue de l'Europe - 94366 BRY-SUR-MARNE CEDEX

VISITE DE CAPITALES DE L'EUROPE DANUBIENNE

Belgrade redécouvre le « deuxième sexe »

Symbolisée par des figures comme la chanteuse Zorica Brundik ou la modéliste Dragana Ognjenovic, l'après-guerre s'esquisse sous le signe de la féminité

BELGRADE
de notre envoyé spécial
Glaciale l'hiver, grise par ses façades, tournant le dos au spectacle aquatique de la rencontre Danube-Save, physiquement épargnée par la guerre interyougoslave, mais gardant toujours présentes à l'esprit les trente ou quarante destructions de son histoire, Belgrade jette sa gourme l'été. Tous ceux de son million et demi d'habitants, les jeunes surtout, qui ont quelque loisir convergent alors le soir vers Terazeh, cet espace irrégulier aux immenses trottoirs plantés de tilleuls et platanes, où les cafés se succèdent à perte de vue.

Chaque nuit, dans rues et places adjacentes, des orchestres étudiants donnent aubade jazzée, la Libérale Platon ne désemplit pas jusqu'à minuit, on s'agace les dents avec des pop-corn arrosés de bière. Par rapport à la précédente décennie, avant le conflit, le public a changé car nombre de citadins ont émigré tandis que des réfugiés serbes de la Bosnie rurale les remplaçaient. Sans argent de poche, leurs rejets hantent plus souvent les bancs publics que les terrasses de l'Hôtel Moskova ou de la Brasserie Balkan mais, chez les anciens comme les nouveaux Belgradois, les conversations portent sur les filles pour petits boulots ou grands départs, sur les maigres chances d'une paix définitive entre Slaves du Sud, sur un film qui fait fureur.

A beau village, bel incendie, troisième long-métrage de Serge Dragovic - Monténégro né à Belgrade en 1963 et formé sur place en philosophie et en septième art -, a été vu en moins de deux mois par près de 300 000 spectateurs en Serbie (qui compte 10 millions d'âmes) et les salles ne désespèrent pas. Un record local. Malgré une fin « édifiante » (une amitié entre un Musulman et un Serbe de Bosnie survit, bien que chacun se soit retrouvé les armes à la main de part et d'autre du front), c'est un film très « noir ».

« Je suis yougo-nostalgique, émotionnellement mais pas politiquement », affirme le cinéaste. Son travail montre en tout cas, dans sa violence nue, le monde des hommes en guerre, des hommes de guerre, lorsque la probabilité de la mort efface toute convention. Un langage cru, lourd de sens sexuel ou ethnique, défie alors au rythme des mitraillettes : « Suce mon revolver, en cul », « Espèce de circoncis ! », « Tio nous bourrait le cul de dollars », « On s'est mis les couilles dans un nid d'oursins ». La République serbe de Bosnie a banni ce film, trop réaliste à ses yeux.

A cet univers hypermachiste, qui ne demandait qu'à perdurer dans la vie, l'élément féminin en pointe a dit « assez ! », encouragé par les deux fortes femmes qui sont aujourd'hui ministre et vice-ministre

serbes de la culture (la nouvelle Yougoslavie fédérale comprend la Serbie et le Monténégro), la blonde Nada Perisic-Popovic, qui aime utiliser son français appris à Bordeaux, et la rousse Bojana Valcic, qui aime sortir en pyjama de satin. Par exemple, pour assister à la présentation des modèles de l'agence Click, qui a l'âge de la guerre civile.

Sous la houlette ou plutôt la cravache de Dragana Ognjenovic, au rythme de la techno, glissent, entre les colonnes de l'ancienne salle de bal de l'Armée royale, des mannequins cadavériques aux seins scotchés, courant comme s'il y avait le feu, malgré leurs vertigineux cothurnes ou leurs jupes en moustiquaire. Des étudiantes de la faculté des arts en minirobe et sans aucun dessous, des couples homosexuels en short crient au génie.

Public plus large, plus populaire, plus bruyant au récit de Zorica Brundik, la chanteuse aux cheveux rose indien : « Ma vie est un conte de fées, pourtant il est vrai que je chante surtout l'amour malheureux, l'amour slave ! Mais dans mes chansons comme dans la vie, finalement, je soutiens toujours les femmes... » Voix de gorge et paroles serrant le cœur sont un peu celles des chanteuses réalistes françaises. L'énergie rappelle Tina Turner, les postures de scène Dalida ou Payroux.

Le militantisme nataliste des femmes fait pendant au nationalisme guerrier des hommes : « Pendant que naît un bébé chez les Serbes, il en naît vingt chez les Turcs »

Certaines mélodies viennent, disent ses admirateurs, mais c'est peut-être pur nationalisme, « du fond des âges serbes, quand les bardes s'aidaient de la gouzla, violon à une corde, pour conter la lutte contre l'occupant turc ». Ce qui est évident, c'est que Zorica n'a pas craint d'introduire dans son mixage musical des tempos d'Orient, ici « politiquement incorrects », sur lesquels elle danse, imitée par le public.

Au reste, elle ne fait pas de politique, du moins sur le praticable, mais elle milite tout de même « en tant que citoyenne ! » dans le parti néocommuniste de Mira Markovic, épouse du président Mi-



losevic. Sur le podium dès l'âge de quatorze ans, la chanteuse au profil de poupée Barbie est aujourd'hui dans la plénitude comblée de ses quarante ans. Fille du peuple, mariée à un accordéoniste, mère de quatre enfants, elle proclame en vouloir un cinquième, sans doute pour embêter sa rivale de droite, Ceca, femme du redoutable chef milicien Arkan et créatrice de la Fondation yougoslave pour le troisième enfant car, « pendant que naît un bébé chez les Serbes, il en naît vingt chez les Turcs », « Turcs » désigne ici aussi bien les habitants de l'Anatolie que les Slaves de Bosnie, jadis islamisés par les Ottomans.

Retour d'Afrique du Sud, demandée en Châtea, allant de temps à autre se produire en France ou en Allemagne devant des immigrés yougoslaves, ayant vendu 15 millions de disques dans son pays, Zorica Brundik pense que son exemple personnel suffit pour prêter la natalité - elle a chanté en ce sens - et elle préfère, à coup de romances amoureuses, essayer d'atténuer l'image guerrière des Serbes. Elle a du pain sur la planche.

Les mannequins-brindilles de Dragana, épuisées par leur prestation, sont allées se coucher ; Zorica, accompagnée de son fils nu en garde du corps, est partie retrouver les siens après avoir chanté ; Terazeh se vide. L'autre nuit de Belgrade commence dans les restaurants et bordels flottants du confluent Danube-Save. Là, ni femme-ministre, ni artiste et ni homme ne régent, seulement le fric des profiteurs de guerre. Et dans le plus luxueux hôtel de Belgrade, un panneau en serbe prie toujours les arrivants de « déposer les armes à la réception ».

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Prochaine étape : SOFIA

Lamartine ou Tapie plutôt que Tito

BELGRADE
de notre envoyé spécial

Le maréchal Tito est mort en 1980 après trente-six ans de règne. L'ancien chef d'Etat n'a plus d'artère qui porte son nom à Belgrade. Son ancienne avenue est vouée maintenant aux imprécations « Dirigeants-Serbes ». Le musée de la Révolution a fermé et Titograd, chef-lieu du Monténégro, est redevenu Podgorica.

En revanche, malgré la brouille franco-serbe, le buste de Lamartine, qui trône dans le parc Karageorge, n'a jamais cessé d'être fleuri (bien que le poète ait été également un ami du Grand Turc jusqu'à en recevoir une propriété en Anatolie). Celui du maréchal Franchet d'Espèrey, « qui est aussi un héros yougoslave de la Grande Guerre », n'a pas été déboulonné. Sur la plate-forme du Kalemegdan, la « colline sacrée » de Belgrade,

l'énorme monument « A la France » élevé en 1930 et proclamant : « Nous aimons la France comme elle nous a aimés », n'est plus volée de nuit. Vera Vukovic, traductrice déjà de Fontanelle, Michellet, Rousseau, Saint-Just, Bachelard et Cloran, reste encore « blessée dans sa francophilie », mais elle envisage de traduire maintenant Condorcet.

Près du Centre culturel français qui n'a jamais fermé, même s'il était en veilleuse, une grande librairie a toujours vendu « Marsel Prust » et « Mopasan » en serbe ainsi que Michaux, Barthes, Déon ou Chenu en langue originale. Une boutique proche a mis en vitrine, elle, entre gadgets et colifichets, un ouvrage de Bernard Tapie en traduction locale, expliquant Comment réussir dans la vie...

J.-P. P.H.

PARTIR

BRUGES EN FÊTE. Le cortège de l'Arbre d'Or évoque, tous les cinq ans à Bruges, la fête célébrée en 1468 à l'occasion du mariage de Charles le Téméraire avec Marguerite d'York. Dans le décor de la ville historique, plus de 2 000 acteurs offrent un spectacle auquel Nouvelles Frontières propose d'assister. Le voyageur organise un circuit en autocar au départ de Paris et de Lille, le 24 août, 4 900 F par personne en chambre double et pension avec soirée folklorique, visites guidées, promenades en bateau à Bruges et à Amsterdam. * Renseignements au 36-33-33-33 ou Minitel 3615 NE

PARCS NATIONAUX AMÉRICAINS. Seul voyageur à disposer de chambres dans les lodges des parcs nationaux, Vacances fabuleuses consacre quatre pages de sa brochure à l'Ouest américain avec un descriptif des parcs, la liste des lodges et hôtels proposés et un mode d'emploi pour établir

son itinéraire avec un seul prix par module de 7 nuits (4 nuits en lodge, 3 nuits à l'hôtel dans les villes de connexion), soit 2 950 F par personne en chambre double et 1 730 F en chambre quadruple. Exemples de prix pour un circuit de 14 jours : jusqu'au 13 août, 13 190 F par personne en chambre double avec une voiture et l'avion de Paris sur Delta (11 780 F à partir du 14 août) et 9 865 et 8 455 F par personne en chambre quadruple. * Renseignements au 53-67-60-00.

CROISIÈRES DANS LES CARAÏBES. De Porto Rico à Porto Rico avec escales à la Martinique, à la Barbade, à Antigua, à Saint Martin et aux îles Vierges, une croisière de 10 jours et 8 nuits sur le Monarch-of-the-seas, un des palaces de la Royal Caribbean : 8 790 F par personne en cabine intérieure, 9 390 F en cabine extérieure, avec l'avion Paris-San Juan et retour, une nuit d'hôtel et 7 jours de croisière en cabine double dans la catégorie choisie. A noter que pour la 3^e et la 4^e per-

sonne partageant la cabine, la croisière est gratuite, seul l'avion étant facturé. Départs de San Juan les 8, 15, 22 et 29 septembre. * Renseignements au 45-77-10-74.

UN PHARE EN IRLANDE. Dressé au large du comté Mayo, sur la côte ouest de l'Irlande, le petit phare de Clare Island s'est éteint en 1965. Transformé en hôtel il propose cinq chambres aux visiteurs en quête de solitude avec vue imprenable. Perché au bord d'une falaise à pic, on y accède par un chemin tortueux. Clare Island est desservie tous les jours en bateau de pêche depuis le port de Roanagh Quay. De son côté, Voyages Iet propose de passer un long week-end dans un phare, sur la côte ouest de l'Ecosse. Pour 3 450 F par personne avec le vol Paris-Glasgow A/R, une voiture de location, 3 nuits en chambre double avec petits déjeuners. * Renseignements à l'Office du tourisme irlandais, tél. : 53-43-12-12 et, pour l'Ecosse, chez Voyages Jet au (7) 40-26-31-46.

Directours
DES PROMOTIONS DE QUALITÉ
DISPONIBILITÉ DÉPART AOÛT
MAKINOUË 9 j : 5 390 F
vol + volcar + hébergement + 4
départ après le 9 août : 4 150 F
FLORIDE MIAMI BEACHES 12 j
vol + volcar + hôtel par étage + 4
nuit : 1 600 F
TUNISIE 10 j Directours 1 290 F/m
Monsieur jet : 300 F volcar + 10 j
et 3 000 F volcar + 10 j par étage
Lg. 01 45 62 62 62

36 17 VAC 2000
VOLS DÉGRÉFFÉS A/R
→ Londres 540 F → Berlin 1 000 F
→ Madrid 790 F → Barcelone 2 190 F
→ Vienne 1 000 F → Zadar 2 990 F
→ New York 1 490 F → Bangkok 2 810 F
→ Montréal 1 750 F → Pékin 4 120 F
SÉJOURS & LOCATIONS
10000 CONCEPTS - 3122/200 - 10000000

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques, Paris 5^e
Chambre avec bains - W.C.
T.V. couleur - Tél. direct.
De 300 à 395 F.
Tél : 43 54 32 55 - Fax : 46 34 24 30

TOURISME FLUVIAL
Commencez à rêver de
votre évasion future...
FRANCE HAYENNE FLUVIALE
Location de bateaux
habitables sans permis
Le Port - 53200 DAON
Tél. (16) 43.70.13.94
Fax (16) 43.70.17.46

HÔTEL BRESCIA**
Toutes les nuits et août 96
de 360 F à 420 F
chambre avec BWC/DWC - TV
Téléphone direct - Bar - Jardin
16, rue d'Edimbourg - Paris 8^e
Tél : 43 22 14 31 - Fax : 43 87 02 17

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Hautes-Alpes - Parc Régional
à 5 km de SAINT-VERAN
Soleil - Calme - Randonnées pédestres
V.T.T. - Pêche - Randonnée
HÔTEL LE CHAMOIS**
Logis France / Michelin
1/2 pension : 271 F
Tél : 92.45.83.71 - Fax : 92.45.80.58

ANY WAY
VOYAGES
SÉJOURS ÉTÉ
CÔTE OUEST USA : 15 j
Vol + Hôtel + Voiture : 7 590 F
AUTOTOUR QUÉBEC : 11 j
Vol + Hôtel + Voiture : 5 460 F
COMBINÉ ÎLES GRECQUES : 15 j
Vol + Hôtel + Transfert : 3 990 F
SÉJOURS EN SARDAGNE : 8 j
Vol + Pension Complète : 3 390 F
* A partir de
Tél : (01) 40.28.00.74

DEMARC VOYAGES
Partez sereinement...
Catalogue DEMARC
→ MUSEUM 09/76 vol. A/R + 1000 F PC Départ Paris 10/10/96 2200 F* 3300 F*
→ GROSSENIER SUR LE RHIN 09/76 vol + 1000 F PC 2200 F* 3400 F*
→ Excursion Départ Paris 10/11/96 2200 F* 3400 F*
→ BELMONT CARRIERS Hôtel 3** PCJ 09/76 vol + 1000 F PC 2200 F* 3400 F*
+ Taxes
Lg. 01 45 62 62 62

36 15 AIR ASIE
Juillet et Août
Baï 4 800 F
Célibes 4 800 F
Pékin 4 300 F
Lg. 075 800078 - (2,23 F/m)

PROMOTION AOÛT VENISE
4 jours / 3 nuits - JEUDI/MANCHE
AVION + HOTEL + TRANSFERTS 1 850 F 1 610 F*
* dates de départ : 1, 8, 15, 22 et 29 août 96
Prix comprenant : Paris/Venise/Paris + transferts A/R
Place St Marco + logement en chambre double et petit déjeuner
Taxes aériennes en sus (70 F).
Tél : 44 51 39 27
MINITEL 3615 (129 F/min)
Cit Evasion
Lg. 075 85 4127

ITALIE
PROMOTION AOÛT VENISE
4 jours / 3 nuits - JEUDI/MANCHE
AVION + HOTEL + TRANSFERTS 1 850 F 1 610 F*
* dates de départ : 1, 8, 15, 22 et 29 août 96
Prix comprenant : Paris/Venise/Paris + transferts A/R
Place St Marco + logement en chambre double et petit déjeuner
Taxes aériennes en sus (70 F).
Tél : 44 51 39 27
MINITEL 3615 (129 F/min)
Cit Evasion
Lg. 075 85 4127

cit
Compagnie Italienne de Tourisme
Lg. 075 85 4127

Risques d'averses ou d'orages

LES HAUTES PRESSIONS, qui ont protégé la plus grande partie du pays mardi et mercredi, continuent à s'affaiblir. Une perturbation peu active en profitera pour s'installer par le nord-ouest jeudi matin. Elle prendra rapidement un caractère orageux en arrivant au contact de l'air chaud encore bien installé sur les deux tiers sud du pays.

Jeudi, la journée débutera souvent sous les nuages de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais. Ces

nuages deviendront menaçants en cours de matinée. Ils pourront donner quelques ondées à partir de la mi-journée. La Bretagne et la Normandie retrouveront des éclaircies de plus en plus larges au fil de l'après-midi mais on restera sous la menace d'averses plus au nord, de la Somme à la frontière belge.

Plus au sud, des côtes atlantiques au Nord-Est et à la Méditerranée, la matinée sera le plus souvent largement ensoleillée. Au fil des heures, l'atmosphère deviendra lourde sur la plupart des régions. Des ondées orageuses se déclencheront dès la fin de matinée des Pyrénées à la Vendée et aux Ardennes en passant par l'Île-de-France et le Massif Central.

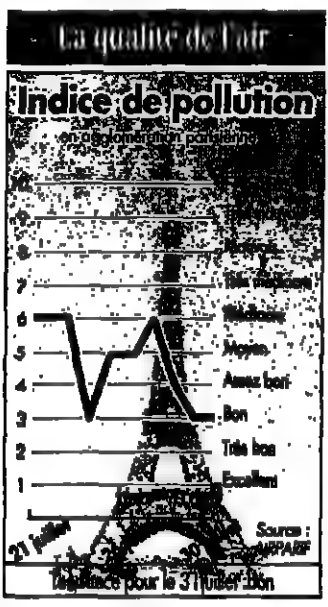
En début d'après-midi, l'activité orageuse se renforcera et s'étendra à l'est du pays. De forts orages pourront éclater en cours ou fin d'après-midi de la Lorraine au sud du Massif Central ainsi que dans les Alpes et sur le Languedoc-Roussillon. Dans le même temps, les averses continueront à se déclencher sur le reste du pays mais commenceront à perdre de l'activité. Le reste du littoral méditerranéen restera à l'écart de cette évolution orageuse. Le soleil parviendra à se maintenir une bonne partie de la journée des Bouches-du-Rhône à la Corse. Il déclençera un peu l'après-midi au profit d'un voile de nuages de plus en plus épais.

Les températures garderont un bon niveau sur la plupart des régions. Elles seront bien agréables au sud de la Loire, avant les orages, les thermomètres indiquant le plus souvent des valeurs proches de 30 degrés. La chaleur sera un peu atténuée des Pays-de-la-Loire aux Ardennes avec au maximum 24 à 26 degrés. Plus au Nord, de la Bretagne à la frontière belge, on conservera une certaine fraîcheur.

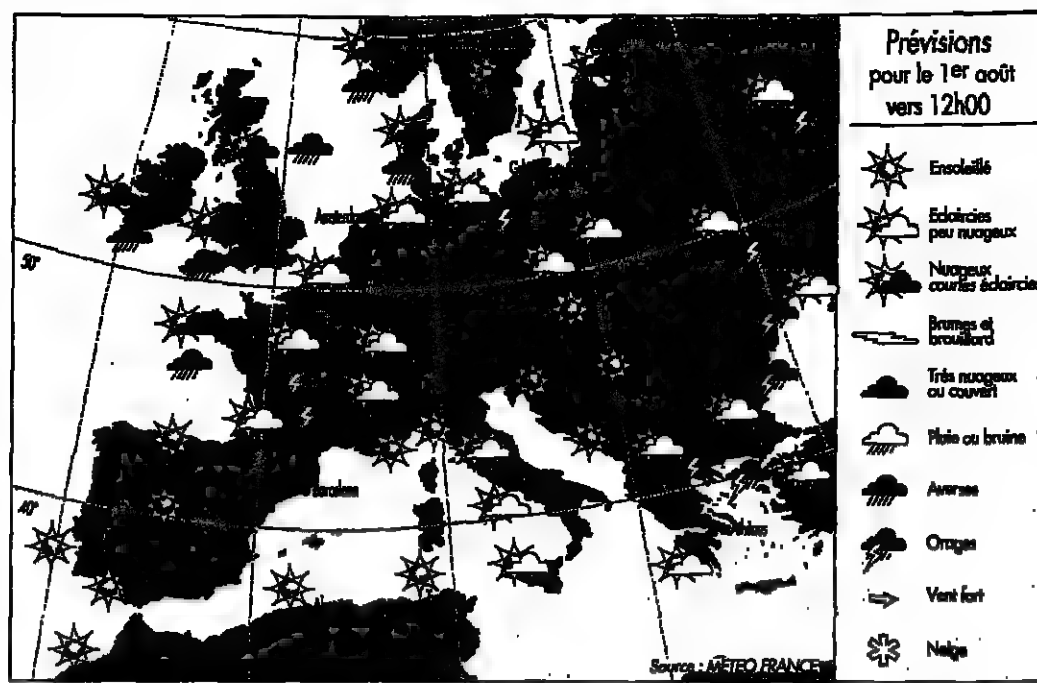
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



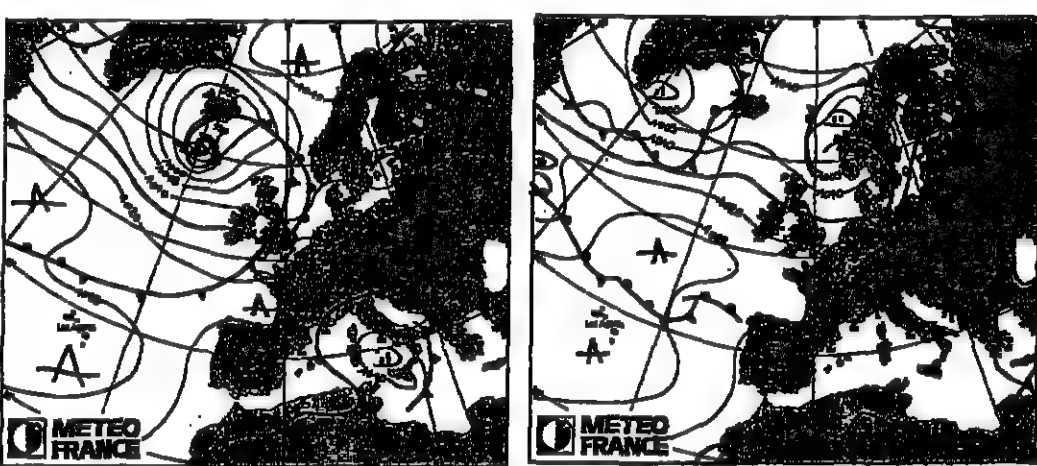
Prévisions pour le 1^{er} août vers 12h00



Prévisions pour le 31 juillet à 0h



TEMPÉRATURES	GRANDE-BRETAGNE	TOURS	CHICAGO	LESANZONNE	PRETORIA
du 30 juillet	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
max/min/moyenne	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
FRANCE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
ALGER	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
AMSTERDAM	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
ATHÈNES	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BANGKOK	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BARCELONE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BELGRADE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BERLIN	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BOMBAY	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BRASILIA	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BRUXELLES	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BUCAREST	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BUDAPEST	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
BUENOS AIRES	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
CARACAS	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
CAIRO	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
COPENHAGUE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
DARAR	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
DUBAÏ	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
DUBLIN	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
FRANCOFORT	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
GENÈVE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
HANOÏ	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
HONGKONG	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
ISRAËL	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
JAKARTA	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
JERUSALEM	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
KIEV	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
KINSHASA	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
LE CAIRE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
LIMA	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
LISSONNE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
LONDRES	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
LOS ANGELES	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
LUXEMBOURG	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
MADRID	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
MARRAKECH	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
MEXICO	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
MILAN	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
MONTREAL	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
MOSCOW	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
MUMBAÏ	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
NAIROBI	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
NEW DELHI	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
NEW YORK	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
PALESTINE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
PARIS	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
PRAGUE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
RIO DE JANEIRO	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
ROME	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
SAN FRANCISCO	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
SANTO DOMINGO	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
SEVILLE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
STOCKHOLM	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
SYDNEY	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
TENNESSEE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
TOKYO	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
TUNIS	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
VARSOVIE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6
VIENNE	24/15	25/11	25/18	25/17	22/6



Situation le 31 juillet, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 2 août à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS LE MONDE

Appel à l'épuration

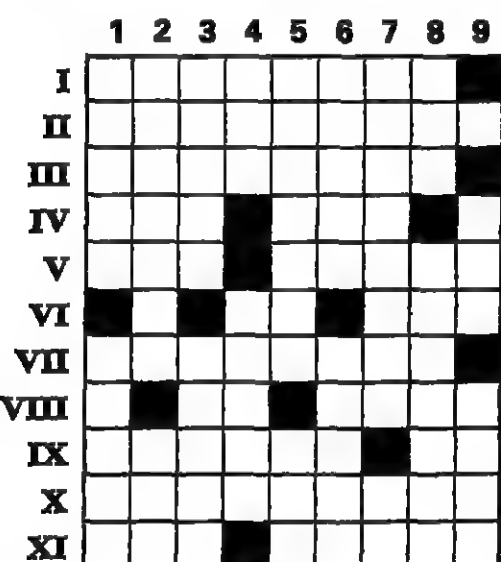
LES JURÉS de la Haute Cour doivent-ils juger en « citoyens libres », comme ils s'y engageaient avant chaque procès, ou doivent-ils se prononcer en tant que représentants de leurs partis, décidant politiquement de la responsabilité des accusés.

On n'aurait osé, ne serait-ce que par scrupule moral, poser si brutalement la question. Le Parti communiste y oblige cependant après la position dénuée d'artifices qu'il a prise hier. Les commentaires consacrés par *L'Humanité* à de récents arrêts, les divulgations par ce journal des délibérations du jury ne laissent guère de doute sur les intentions des communistes. Leur décision, mieux leur manifestation d'hier expliquent leur comportement durant toute cette dernière session de la Haute Cour. Elles en sont en quelque sorte le final. Manœuvre politique certes, manœuvre concertée également. En effet, à l'heure même où chacun, à Versailles, attendait l'ouverture de l'audience où devaient être jugés les amiraux responsables du sabordage de la flotte de Toulon, le groupe communiste de l'Assemblée nationale constituante se réunissait pour examiner « les conditions de fonctionnement de la Haute Cour de justice et de sa commission d'instruction ». On s'attendait à une sévère critique de l'institution. L'affaire était une réalité beaucoup plus sérieuse. Pour protester contre des résultats qui heurtent ses desseins politiques, le groupe communiste constate dans un communiqué « les mises en liberté inadmissibles » du général Weygand, de Lohéac, « les verdicts scandaleux » rendus dans les affaires Berthelot, Lagardelle, Charbon et enfin l'incapacité acquiescente de Pierre-Etienne Flandin. Suit un appel au « juste châtiment » et à l'épuration dont le Parti communiste veut plus que jamais faire son étendard.

(1^{er} août 1946.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6577



HORIZONTALEMENT
1. S'ils sont faux, désignent les ouvrières mais sont empressés auprès des reines. - 2. Traités avec respect. - 3. Des gens habitués aux repas froids. - 4. Baie du Japon. Belle, en mer. - 5. N'admet pas. Un

homme dévoué. - 6. Deuxième d'une série. Instruments du hasard. - 7. Remettent dans le ton. - 8. Coule à l'est. Ouverture dans une table. - 9. Des voisins du hareng. Est parfois sur les dents. - 10. Qui donne des envies. - 11. D'un auxiliaire. Quand on n'en a pas, on est bousculé.

VERTICALEMENT
1. Qualifie un regard très vache. Quand il est joli, il y a des avantages incontestables. - 2. Quand il y a beaucoup trop de livres. Quantité insuffisante. - 3. Aime les vieux arbres. Donnant des boutons. - 4. On y trouve beaucoup de cailloux. Fait office de cravate. - 5. L'initiateur du naturalisme américain. Amène une réponse du même ordre. - 6. Une sorte de cellule. Ne fait pas toujours l'objet d'une demande. - 7. Peuvent vivre dans la vase. D'un auxiliaire. - 8. Possessif. Au trentième, tout est noir. - 9. Ancienne capitale d'Afrique. Va et vient.

SOLUTION DU N° 6576
Horizontalement
1. Parcimonie. - 2. Économies. - 3. Attises. - 4. Gâ. Dérobé. - 5. Cillines. - 6. Mail. Na. - 7. Païre. Ent. - 8. Se. Fi. - 9. Auxillion. - 10. Court. - 11. Ormais. Té.
Verticalement
1. Péage. Plano. - 2. Acta. Ma. - 3. Rot. Saison. - 4. Cnidaires. - 5. Moselle. Ici. - 6. Emerl. Clos. - 7. Tisonné. Lu. - 8. Râ. Beauport. - 9. Esses. Tinte. - 10. Gey. Broaty.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements	France	Europe	Autres pays
24, avenue du G ^e Lécuyer - 60646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 42-17-32-30.			
la durée suivante			
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Pays : _____
 Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire _____
 Signature et date obligatoires
 Changement d'adresse : _____
 par écrit 10 jours avant votre départ. _____
 par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonné.)
 Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
 Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 13 (1) 42-17-32-30 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
 Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00
 Télématique 3615 code LE MONDE
 CompuServe : GO LEMONDE
 Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
 Documentation 3617 code LEMONDE ou 36-29-04-56
 CD-ROM : (1) 44-08-78-30
 Index et microfilms : (1) 42-17-29-33
 Films à Paris et en province : 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 Min)
 Le Monde est édité par le SA Le Monde, société anonyme avec directeur et conseil d'administration.
 La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
 Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
 ISSN : 0259-2027
 Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gumbourg, 94052 Ivry-Cedex.
 PRINTED IN FRANCE.
 Directeur-général : Dominique Aloy
 Directeur général : Gérard Morax
 Société civile de la SA Le Monde et de la SA Le Monde de la Presse
 133, avenue des Champs-Élysées
 75408 Paris Cedex 08
 Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

GRANDE-BRETAGNE. Pour la troisième fois en deux semaines, le métro londonien était presque totalement paralysé par une grève des conducteurs de rames lundi 29 juillet. (Routin.)

SICILE. La réserve naturelle du Gitan, située à l'est de la Sicile, a été presque entièrement ravagée par un incendie qui a été circonscrit en début de semaine. 1 300 hectares de végétation - des espèces rares et des maquis méditerranéens et des palmiers nains - ont été détruits. Seuls 350 hectares ont été épargnés par le sinistre. Un autre incendie a fait rage au cours du week-end dans la zone de Val d'Anapo, près de Syracuse. (AFP)

PARIS. Avec 5,2 millions de visiteurs en 1995, la tour Eiffel arrive en première position des sites payants de la capitale, loin devant le Musée du Louvre (3,2 millions de visiteurs). (AFP)

ÉGYPTE. L'Égypte a accueilli 3,5 millions de touristes durant l'année fiscale 1995-1996. Les Israéliens arrivent en troisième position derrière les Allemands et les Britanniques et devancent les Italiens et les Français. Au cours du premier semestre l'Égypte a reçu 1,7 million de visiteurs, ce qui représente une hausse de 32 % par rapport aux six premiers mois de 1995. (AFP)

FRANCE. La rupture d'un câble naire survenue mardi matin 30 juillet près de Poitiers a entraîné des retards d'une heure et plus dans la circulation des TGV dans les deux sens sur le réseau sud-ouest. (AFP)

PHILIPPINES. La compagnie Philippine Airlines a mis en service mardi 30 juillet son premier quadricoptère très long courrier A340-300. Avec cet appareil elle espère développer son trafic à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord et desservir sans escale la liaison Manille-Londres. (AFP)

PARIS EN VISITE

Vendredi 2 août

MARAIS : le quartier juif (55 F), 10 h 30 et 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Pierre-Yves Jaslet).
PASSAGES COUVERTS DU SENTIER : 2^e parcours (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris antérieur).
LE SENTIER et la cour des Miracles (50 F), 10 h 30 et 14 heures, 3, place des Victoires (Frédérique Jamel).
DE CLICHY à l'ancien village des Batignolles (50 F), 11 h 30, angle de la place de Clichy et de la rue d'Amsterdam (La Parisienne).
LE QUARTIER MONTMARTRE (60 F), 11 heures, boulevard Jourdan devant l'hôpital universitaire (Vincent de Langlade).
L'ÎLE SAINT-LOUIS, 11 h 30 (50 F), sortie du métro Font-Marie (Claude Martel).
LE QUARTIER MOULIN-VERT-SABLIÈRE (60 F), 15 heures, sortie du métro Alésia, devant l'église (Vincent de Langlade).
MUSÉE DU LOUVRE : les arts précieux au Moyen Âge (33 F + prix d'entrée), 11 h 30 (Musées nationaux).
HÔTELS DU MARAIS (60 F + prix d'entrée), 14 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Isabelle Haulier).
NOTRE-DAME DE PARIS au temps des alchimistes (55 F), 14 h 30, portail central

de la cathédrale (Europ expo).
DU JARDIN DU LUXEMBOURG à Montparnasse (50 F), 15 heures, sortie du métro Luxembourg (La Parisienne).
DU PARC GEORGES-BRASSENS à la Roche, le quartier des artistes (37 F), 15 heures, angle de la rue Brancion et de la rue des Morillons (Monuments historiques).
L'ÎLE DE LA CITÉ (55 F), 15 heures, devant le portail central de Notre-Dame (Paris et son histoire).
MARAIS : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
LE PALAIS DE JUSTICE (37 F), 15 heures, 4, boulevard du Palais, derrière les grilles (Monuments historiques).
LE PROCOPE et son quartier (37 F + une consommation), 15 heures, sortie du métro Odéon devant la statue de Danton (Monuments historiques).
LE QUARTIER MOULIN-VERT-SABLIÈRE (60 F), 15 heures, sortie du métro Alésia, devant l'église (Vincent de Langlade).
LE QUARTIER DES HAÏLLIES et l'église Saint-Eustache (50 F), 15 h 30, devant Saint-Eustache, côté rue du Jour (Claude Martel).
LA RUE DE LA ROQUETTE et l'ancien quartier des Auvergnats de Paris (37 F), 16 heures, en bas de l'escalier de l'Opéra-Bastille (Monuments historiques).

Vous recherchez un article publié dans *Le Monde* depuis janvier 1990

recherche de références par thèmes, catégories, pays, auteurs, etc. 5,57 F/mn

recherche et lecture en texte intégral 9,21 F/mn

Commande et envoi possibles par courrier ou fax, paiement par carte bancaire

Le Monde EN POCHES

38 F

Disponible en librairie et en grandes surfaces

Le Monde

531311

CARNET

LE MONDE / JEUDI 1^{er} AOÛT 1996 / 21

DISPARITIONS

■ BRUNO DUROCHER, poète, est mort à Paris le 9 juillet. Il a été inhumé, selon sa volonté, à Jérusalem, sur le mont des Oliviers. Juif polonais, né à Cracovie en 1919 (son vrai nom était Kaminski), Bruno Durocher fut déporté à l'âge de vingt ans et passa six années dans les camps, à Sachsenhausen d'abord, puis à Mathausen, où toute sa famille périt ; il choisira pour pseudonyme le nom d'un camarade mort dans ses bras. Son œuvre poétique porte la marque de cette tragique expérience. Après la guerre, Durocher se retrouve en France et voit son premier recueil de poèmes, *Chemin de couleur*, publié - en 1949 - par Pierre Seghers. L'année suivante, il fonde et imprime lui-même la revue *Caractères* ; il travaille avec Jean Follain, Jean Tardieu et André Frénaud. L'entreprise connaît un certain succès. Par goût de l'indépendance probablement, il ne publiera ses ouvrages que sous ce label. Paraissent ainsi, à partir du début des années 70, de nombreux livres, dont les sept tomes de son grand œuvre, *L'Image de l'homme* (1976), et un roman, *Le Livre de l'homme* (1979). Souvent incantatoire, traversée d'un souffle réel, la poésie de Durocher sera notamment saluée par Pierre-Jean Jouve, Jean Cassou, Jean Rousselot, Robert Sabatier.

■ CLAUDETTE COLBERT, actrice américaine d'origine française, est décédée mardi 30 juillet à son domicile de la Barbade. Elle était âgée de quatre-vingt-deux ans. (Lire en dernière page.)

NOMINATION

DIPLOMATIE
Elisabeth Maeght, épouse Dahan, ambassadeur au Sri-Lanka, a été nommée ambassadeur aux Maldives en résidence à Colombo, en remplacement de Jean-François Bouffandeau.
[Agée de quarante-huit ans, diplômée de sciences politiques et de l'école nationale des langues orientales, Elisabeth Maeght a été nommée en poste à Séoul, à Pékin, à Kinshasa, à Tananarive et à Madrid. Elle est ambassadeur au Sri-Lanka depuis janvier.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances
M^{me} Jean-Marie VERNIS, M. et M^{me} Maurice KARAOGLAN, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils.

Ilan KARAOGLAN, né à Paris, le 24 juillet 1996.

Anniversaires de naissance
- Joyeux anniversaire, Maurice.

Jeanne, Ingrid, Denis, Miléna, Delphine, la famille, les amis et les frères.

Décès
- Marc et Catherine de Lannay, ses fils et belle-fille, Raphaële et Jonathan, ses petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} veuve Louis BUHOT de LAUNAY, née Marguerite DERRIT, survenue à Morges (Suisse), le 30 juillet 1996.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- De Venet, Paris.

M^{me} R. Di Costanzo, née Jacqueline Diaz, son épouse, M. et M^{me} Jean-Baptiste Di Costanzo, ses parents, M. et M^{me} Laurence Di Costanzo et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Di Costanzo et leurs enfants, M. et M^{me} Nicolas Ragot et leurs enfants, M. Mathieu Di Costanzo, Tous les parents proches et alliés, ont la tristesse de faire part du décès de

M. François DI COSTANZO, pharmacien, président-directeur général des Laboratoires Progredia, survenue à Venet, le 29 juillet 1996, en sa soixante-huitième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées, le jeudi 1^{er} août, à 17 heures, en la cathédrale de Venet (Alpes-Maritimes), où l'on se réunira, suivies de l'inhumation dans le caveau familial au cimetière de la Sine, à Venet.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Yvon Denjean, née Jeanne Pagès, sa femme, M^{me} Henri Denjean, sa mère, Benoît, Anne-Sylvie, Raphaël, Marie, ses enfants, M. et M^{me} Bernard Batailly et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel JEANTIN, survenue le 24 juillet 1996.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

François MANCHUELLE, administrateur adjoint du département des recherches africaines à l'université de New York (E.U. d'Amérique), est décédé le 18 juillet, à l'âge de quarante-trois ans, des suites d'une crise cardiaque.

Famille Manchuelle, 30, rue Pasteur, 92160 Amory.

- Nous apprécions avec tristesse la disparition de

Pierre OMNES, survenue le 28 juillet 1996.

[Entré au Monde en 1961 après avoir travaillé dans l'imprimerie et dans l'édition, notamment aux Éditions Larousse, Pierre Omnes y assumait, de 1973 à 1983, la fonction de chef de service de la correction.]

Tous ceux qui l'ont connu ont apprécié sa personnalité gentille, son sens des autres, sa discrétion - une discrétion qui s'appliquait entre autres à sa participation au réseau de Résistance Coactionnaires (Cétes-d'Armer).

Pierre Omnes fut vice-président de la Société des cadres du Monde de 1979 à 1983.

La direction du Monde et ses collègues de la correction présentent leurs condoléances les plus attristées à ses proches, qu'ils assurent de leur profonde sympathie.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Maurice GERL, professeur à l'université H. Poincaré-Nancy-I, survenue, le 25 juillet 1996, à Nancy.

M^{me} Isabelle Sanger-Jeantin, sa femme, M^{me} Henri Jeantin, sa mère, Benoît, Anne-Sylvie, Raphaël, Marie, ses enfants, M. et M^{me} Bernard Batailly et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Michel JEANTIN, survenue le 24 juillet 1996.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

François MANCHUELLE, administrateur adjoint du département des recherches africaines à l'université de New York (E.U. d'Amérique), est décédé le 18 juillet, à l'âge de quarante-trois ans, des suites d'une crise cardiaque.

Famille Manchuelle, 30, rue Pasteur, 92160 Amory.

- Nous apprécions avec tristesse la disparition de

Pierre OMNES, survenue le 28 juillet 1996.

[Entré au Monde en 1961 après avoir travaillé dans l'imprimerie et dans l'édition, notamment aux Éditions Larousse, Pierre Omnes y assumait, de 1973 à 1983, la fonction de chef de service de la correction.]

Tous ceux qui l'ont connu ont apprécié sa personnalité gentille, son sens des autres, sa discrétion - une discrétion qui s'appliquait entre autres à sa participation au réseau de Résistance Coactionnaires (Cétes-d'Armer).

Pierre Omnes fut vice-président de la Société des cadres du Monde de 1979 à 1983.

La direction du Monde et ses collègues de la correction présentent leurs condoléances les plus attristées à ses proches, qu'ils assurent de leur profonde sympathie.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

Maurice GERL, professeur à l'université H. Poincaré-Nancy-I, survenue, le 25 juillet 1996, à Nancy.

M. le professeur Marcel-Paul SCHÜTZENBERGER, membre de l'Institut, s'est éteint à son domicile parisien de la rue du Ranelagh, le 29 juillet 1996.

L'inhumation aura lieu au cimetière de la Butte-Pinson à Montmagny (Val-d'Oise), le jeudi 1^{er} août, à 11 h 30, où il recevra

Mahar, son fils, et Barlat, son épouse.

De la part de Héloïse Schützenberger-Bojarid, sa fille, Tous les membres de sa famille, Ses nombreux amis.

- Hajjar, Noor, Seld, Zachary et Mehdi ont la tristesse de faire part du décès de leur grand-père.

Hajji Lahcen OULLADI, ancien député, président de la commission des affaires sociales, rapporteur général de la Chambre des représentants, ancien président du conseil communal de Bouznika, directeur, trésorier général adjoint du royaume du Maroc.

Décès survenue le 15 juillet 1996, à Rabat (Maroc).

Il a rejoint leur grand-mère

Hajja Hafida REGRAGUL, disparue, le 7 janvier 1995, à Rabat (Maroc).

M. et M^{me} Lamy-Durand, sa fille et son gendre, M. Jean-Durand, son petit-fils, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Maurice VIRIEUX, née Jeanne MELLIN, le 24 juillet, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le lundi 29 juillet, en l'église Saint-Louis de la Guillotière à Lyon.

324, rue Garibaldi, 69007 Lyon, 14, rue Proust, 73003 Paris.

M^{me} Félix Vignal, son épouse, M. et M^{me} Gérard Lagranel, M. et M^{me} Jean Paul Vignal, M. et M^{me} Dominique Hollinger, ses enfants, Ses petits-enfants et toute la famille, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Félix VIGNAL, conservateur des Hypothèques honoraire, survenue dans sa soixante-dix-huitième année, le 24 juillet 1996.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 27 juillet, en l'église de Meillet (Cantal).

Lhom, Meillet, 15200 Mauriac.

Anniversaires de décès
- Il y a deux ans, au cœur de l'été, Waldemar KURL, 12 juillet 1930 - 1^{er} août 1994, quittait les siens.

Nous le gardons dans notre cœur.

- Le 1^{er} août 1991, à l'île-d'Yeu, Mathieu PETRY.

Décidément, mon vieux Mathieu, on ne s'habituait pas.

Remerciements
- La famille de

Jean Jacques POCIDALO, remercie tous ceux qui l'ont soutenu par leur présence, leurs écrits et leurs paroles dans ces moments difficiles.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 43-17-29-94 et 43-17-29-96
Télécopieur : 43-17-21-36
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 106 F
Abonnés et actionnaires 85 F
Communications diverses 110 F
Thèmes éditoriaux 85 F
Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LE MONDE DES CARRIÈRES

LE CENTRE INTERDÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA PETITE COURONNE DE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE

LE CENTRE DÉPARTEMENTAL DE GESTION DE L'INDRE-ET-LOIRE

organisent un concours interne avec épreuve (interview) pour l'accès au cadre d'emplois

DES COORDINATRICES DE CERCLES TERRITORIAUX (femme ou homme)

Ce concours n'est ouvert qu'aux puericultrices territoriales hors classe.

Des listes de dépôt des dossiers d'inscription : le 30 septembre 1996. Date des épreuves : à partir du 7 novembre 1996. Nombre de postes mis au concours : 12.

Lieu de l'épreuve : 42, rue de Roumouille, Paris-12^e.

Adresses auxquelles les dossiers de candidature doivent être envoyés : Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Île-de-France, 3, rue de Roumouille, 75004 PARIS CEDEX 19.

Centre départemental de gestion de l'Indre-et-Loire, 6, place de la Préfecture, BP 4135, 37041 TOURS Cedex.

LE CENTRE DE GESTION DU DOUBS

organise - 1 concours sur titres avec épreuves de psychologie : 4 postes.

- 1 concours sur titres avec épreuves d'assistant qualifié de laboratoire : 4 postes.

Dates d'inscription : semaine du 18 au 22-11-1996. Localisation : du 1-10-1996 au 15-10-1996.

Date limite de dépôt des candidatures : 15 octobre 1996 (cachet de la poste faisant foi).

L'AGENDA

Bijoux
BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable atelier. Que des affaires exceptionnelles ! Tous bijoux et toutes pierres précieuses, saphirs, émeraudes, pépites, etc.

ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRON OPIÈRE
Angle boulevard des Italiens 4, rue Chausse-d'Arin Magasin à l'étage 37, avenue Victor-Hugo Autre grand étobe.

Tourisme
Riviera

TOURISME FLUVIAL. Connaître à l'inter d'une vision future.

FRANCE MARITIME FLUVIALE. Location de bateaux hydroptiles pour parcs de la Forêt 58200 DAGON Tel : (01) 43-70-13-94 Fax : (01) 43-70-17-42

Loisirs
BODY LINE

Pour votre forme votre ligne votre bonheur

venir profiter des cours aérobie, stretching, abdo-trainings, culture physique, cardio training, massage, soins, etc.

Ouvert tous les jours 25-37, rue de la Croix-d'Eau, 94770 LE PERREUX

DEMANDES D'EMPLOI
ATTACHÉE DE PRESSE exp. dans dix domaines ch. mission. T. (0) 53-28-07-91

Le Monde PUBLICITE
133 Av. des Champs-Élysées 75008 PARIS CEDEX 08

Rubriques : Offres d'emploi 210F
Demandes d'emploi 55F
Propositions commerciales 400F
Agenda 130F
Immobilier 130F

Les annonces classées du MONDE
Tarif de la ligne HT (TVA 20,80 %)
la ligne comprend 25 caractères, signes ou espaces.

Passez vos annonces par téléphone au : 44.43.76.03 et 44.43.77.34 / Fax : 44.43.77.32

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrondissement
Rue St-Antoine entre hôtel de la Sully et place des Vosges. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

1^{er} arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

6^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

7^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

13^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

14^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

15^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

16^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

17^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

18^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

19^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

20^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

21^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrondissement
Rue St-Antoine entre hôtel de la Sully et place des Vosges. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

1^{er} arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

6^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

7^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

13^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

14^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

15^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

16^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

17^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

18^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

19^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

20^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

21^e arrondissement
RUE SAINT-MARCEL. Part. v. 2 p. 40 m² par. comm. et aq. 500 000 F - 43-45-46-47

MUSIQUE Le Festival du Lincoln Center propose au public new-yorkais une expérience singulière, la première du genre : assister à une représentation d'un opéra contemporain en par-

ticipant à l'élaboration même de la musique. ● COMPOSÉ par Tod Machover sur une idée de Marvin Minsky, l'un des pionniers de l'intelligence arti-

ficielle, *The Brain Opera* n'est certes pas un chef-d'œuvre de l'art lyrique, mais les possibilités interactives qu'il propose sont peut-être la préfiguration d'une forme de création collec-

tive. ● RÉVOLUTIONNAIRE lui aussi, John Eliot Gardiner a entrepris, il y a déjà plus de vingt ans, d'adapter les instruments au répertoire qu'il dirige. A New York, il vient de remporter un triomphe en interprétant la Neu-

vième *Symphonie* de Beethoven. Dirigée depuis des décennies d'une façon trop solennelle, cette œuvre cachait, sous ses habits d'emprunt, une finesse qu'il fallait retrouver.

Le premier opéra interactif se joue au Lincoln Center et sur Internet

Conçu par Tod Machover selon un concept du chercheur Marvin Minsky, « The Brain Opera » constitue une expérience déroutante : à partir d'une trame musicale, un public, à New York, et des internautes sont associés à la réalisation d'une œuvre qui diffère à chaque « représentation »

NEW YORK

correspondance
Le propos du *Brain Opera* est ambitieux. Il s'agit de vivre un opéra tel que le percevait un cerveau humain. À l'origine de l'entreprise, les travaux de Marvin Minsky. Tod Machover a imaginé de composer un opéra avec la participation du public, celui présent à la Juilliard et celui branché sur Internet.

Sept fois par jour, par groupe de cent, les spectateurs sont invités dans un premier atrium, le Morse Hall, à jouer (gratuitement) avec une foule d'instruments électroniques répartis dans la « Forêt de l'esprit ». La configuration des instruments et leur agencement dans l'espace aspirent à donner l'impression qu'on se meut à l'intérieur d'un gigantesque cerveau au moment où s'approprie à naître une idée musicale. Le décor fait plutôt penser au film *Alien*, avec ses formes ovoïdes blanchâtres et phosphorescentes, parfois suspendues dans l'espace baigné d'une lumière d'un bleu laiteux. De l'« Arbre à rythme », cocon horizontal nant de nodules, on tapote, on pince, on écrase les protubérances en forme de nez, d'oreille ou d'ourin qui, s'éclairant, émettent des sons étranges (voix, percussions) plus ou moins intenses selon la pression exercée.

Plus loin, le « Chevalier à mélodie » est un écran analogue à celui d'un distributeur automatique de billets de banque : il chante quand le doigt glisse sur la paroi de verre. La mélodie varie suivant l'intensité de la main, le graphisme se

démultiplie à la manière des essais de Muybridge à l'aube du cinéma. Pour s'essayer à la « Conduite harmonique », on s'assoit à l'intérieur d'une coque, on saisit un volant et on prend la route, à travers un paysage épuré comme une esquisse de dessin animé. C'est sous doute l'instrument qui ressemble le plus aux appareils que l'on trouve dans les galeries de jeux vidéo. On se juche ensuite sur une plaque de métal, face au « Mur de gestuelle ». Avec ses senseurs installés au bout de longs tubes articulés, le Mur émet des sons qui varient suivant les mouvements du corps. Comme le reste, cette musique est enregistrée, traitée par des ordinateurs.

« ARBRES PARLEURS »

Les « Arbres parleurs et chanteurs » sont des sortes de cabines téléphoniques. Suspendu à la coque, un casque d'écoute ; devant, un écran vidéo et un micro ; sur le socle, une feuille d'arbre caoutchoutant un bouton qui déclenche le système. Apparaissant à l'écran, Marvin Minsky pose une série de questions (musique, littérature, philosophie, sociologie...). Pendant cette « visite », le spectateur est filmé par une équipe d'assistants munis de caméscopes numériques.

Quarante-cinq minutes plus tard, dans un petit théâtre attenant à la galerie, la représentation proprement dite commence. Au fond, un écran. À droite, un « Arbre à rythme » plus élaboré que ceux du Morse Hall. À gauche,



DESIGN PATRICK LESTER

un fauteuil en bois à haut dossier, semblable à un modèle de Frank Lloyd Wright. Devant l'écran, sur lequel seront projetés des images, des graphiques et des textes de Marvin Minsky, Teresa Marín et Marlbeth Back maintiennent l'une l'« Arbre à rythme ». L'autre, une « hyperbagnette » de chef d'orchestre qu'elle a mise au point à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Tod Machover s'installe sur le trône de bois. Devant lui, une double structure équipée de senseurs - entre ambulateur désolé et détecteur de métal - est liée à une batterie d'ordinateurs. Fascinant jeu de corps et de mains devant et autour des senseurs qui altère la musique pré-enregistrée de Machover, passe d'une strate à l'autre, des phrases prononcées par Marvin Minsky aux sons générés plus tôt par le public et à ceux, émis en direct, sur Internet.

Le premier mouvement s'ouvre sur une cacophonie de sons et d'images cueillis à la volée pendant la « visite ». Après ce « big bang », l'univers se met en ordre en une sorte de collage autour des idées de Marvin Minsky. L'épine dorsale-letmoty est une variation sur le *Kiccaro* de l'*Offrande musicale* de Jean-Sébastien Bach, assortie cependant d'alliances surprenantes (Bach-Beethoven-Bob Dylan, les Beatles-Duke Ellington-Stravinsky). Il s'achève, avec la voix d'Anne Azema, soprano, sur une note de calme et d'immobilité. Dans la deuxième partie, domine d'abord la voix de la mezzo-sopra-

no Lorraine Hunt, puis la fluidité du « Chevalier mélodique ». Les phrases, de plus en plus amples, débouchent sur des chansons, dont le rythme se fait plus rapide, plus syncopé.

DIALOGUE AVEC LE CYBERSPACE

C'est dans le troisième mouvement qu'intervient Internet. Une plage est d'abord réservée au cyberspace, puis le dialogue s'établit avec les exécutants (une solution de rechange est prévue si Internet reste coi : <http://brainop.media.mit.edu>). Ce mouvement doit s'achever avec le « Tapis sensoriel » sur lequel le public est invité à danser, puis se clôt définitivement sur une coda paisible, proche à nouveau de l'*Offrande musicale* de Jean-Sébastien Bach.

Le navigateur Netscape permet un accès en direct et en temps réel. Pour participer, il faut avoir recours à un logiciel, Java. On choisit sur une liste préalable l'instrument que l'on souhaite devenir ; les sons que l'on émet sont transmis dans un « salon de réception » du Lincoln Center, traités, puis injectés dans l'œuvre en cours d'exécution. Au public donc d'avoir du talent, et la dynamique de l'œuvre variera à chaque représentation.

Est-ce un formidable coup promotionnel ou une préfiguration de la musique de demain ? C'est fou ce qu'on oublie vite l'exploit technique pour ne plus entendre que la musique », disait à la sortie un jeune informaticien.

Henri Béhar

Marvin Minsky, le décrypteur de l'intelligence

NEW YORK

correspondance
Mathématicien, musicien, théoricien, Marvin Minsky est une légende dans les milieux scientifiques. Considéré comme l'un des pionniers de l'intelligence artificielle, il travaille à appli-



quer les mécanismes offerts par l'informatique à la recherche et à la compréhension des processus psychologiques humains, et à doter les machines de capacité d'intelligence et d'adaptation. Au début des années 50, ses premières études développent une relation mathématique entre « la science cognitive » et l'informatique, qu'on appelait alors encore « cybernétique ». En 1961, avec John McCarthy, il fonde le laboratoire d'intelligence artificielle à l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Il le dirigera jusqu'en 1971, mais il en est encore le gourou.

Au début des années 70, Marvin Minsky commence à formuler une théorie intitulée « la société de l'esprit ». Partant de ses propres observations sur la psychologie infantile et des travaux de ses étudiants sur les « machines intelligentes », il suggère que l'intelligence est non pas le produit d'un seul mécanisme, mais le fruit d'une interaction gérée d'une panoplie d'agents qui, en se conjuguant, conduisent à l'intel-

ligence. Au milieu des années 80, il affine cette théorie : si l'on veut qu'un ordinateur pense comme un humain, il faut dépasser la simple notion de logiciel pour concevoir une « population » d'idées. Des milliers d'ordinateurs fonctionnant ensemble, telle est l'image qu'il choisit pour cerner la pensée : on part d'une idée primaire, on échauffe par-dessus une idée plus complexe, puis une autre, et ainsi de suite. Penser est l'agencement de ces milliers de couches, constamment présentes à notre esprit.

La *Société de l'esprit* est une parfaite illustration de ce propos. Le livre, publié en 1985, rassemble deux cent-soixante-dix idées tenant chacune sur une page - mais ces idées sont interconnectées, chacune abordant un phénomène ou apportant un élément de solution à une question restée, sur une autre page, incomplète. Depuis dix ans, Marvin Minsky travaille à un nouvel ouvrage. Étudiant le rôle joué par les émotions dans le processus mental, *The Emotion Machine* promet d'avoir le même retentissement dans ce domaine que *La Société de l'esprit* dans l'étude de la pensée cognitive. En dehors du MIT, Minsky est une sorte de « génie-résident » chez Disney, consultant le géant de l'industrie de la distraction sur l'impact que pourraient avoir les nouvelles technologies sur l'ensemble de ses activités.

E. B.

Des pionniers prisonniers de leur sérieux

LINCOLN CENTER FESTIVAL. BRAIN OPERA de Tod Machover. Juilliard Theater, New York, le 29 juillet, séance de 13 heures. Jusqu'au 3 août. Tél. : (91-1) 212 875-5132.

NEW YORK

de notre envoyé spécial

Ces lumières roses, bleues, jaunes éclairant à peine la pénombre, ces formes étranges suspendues, ces éléments bombés criblés d'éruptions inquiétantes ont quelque chose d'une érotique de bazar, un peu *dark room*, un peu *peep-show*. Les enfants, qui sont nombreux, n'ont pas d'arrière-pensées. Ils se ruent sur ces objets propres à faire fuir les lignes ultra-intégristes américaines. Une vieille dame manipule une sorte de balle de tennis un peu molle, couleur chair. Un vieux monsieur plonge ses doigts dans l'orifice d'une forme douteuse, puis s'éloigne dépit. Un adolescent, casquette à l'envers, s'emballe dans un solo rythmique. Des sons de percussions plus ou moins secs se mêlent à des rancâches animales. Plus loin, une mère de famille se défile autant que ses enfants, battant des bras entre deux faisceaux électroniques, d'où s'échappent des bribes de Bach, de choeur céleste, de clavier façon *Continuum* de Ligeti... Papa, consterné, se tient à l'écart. Marvin Minsky est omniprésent, au moins au-

tant que Coca-Cola à Atlanta. Par écran interposé, il pose des questions subliminales.

Tod Machover paraît, accompagné de deux jeunes musiciens. Tous trois suivent un canevas sur lequel vont se greffer des événements sonores live : les sons produits précédemment par le public se superposent aux labyrinthes de l'*Offrande musicale*, aux références minimalistes, à une musique néomodérnisme. La distribution du son est circulaire. L'effet *Vingt mille lieues sous les mers* reprend du service, mais on est loin du sublime environnement liquide de *Répons*, de Pierre Boulez. On s'enferme ferme. Quelques bribes de réponse aux questions de Minsky sont réintégrées dans ce flux psychédélique, mais on est déçu de ne pas entendre ses propres réponses facétieuses. Le flux continue, entre Bach désintégré et une furive citation de *Candide* de Bernstein, à peine troublé par l'apparition symbolique, sur écran, de quatre malheureux surfeurs sonores, connectés sur Internet...

Après cette musique de Jean-Michel Jarre du pauvre, on espérait danser sur le tapis interactif, mais il ne fonctionnait pas. La lumière revenue, une question fuse, terrifiante dans son ingénuité : « Pourquoi êtes-vous tous habillés en noir ? », demande un petit garçon, visiblement déçu. Si seulement Tod Machover s'était revêtu de paillettes...

Renaud Machart

John Eliot Gardiner tutoie la « Neuvième Symphonie » de Beethoven

FESTIVAL DU LINCOLN CENTER DE NEW YORK. Ludwig van Beethoven : *Meeresstille und Glückliche Fahrt* ; *Neuvième Symphonie* ; *Missa Solemnis*. Luba Orgonasova (soprano), Anne Sofie von Otter (mezzo-soprano), William Kendall (ténor), Alastair Miles, Franz Hawlata (basses), Monteverdi Choir, Orchestre révolutionnaire et romantique, John Eliot Gardiner (direction). Les 27 et 28 juillet, Avery Fisher Hall. Tél. : (91-1) 212 875-5132.

NEW YORK

de notre envoyé spécial
Quelques jours avant le festival Mostly Mozart et les concerts en plein air de Central Park, le premier Festival du Lincoln Center s'offre à un public débouillonné mêlant les élégantes et les étudiants en sandales de cuir. Sur la piazza, des concerts de plein air sont organisés (*Midsummer Night Swing*) alors qu'à l'intérieur des bâtiments ré-

sonnent des concerts, se jouent des pièces de théâtre, se dansent des ballets. De l'intégrale Beckett au *Brain Opera* de Tod Machover (*lire ci-dessus*), de la musique traditionnelle orientale à la version originale du *Fidèle* de Beethoven, les croisements, on plutôt les lignes convergentes, semblent répondre à une attente évidente : les New-Yorkais, même en août, sont prêts à l'aventure et ont répondu massivement présent.

Avec quel enthousiasme, ils se sont levés comme un seul homme à l'issue de l'exécution de la *Neuvième Symphonie* de Beethoven par John Eliot Gardiner, le samedi 27 juillet, à l'Avery Fisher Hall - la maison du New York Philharmonic. L'hommage à un orchestre d'instruments anciens, dans ce cadre, n'est pas aussi déplacé qu'on le croirait... Nagnère, Leonard Bernstein, filmé par la télévision (émissions rééditées par Sony Classical Video), y expliquait aux enfants pourquoi Haydn ne pouvait plus être joué avec dix contrebasses et

des archets trop lourds. Gardiner n'est pas Bernstein. Un excès de sérieux le contraignait parfois à la raideur, quand l'inspiration n'est pas au rendez-vous. Elle l'était, ce soir-là. Le chef britannique impose, dans les premiers accords de *Meeresstille und Glückliche Fahrt* de Beethoven un *sotto voce* à peine perceptible mais pourtant remarquablement timbré : le concert à peine commencé, le Monteverdi Choir stupéfié. Les individus - dont certains noms apparaissent souvent dans des distributions solistes - ne font qu'un, au service exclusif d'un son net, d'une attaque à la précision presque électronique, d'une justesse implacable. Ils ne sont pas quarante, mais sonnent plus qu'un choeur symphonique amateur (dans la *Missa Solemnis*, les basses se sont d'ailleurs parfois laissé aller à une enrouement sonore un peu exagérée dans les entrées de fugue).

L'Orchestre révolutionnaire et romantique n'a pas la même expérience. Mais des English Baroque

Solistes à cette formation exclusivement dédiée au répertoire post-classique, il n'y a guère de fossé : la plupart des instrumentistes fidèles à Gardiner depuis des lustres s'y trouvent. Les cordes ont prouvé, dans l'intégrale des symphonies de Beethoven (Archiv Produktion), qu'elles pouvaient être moelleuses et précises à la fois. Au concert, elles ne démentent pas (même si la double violoncelles-contrebasses dans le « récit de basse » du quatrième mouvement de la *Neuvième Symphonie* n'est pas très juste). Comme dans la plupart des orchestres de ce type, les vents laissent parfois à désirer (la flûte sonnait souvent un peu bas dans la *Missa Solemnis* ; dans la *Neuvième*, le cor solo évite de justesse le couac dans ses traits à découvrir, et l'harmonie passe un difficile moment dans le passage récur et suspendu marqué *adagio*, accompagné par des pizzicati de cordes, dans le troisième mouvement, ou dans les quelques mesures *Adagio ma non troppo* du finale). Mais les souf-

fleurs de Gardiner sont pugnaces et débordent d'énergie en attendant de pratiquer mieux encore ces instruments romantiques, difficiles à maîtriser.

PROPORTIONS HUMAINES

Gardiner ne se laisse pas impressionner par l'aspect « grande fresque à message » de la *Neuvième*. Sans y paraître, le troisième mouvement est prenant parce que simple, conduit, dosé, sans effets de manche de la part des premiers violons « récents ». Et quel magnifique résultat que ce thème de l'*Ode à la joie* entonné par les cordes comme une antienne grégorienne, sans angles, fluide et ferme à la fois. Ainsi interprétée, la *Neuvième* reprend des proportions humaines. Le mythe y perd, mais l'émotion y gagne.

Le dimanche 28, Fovation était moins spontanée. Il y avait de quoi : cette *Missa Solemnis* ne « décollait » pas, les couleurs étaient les mêmes du début à la fin. Gardiner n'est pas un polyphoniste. Il ne

soutient pas les lignes à l'ancienne sous-tendant le « *Et incarnatus est* » des téneurs qui, eux, ont le réflexe grégorien ; dans l'extraordinaire prélude au « *Benedictus* » (composé par un violon solo pâlillon), Gardiner dirige négligemment et se mouche au beau milieu de ce coup de théâtre musical (l'air conditionné new-yorkais est redoutable, mais tout de même...). Dans la fugue *Et vita venturi*, le chef impose un tempo lent et des valeurs détachées au choeur, faisant sonner de manière particulièrement étique cette polyphonie. Le quatorze de solistes assez hétérogène déçoit : une basse aux sons tubés, un ténor correct mais en deça du « rôle », une mezzo froide, une soprano attaquant les sons par en dessous et chantant dans un style ampoulé. Après cette soirée décevante, on attend donc avec impatience *Léonore*, programmée le 30 août, qui doit relever le défi posé par une *Neuvième* de haut vol.

R. Ma.

Sean Connery et Nicolas Cage au cœur d'aventures pyrotechniques à Alcatraz

Rock. L'ombre d'un James Bond ressuscité plane sur ce film d'action sans suspense

Dernier film d'un tandem de producteurs chevronnés, cette deuxième réalisation d'un jeune artificier du clip bénéficie d'une distribution de

choc pour dévaler avec efficacité les séquences de bagarre et les explosions au fil d'un scénario prévisible situé dans la prison désaffectée

d'Alcatraz. Une production sans autre ambition que la grande spectacle, parfaitement profilée pour le milieu de l'été.

Film américain de Michael Bay. Avec Sean Connery, Nicolas Cage, Ed Harris. (2 h 16.)

Oui, bon, d'accord, il y aurait un officier d'élite devenu dingue qui menacerait d'anéantir une métropole à coup de gaz chimiques, et on confierait le rôle à Ed Harris, toujours excellent dans le genre crispé du maxillaire. Ensuite, on enverrait un jeune sa- vant et un vétéran du service ac- tion mettre un terme aux cou- pables entreprises du général. Nicolas Cage en chimiste désin- volte et Sean Connery en barou- deur aux tempes argentées feront parfaitement l'affaire. Il ne reste- ra qu'à saupoudrer ce canevas en acier avec les habituels chapelets d'explosions, débâches de technologies militaires et autres

concliables politico-straté- giques au plus haut niveau. La routine, quoi.

Conscients du manque de sin- gularité de la chose, les produc- teurs Don Simpson (récemment décédé) et Jerry Bruckheimer, ces vieux renards du film d'action à grand spectacle, ont cherché l'in- grédient propre à donner un peu de sel à la formule. Ils ont trouvé la quatrième vedette du film, l'île pénitentiaire d'Alcatraz, qui ob- tient d'ailleurs les honneurs du titre - Rock, « le rocher », est le petit nom de la célèbre prison au- jourd'hui désaffectée. Château aux airs médiévaux dominant un réseau de souterrains de science- fiction, taudis magnifiques peuplé de machineries carcérales au dé- labrement photographique, Alca- traz est effectivement un superbe décor. Malheureusement, le film

ne lui rend guère justice. Sa réali- sation a en effet été confiée à un jeune prodige du clip et de la pub, passé au long métrage en 1995 avec le thriller *Bad Boys*. Pour Michael Bay, la mise en scène se ré- sume manifestement à ne jamais avoir de plan d'une durée supé- rieure à cinq secondes.

« EFFET GRAND HUIT »

Avec un casting d'une solidité sans faille, une équipe de pyro- techniciens émérites et un expert au montage, le résultat est d'une indéniable efficacité. Et d'une totale absence d'intérêt. Simple ac- complissement d'un programme établi à l'avance, et qui - à la dif- férence du missile apocalyptique - jamais ne dévie de sa trajecto- ire, ce qui ne serait pas grave, mais surtout qui n'embrase sur aucune idée, aucun affect, aucun

plaisir au-delà de l'« effet grand huit ».

Une seule friandise retient un peu l'attention au milieu de cette prévisible déferlante de détona- tions et d'acrobaties : le scénario suggère que le personnage joué par Sean Connery - taulard qui aurait été l'unique évadé d'Alca- traz avant d'être repéré, réembas- tillé et privé de son identité par la CIA - pourrait être... James Bond. Pour avoir, au service secret de Sa Majesté, porté atteinte jadis aux intérêts des États-Unis, il croulait depuis des lustres dans une geôle américaine. Il laisse ainsi supposer que depuis ce forfait qui aurait privé l'agent au Walter PPK de la prestance du golfeur écossais, 007 n'est plus, sur les écrans, que l'ombre de lui-même.

Jean-Michel Prodon

Le jeune cinéma d'auteur japonais sort de la clandestinité

TOKYO
correspondance

Le cinéma japonais serait-il en train de renaitre de ses cendres ? La profession et le public se surprennent à fêter un jeune cinéma d'auteur longtemps clandestin. Et le nombre croissant de films japonais présents dans les festivals internationaux l'atteste également. Le renouveau est modeste, mais encourageant, tant le pays d'Ozu, de Mizoguchi et d'Oshima faisait depuis quinze ans pâle figure parmi les cinématographies asiatiques.

Le cinéma japonais est sorti si- nistré des années 80. Au temps de la spéculation financière, le public, les producteurs et même les ci- néastes préféraient de loin le pa- pier-monnaie aux rêves de Cellu- loïd. Les talents émigraient vers la télévision, au point que celle-ci vo- la au grand écran le monopole des stars. Les quelques cinéastes de talent de la génération intermé- diaire, tels Mitsuo Yanagimachi ou

Kohji Oguri, firent les frais de cette dévotion à l'argent et de ce mépris de la création et des sujets am- bitieux. Mais aujourd'hui le « Japon des années vagues » se pose de sé- rieuses questions sur son identité, la récession ayant refroidi les ex- travagances de la période de « bulle financière ». Et par un curieux renouveau des choses, au fin fond de l'univers télévisuel une petite porte s'est ouverte sur le ciné- ma.

L'engouement des télé specta- teurs japonais pour les *tendy do- rama*, les innombrables feuilletons racontant des histoires d'amour modernes, a débordé sur le ciné- ma. On retrouve les mêmes *intenta*, comédiens à tout faire du show- business nippon gérés par des agences aux dents longues, dans les films de cinéastes eux-mêmes issus du petit écran. Mais le cinéma est moins vu comme une promo- tion que comme une expérimenta- tion, une liberté. Le cas de Shunji

Iwai est peut-être le plus révéla- teur : deux premiers films remar- qués pour la télévision, dont *Undo*, présenté à Berlin en 1995 dans une section parallèle, lui permirent de réaliser pour le cinéma *Love Letter*, devenu un film-culte auprès de la jeunesse. Son nouveau film, *The Swallowtail Butterfly*, dont il vient d'achever le tournage, a été copro- duit par la chaîne Fuji avec un bud- get record (pour un film d'auteur) de 5 millions de dollars.

Comme Iwai, Riju Go (*Berlin*), Hirokazu Koreeda (*Maboroshi*), Ryosuke Hashiguchi (*Like Grains of Sand*), ou - plus expérimenté - Yoshimitsu Morita (*Haru*) ont en commun cette vaine hémistie qui caractérise le cinéma d'auteur nip- pon des années 90. Leurs histoires d'amour, d'étrange et de déviance dévoilent la jeunesse japonaise contemporaine. A travers des comtes parfois cruels : *Alice San- ctuary*, de Takaki Watanabe, ou bien *Helpless*, premier film de Shin- ji Aoyama, explorent la spirale de la violence dans des groupes d'ex- chus. Iwai avec *Undo* et Shinzaki dans *Okashi* brossent des portraits poignants de femmes plongeant dans la folie. *The Boy Made in Ja- pan*, d'Ataru Oikawa, décrit avec un certain réalisme poétique la ca- vale de jeunes paumés.

CARTE BLANCHE

Un nombre de jeunes metteurs en scène actuels doivent leur suc- cès à quelques croisés du cinéma indépendant. Passionnés de cinéma européen, Takenori Sento, jeune producteur de la chaîne câblée Wo- wow, se bat « contre la médiocré- tie du cinéma japonais ». Depuis 1993, il a produit trois séries de films si- gnés de jeunes auteurs japonais, sous le titre générique « J Movie Wars » (« Guerre du cinéma japo- nais »). Au total, Sento estime avoir fait travailler une « armée de 900 guerriers du film indépen- dant » sur une vingtaine de films,

dont ceux de Riju Go, Shinji Aoyama et Shunichi Nagasaki. Travail- lant dans le même sens depuis 1977, le festival Pia, organisé par la revue cinéphilie du même nom, a attribué une bourse à huit jeunes lauréats pour produire un film. Impressionnée par les réalisa- tions de Tomoyuki Furumaya (*Cette fenêtre est à toi*), Shinobu Ya- guchi (*Hadashi no Picnic*) et Hashi- guchi (*A Touch of Fever*), la Toho, la plus conservatrice des « majors », leur a donné carte blanche pour leur film suivant, avec des budgets dérisoires, mais un apport de tech- niciens hors pair : *Like Grains of Sand* d'Hashiguchi, abordant comme son film précédent le thème de l'homosexualité, fut pré- senté par la Toho au Festival de To- kyo en octobre 1995 - une petite révolution.

Les films des deux autres réalisa- teurs sont en préparation. Avec l'entrée en scène de la Toho, l'en- gouement pour le jeune cinéma s'est institutionnalisé. Kazuyoshi Okuyama, le flamboyant vice-pré- sident de la Shochiku, a produit l'an dernier trois jeunes cinéastes, avec un succès très mitigé. Masato Hara, d'Ace Pictures, ancien pro- ducteur de Kurosawa et d'Oshima, a deux projets de jeunes cinéastes en tournage et espère renouveler l'expérience chaque année.

Au Japon comme ailleurs, le multimédia a fait du cinéma - sur- tout américain - la destination d'une sorte de rue vers l'or. De nouvelles sociétés spécialisées dans la vidéo, le dessin animé ou le loisir de masse tentent toutefois leur chance avec de jeunes réalisateurs japonais. Le succès des films d'Iwai, de Riju Go, de Morita et les moyens accrus dont ils disposent sont autant de signes positifs qu'un nouvel équilibre entre création et industrie pourrait se mettre en place.

Brice Pedroletti

REVUE

POSITIF

■ N° 425/426, juillet-août (159 pages, 60 F)

L'une des revues « historiques » de la cinéphilie française change d'as- pect, presque de formule : couverture glacée et agrandissement du for- mat, cette revue scelle l'association de *Positif* avec un nouvel éditeur, Jean-Michel Place. Dans ce nouvel habillage, un ample dossier (80 pages) est consacré au « costume à l'écran ». Témoignages de pro- fessionnels et analyses esthétiques se conjuguent ici pour lever le voile sur une composante cinématographique trop souvent réduite à l'acces- soire. Par ailleurs, la revue poursuit son analyse exhaustive des films présentés au Festival de Cannes, proposant une interview de David Cro- zenberg à propos du discuté *Crash*, pour lequel *Positif* prend fait et cause. On lira enfin la traduction d'un texte publié par Wim Wenders dans le journal allemand *Die Zeit*, consacré à l'influence du peintre Edward Hopper sur son cinéma.

J. M.

LES ENTRÉES À PARIS

■ Partage des genres. On dit souvent que la comédie s'exporte mal. C'est en tout cas ce que semblent confirmer les résultats de ce mois de juil- let, dominés par les productions américaines. Alors que les films d'action tirent leur épingle du jeu, ceux qui jouent sur le rire ont plus de mal (tandis que le premier se- mestre a vu de nombreuses comédies françaises tenir le haut du pavé commercial).

■ Parmi les nouveautés, ce sont ainsi *Le Grand Tourni* (71 000 spec- tateurs dans 42 salles), *Dangereuse Alliance* (33 000 dans 29 salles) et *Vengeance froide* (31 000 dans 25 salles) qui dominent. Alors que *Touche pas à mon périscope* (7 000 dans 27 salles) décroît comme avant lui *Agent zéro zéro* ou *À ce Ventura en Afrique*.

■ Un seul outsider, *Quantanamera*, s'en sort honorablement au mi- lieu de cette armada hollywoodienne. Le film cubain attirant en pre- mière semaine 12 000 amateurs devant seulement neuf écrans. Succès de la semaine précédente, *Crash* perd une part importante de son pu- blic, mais avec 40 000 entrées franchit néanmoins la barre des 100 000 en moins de quinze jours. A noter enfin la réussite de la rétrospective consacrée, dans une seule salle, à Mizoguchi, et qui attire plus de 10 000 cinéphiles en quatre semaines.

J.-M. F.

★ Chiffres : Le Film français

Dans l'Ain, le terroir et la modernité se réconcilient en musique

BOURG-EN-BRESSE
de notre correspondant

Le Festival des temps chauds, qui s'est tenu du 20 au 27 juillet entre Bresse et Dombes (Ain), a réussi son pari rafraîchissant : en allant puiser son originalité et son inspiration aux sources des traditions, la manifesta- tion, qui allie musique vocale et mu- sique traditionnelle de France et d'ailleurs, a fait la preuve que les voix francophones et les voix du monde sont susceptibles d'attirer un public que les modes classiques d'or- ganisation culturelle laissent souvent sur le bord des chemins.

Parcours, pique-niques, mâchons musicaux et grommands, apéritifs- concerts, stages autour des jeux de la voix et des instruments jalonnaient les étapes d'une balade exquise où fleurissaient les chants de Mikis Theodorakis interprétés par Angé- lique Ionomas, les ballades islandaises du Keran Fahy Quartet, la nostalgie germanopratin de Liselotte Hamm et Jean-Marie Hummel, les rythmes plémontais de l'ensemble Tre Mar- telli et l'apreté des polyphonies du groupe Voce di Corsica.

Entre le rap occitan des Fabulous Trobadors, le rock réaliste des Casta- gions Bazooka, le caractère de Mi- chèle Bernard et l'humour québécois de Mes Souliers sont rouges, le Festi- val des temps chauds est avant tout

le temps d'une rencontre qui associe un public, des villages, des lieux de mémoire et la musique traditionnelle des pays du monde. Cent vingt ar- tistes de tous horizons auront jeté l'ancre dans une bonne quinzaine de communes, petits bourgs, mais aussi des melles, des églises, des granges, au bord des étangs et des petites ri- vières, au fil d'une promenade à la- quelle la musique vocale et instru- mentale sert de fil conducteur. Sette collectivités, de 200 à 4 000 habi- tants, des structures intercommu- nales, associatives et autres, se sont impliquées avec un enthousiasme très fort dans l'organisation matéri- nelle du Festival dont les respon- sables ont voulu, depuis toujours, fa- voriser l'intégration dans le milieu rural et le terroir.

« Cette exigence, souligne Fran- çoise Cartade, la directrice artistique des Temps chauds, passe par la conquête d'un public que rien ne pré- dispose, a priori, à recevoir une offre culturelle autre qu'institutionnelle, si- tant est que cette dernière existe dans les communes les plus modestes où il n'y a pas forcément de ligne budgé- taire. Cela nous oblige à apporter des spectacles vivants dans des lieux les mieux adaptés pour les servir, parfois inattendus. Les gens sont fiers d'avoir un spectacle qui va chez eux, dont ils n'auraient pas eu l'idée, dans un pa- rtiotisme qu'ils redécouvrent et que l'on a choisi de mettre en valeur avec eux. » Entre chadins et gens du cru, le Festival favorise tous les types de rencontres, y compris avec les ar- tistes locaux désireux de faire vivre les musiques traditionnelles et le chant vocal, en les adaptant aux modes et formes d'aujourd'hui. « On réunit des uns de gens, conclut Fran- çoise Cartade. Le travail avec les sources doit permettre une ouverture constante et réciproque entre la mé- moire et la modernité. »

Laurent Guigon

CINÉMA

Votre aide programme

36 15 LEMONDE

L'original concours d'architecture d'une banque genevoise

GENÈVE

de notre envoyé spécial

On n'a pas tous les jours deux cents ans. Darier Hentsch et Cie, maison fondée en 1796, banquiers privés à Genève, se sont demandés comment fêter dignement leur an- niversaire. La réponse était sous leurs yeux : les fenêtres de leurs bureaux dominent Uni Dufour, siège du rectorat de l'université. Un bâtiment célèbre dans toute la région : lors de son inauguration, en 1974, l'édifice municipal chargé de couper le cordon avait publique- ment clamé sa désapprobation de- vant l'architecture du lieu. Ses concitoyens l'avaient suivi : l'im- meuble n'a jamais trouvé le cœur des Genevois. Ses concepteurs, les architectes Francesco Paux et Vi- cari avaient pourtant fait œuvre rare : un édifice d'esprit corbusien, radical et beau, qui devait suppor- ter une végétation abondante et établir un lien entre les deux places qu'il sépare, grâce à une construc- tion sur pilotis. La végétation ne

fut jamais plantée, et la prome- nade qui passait sous le bâtiment a été barrée, pour faire place à des bureaux. Le projet trahit, les archi- tectes vilipendés durent s'expa- trier, ou changer de métier.

La banque bicentenaire a donc formé le projet de réconcilier la ville et le bâtiment, en organisant un concours international, avec l'accord et la collaboration de l'Etat de Genève. Concours origi- nal, puisqu'il était ouvert à tous et ne se limitait pas aux seuls archi- tectes de profession.

La banque avait ainsi invité quel- ques artistes de haute volée : de John Armleder à Frank Stella, en passant par Buren, Kowalski, Me- relles ou Soto, ils sont une dou- zaine à avoir accepté de participer. D'autres se sont joints au projet comme Jean-Pierre Raynaud. On trouve également des architectes comme Roland Castro, ou Sté- phane Dumas, mais aussi des met- tens en scène, des graphistes, ou des poètes... Ce sont en tout deux

cent quarante-neuf projets que le public genevois a à présent com- mentés lors de leur exposition au Musée d'art et d'histoire, du 21 mai au 7 juillet.

DEUX EX AERQUO

Le jury international a décerné deux premiers prix ex æquo à la *Forteresse des droits de l'homme* de Tatsuo Miyajima, qui scande le bâ- timent de diodes lumineuses, rouges ou vertes selon l'angle de vision, et au *Projet végétal* de l'équipe Perlingeiro-Beusch-junod-Cooper, qui veut marquer l'abond- en y plantant trois cypres, et cou- vrir les façades de vignes grim- pantes et de graminées. Les projets sont conciliables et leurs auteurs ont accepté de collaborer. De plus, leurs estimations cumulées ne dé- passent pas l'enveloppe de 2 mil- lions de francs suisses (plus de 8 millions de francs) que la banque Darier Hentsch et Cie de Genève avaient fixée comme limite budgé- taire. Les travaux pourraient

commencer au printemps 1997.

Les projets des battus n'étaient pas moins intéressants que ceux des lauréats. Certains ont été ré- compensés : Frank Stella décroche le troisième prix avec *X2*, deux sculptures peu convaincantes pla- quées sur le toit-terrasse ; l'équipe Jean-Pierre Raynaud-François Tamisier termine quatrième, avec un très sensible projet prévoyant l'in- stallation de pots de fleurs jaunes, posés sur les appuis de fenêtres peints en rouge... Certains concu- rents se sont bien amusés. La palme revient à Joel Mitzzenberg, dont le projet *Money Create Taste* envisageait d'installer une batterie de mortiers chargés sur le toit de l'université, pointés vers les éta- blissements bancaires de la ville, afin de protéger l'autonomie estu- diantique de l'agression des gens de finance, fussent-ils méchants. Le ju- ry n'a pas cru bon de retenir la pro- position.

Harry Bellet

LA SÉLECTION DU « MONDE »

L'ÂGE DES POSSIBLES (français, 1 h 45), de Pascale Ferran, avec de jeunes comédiens du Théâtre national de Strasbourg (TNS). **COMMENT JE ME SUIX DISPUTÉ...** (français, 2 h 58), d'Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montalembert, Emmanuel Sallinger, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni. **CONTE D'ÉTÉ** (français, 1 h 53), d'Éric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwendoline Simon. **GABRIEL** (français, 1 h 15), de

Mohsen Makhmalbaf, avec Shaghayegh Djoat, Hossein Moharami, Roghieh Moharami. **MACHIAVO** (français-algérien, 1 h 30), de Belkacem Hadjadj, avec Hadjira Oul Bachir, Belkacem Hadjadj, Meriem Babes. **MIKHAIL KOBALKHIDZE, CINQ COURTS MÉTRAGES INÉDITS** (gorgien, noir et blanc, 1 h 13), de Mikhail Kobalkhize. **LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT** (dessin animé britannique, 1 h 13) de Peter Lord, David Sproxton, Sam Fell et Nick Park.

FESTIVALS

PARIS : RÉTROSPECTIVE KENJI MIZOGUCHI
Le cinéma parisien L'Arlequin continue sa rétrospective Mizoguchi. Le cinéaste né à Tokyo en 1898 fut l'un des premiers à s'intéresser au cinéma en parlant. Il réalise ses premiers films dès le début des années 30 avec *Le Cigogne en papier* et *Les Seigneurs de la nuit*. Dans les années 50, il signe plusieurs chefs-d'œuvre autour de son thème de prédilection : la femme en prise avec la société. Lorsqu'il meurt, à cinquante-huit ans, il a réalisé plus d'une cinquantaine de films, dont la quasi-totalité est perdue. Cette rétrospective présente dix-huit films avec des copies neuves.

Contes des chrysanthèmes tardifs (1939), le 31 juillet ; *Ouyi la Vierge*, *Les Coquelicots* (1939), le 1^{er} août ; *Le Héros sacrifié* (1936), le 2 ; *Mademoiselle Ouy* (1931), le 3 ; *Les Contes de la lune vague après la pluie* (1953), le 4 ; *Femmes de la nuit* (1948), le 5 ; *Les Amants crucifiés* (1953), le 6. **Jusqu'au 24 septembre**, Cinéma L'Arlequin, 76, rue de Rennes, Paris 6. Tél. : 45-44-28-80. 5 films : 150F ; 20 films : 500 F.

CINÉMA DANS LE SUD-OUEST
Le Festival Cinéma pour tous se déroule dans des sites historiques du Sud-Ouest : *Les Aventures du baron Münchhausen*, de Terry Gil-

lam, dans le moulin fortifié de Barbazat (Lot-et-Garonne) (le 2 août) ; *La Rose et la Flèche*, de Richard Lester, dans le village médiéval de Castelnaud (Lot) (le 3) ; *Mission*, de Roland Joffé, à Rocamadour (Lot) (le 6) ; *Le Nom de la rose*, de Jean-Jacques Amaud, contre la façade de briques de la cathédrale d'Albi (le 7) ; *Jour de fête*, de Jacques Tati, sur la place de la bastide de Villers (le 9) ; *La Guerre des boutons*, à Montendre (Charente) (le 10). **Jusqu'au 14 septembre**. Tél. : 56-44-35-17. Entrée libre.

AVIGNON : UTOPIA FÊTE SES VINGT ANS
Après le théâtre, Avignon fête également le cinéma avec les vingt ans du cinéma Utopia. Au programme : projections en plein air au théâtre de la Vierge de Bernard X de Secret and Lies, la Palme d'or de Cannes 1996 (le 4 août) et de *Breaking the Waves*, le Prix spécial du jury (le 5) ; une série d'avant-premières en présence des réalisateurs (Luc Dardenne, Yvon Marciano, Jean-Pierre Améris), un hommage à Chris Marker et à Mario Ruspoli, sans oublier le court-métrage ; des colloques et tous les soirs de la musique au Riosque du verger. Le 6, un grand bal costumé. Du 4 au 14 août. Cinéma Utopia, Avignon. Tél. : 90-82-63-36.

NOUVEAUX FILMS

L'HEURE DU COCHON
Film britannique de Leslie Magahey, avec Colin Firth, Ian Holm, Donald Pleasance, Amina Annabi, Nicol Williamson (1 h 57).

VO : Elysées Lincoln, 8 (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

MOONLIGHT & VALENTINO
Film américain de David Anspaugh, avec Elizabeth Perkins, Gwyneth Paltrow, Jon Bon Jovi, Kathleen Turner, Whoopi Goldberg (1 h 45).

VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; UGC Champs-Élysées, dolby, 8^e ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; Majestic Passy, dolby, 16 (44-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).
VF : Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-57-35-43) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Miramas, dolby, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistral, dolby, 14 (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, dolby, 15 (48-28-42-27) ; réservation : 40-30-20-10.

ROCK
Film américain de Michael Bay, avec Sean Connery, Nicolas Cage, Ed Harris, David Morris, John C. McGinley, Robert Iler, Woodie (1 h 16).

VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Montparnasse, dolby, 6^e ; UGC Odéon, dolby, 6^e ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; Gaumont Kinoparadise, dolby, 15^e (réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Passy, dolby, 16 (44-24-46-24) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17^e.
VF : Rex (le Grand Rex), dolby, 2^e (39-17-10-00) ; Bretagne, dolby, 3^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Nations, dolby, 12^e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12^e ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, dolby, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 19^e, dolby, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

ABONNEMENT VACANCES

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :
● Retournez ce bulletin au moins 12 jours à l'avance sans oublier de nous indiquer votre numéro d'abonnement (en haut à gauche de la « une » de votre journal).

● Si vous êtes abonné par prélèvement automatique, votre compte sera prélevé au prorata des numéros servis dans le mois.

Recevez *Le Monde* sur le lieu de vos vacances. Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
2 semaines (13 n°)	91 F
3 semaines (19 n°)	126 F
1 mois (26 n°)	181 F
2 mois (52 n°)	360 F
3 mois (78 n°)	536 F
12 mois (312 n°)	1990 F

Date et signature obligatoires

Vous êtes abonné (e)
Votre numéro d'abonnement : (IMPRIMER)
Commune de résidence habituelle : (IMPRIMER)
☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)* du : au :
☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)* du : au :
Votre adresse de vacances :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Vous n'êtes pas abonné (e)
Votre adresse de vacances :
du : au :
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Votre adresse habituelle : 91100 M2
Adresse :
Code postal : Ville :
Votre règlement : ☐ Chèque joint ☐ Carte bancaire n°
LE MONDE - Service Abonnements - 24, av. du Général-Lafont - 93046 Chilly-Montmorency Cedex

EXCLUSIVITÉS

ACE VENTURA EN AFRIQUE
de Steve Oedekerk, avec Jim Carrey, Ian McEwan, Simon Callow, Wynne Evans, Bob Odenkirk, Sophie Okonedo. Américain (1 h 38).
VF : Rex, 2^e (39-17-10-00) ; George-V, 8^e ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; UGC Gobelins, 13^e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15^e ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

L'ÂGE DES POSSIBLES
de Pascale Ferran, avec de jeunes comédiens du Théâtre national de Strasbourg. Français (1 h 45).
Le Quartier Latin, 5 (43-26-84-63).
AGENT ZÉRO ZÉRO de Rick Friedberg, avec Nicolette Sheridan, Charles Durning, Marcia Gay Harden, Barry Bostwick, Andy Griffith. Américain (1 h 20).
VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10) ; George-V, 8^e ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79).
VF : Rex, dolby, 2^e (39-17-10-00) ; Paramount Opéra, dolby, 9^e (47-42-56-31) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12^e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17^e.

BALE LE COCHON DEVENIR BERSER
de Chris Noonan, avec James Cromwell, Magda Szubanski. Américain (1 h 31).
VF : Cinépolis, 8 (46-33-10-82) ; Club Gaumont (Publics Matignon), dolby, 8 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, dolby, 14 (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lambert, dolby, 15 (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

BEAUMARCHAIS L'INSOLITE
d'Édouard Molinaro, avec Fabrice Luchini, Manuel Blanc, Sandrine Kiberlain, Jacques Weber, Michel Piccoli, Claire Nebout. Français (1 h 40).
Denfert, dolby, 14^e (43-21-41-01) ; Grand Pavois, dolby, 14 (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10 ; Saint-Lambert, dolby, 15 (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

BROOKLYN BOOGIE
de Wayne Wang et Paul Auster, avec Lou Reed, Michael J. Fox, Roseanne, Mel Gorham, Jim Jarmusch, Lily Tomlin. Américain (1 h 25).
VO : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-26-48-18) ; Denfert, dolby, 14^e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15^e (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

CASINO (*)
de Martin Scorsese, avec Robert De Niro, Sharon Stone, Joe Pesci, Don Rickles, Alan King, Kevin Pollack. Américain (2 h 58).
VO : Elysées Lincoln, dolby, 8 (43-59-36-14) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Alésia, dolby, 14 (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10.

CHACUN CHERCHE SON CHAT
de Cécile Klapach, avec Garance Clavel, Zinedine Soualem, Renée Le Calm, Olivier Pj, Annelise. Américain (1 h 15).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

QUANTANAMERA
de Tomas Gutierrez Alca et Juan Carlos Tabilo. Américain (1 h 40).
VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-25-59-83) ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Max Linder Panorama, 10^e ; UGC Cinéma, 11^e (43-07-48-60) ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17^e.

LE FAUTEUR
de Michael Radford, avec Massimo Troisi, Philippe Noiret. Italien (1 h 40).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Opéra Impérial, 2^e (47-70-33-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; La Pagode, dolby, 7^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8 (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10 ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, dolby, 17^e.
VF : Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10).

EN AVON OU PAS
de Lucie Mazon, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Rochdy Zem, Claire Denis. Français (1 h 30).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

EN AVON OU PAS
de Lucie Mazon, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Rochdy Zem, Claire Denis. Français (1 h 30).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

PAR-DELÀ LES NUAGES
de Michelangelo Antonioni, avec Inés Sastre, Kim Rossi-Stuart, Sophie Marceau, John Malkovich, Fanny Ardant, Chiara Caselli. Italien (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

RICHARD III
de Richard Loncraine, avec Ian McKellen, Annette Bening, Kristin Scott Thomas, Jim Broadbent, Robert Downey Jr. Américain (1 h 43).
VO : UGC Forum Orient Express, 1^{re} ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 6 (46-33-79-38) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Eclair, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10.

LE COEUR FANTÔME
de Philippe Garrel, avec Rocco, Aurélie Alcaï, Maurice Garrel, Évelyne Didi, Rochdy Zem, Camille Chén. Français (1 h 27).
Denfert, 14^e (43-21-41-01).
LA COMÉDIE DE DIEU
de Joao César Monteiro, avec Claudio Valseira, Max Montelero. Portugais (2 h 43).
VO : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

COMMENT JE ME SUIX DISPUTÉ
d'Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Emmanuelle Devos, Thibault de Montalembert, Emmanuel Salinger, Marianne Denicourt, Chiara Mastroianni. Français (2 h 58).
Gaumont les Halles, dolby, 1^{re} (40-39-99-40) ; réservation : 40-30-20-10 ; Récine Odéon, 6 (43-26-19-58) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Marignan, dolby, 8^e (réservation : 40-30-20-10) ; Majestic Bastille, dolby, 11^e (47-07-02-48) ; réservation : 40-30-20-10 ; Blanche Montparnasse, dolby, 15^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10) ; Le Gambetta, dolby, 20^e (46-36-10-96) ; réservation : 40-30-20-10.

CONTE D'ÉTÉ
d'Éric Rohmer, avec Melvil Poupaud, Amanda Langlet, Aurélie Nolin, Gwendoline Simon. Français (1 h 53).
UGC Ciné-club les Halles, 1^{re} ; UGC Danton, 6^e ; La Balzac, 8^e (45-81-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; Le République, 11^e (48-05-51-33) ; Eclair, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Sept Parnassiens, 14^e (46-33-10-82) ; réservation : 40-30-20-10.

CLASH (*)
de David Cronenberg, avec James Spader, Holly Hunter, Elias Koteas, Deborah Unger, Rosanna Arquette. Canadien (1 h 40).
VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; UGC Danton, dolby, 6^e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-25-59-83) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Normandie, dolby, 8^e ; Max Linder Panorama, 10^e ; UGC Cinéma, 11^e (43-07-48-60) ; La Bastille, dolby, 11^e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; UGC Convention, 15^e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17^e.

LES NOUVELLES DU BON DIEU
de Didier Le Pêcheur, avec Marie Trépoire, Marie de Medeiros, Christian Charmetant, Jean YVES. Français (1 h 40).
14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; Sept Parnassiens, 14^e (43-20-32-20) ; réservation : 40-30-20-10.

DINGO ET MAX
de Kevin Lima, dessin animé américain (1 h 20).
VF : Rex, 2^e (39-17-10-00) ; UGC Triomphe, 8^e ; Les Nations, 12^e (43-43-04-67) ; réservation : 40-30-20-10 ; Mistral, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

EN AVON OU PAS
de Lucie Mazon, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Rochdy Zem, Claire Denis. Français (1 h 30).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

EN AVON OU PAS
de Lucie Mazon, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Rochdy Zem, Claire Denis. Français (1 h 30).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

PAR-DELÀ LES NUAGES
de Michelangelo Antonioni, avec Inés Sastre, Kim Rossi-Stuart, Sophie Marceau, John Malkovich, Fanny Ardant, Chiara Caselli. Italien (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

RICHARD III
de Richard Loncraine, avec Ian McKellen, Annette Bening, Kristin Scott Thomas, Jim Broadbent, Robert Downey Jr. Américain (1 h 43).
VO : UGC Forum Orient Express, 1^{re} ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 6 (46-33-79-38) ; Publics Champs-Élysées, 8 (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10 ; Eclair, dolby, 13^e (47-07-55-88) ; réservation : 40-30-20-10.

EN AVON OU PAS
de Lucie Mazon, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Rochdy Zem, Claire Denis. Français (1 h 30).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

EN AVON OU PAS
de Lucie Mazon, avec Sandrine Kiberlain, Arnaud Giovaninetti, Rochdy Zem, Claire Denis. Français (1 h 30).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

PAR-DELÀ LES NUAGES
de Michelangelo Antonioni, avec Inés Sastre, Kim Rossi-Stuart, Sophie Marceau, John Malkovich, Fanny Ardant, Chiara Caselli. Italien (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; 14-Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 14-Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

avec Mirna Ibarra, Jorge Perugorria, Carlos Cruz, Raul Egunen, Pedro Fernandez, Luis Alberto Garcia. Cubain (1 h 41).

VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 3 (42-77-14-55) ; Espace Saint-Michel, dolby, 5 (44-07-20-49) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7^e (réservation : 40-30-20-10) ; La Balzac, 8^e (45-81-10-60) ; 14-Juillet Bastille, dolby, 11^e (43-57-90-81) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13^e (45-80-77-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Gaumont Parnasse, dolby, 14^e (réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15^e (45-75-79-79).

HEAVENLY CREATURES
de Peter Jackson, avec Melanie Lynskey, Kate Winslet, Sarah Peirse, Diane Kent, Clive Merrison, Simon O'Connor. Néo-zélandais (1 h 40).
VO : UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; La Bastille, 11^e (43-07-48-60) ; Blanche Montparnasse, dolby, 15^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10.

LE HUITIÈME JOUR
de Jaco Van Dormael, avec Daniel Auteuil, Pascal Duquenne, Miou-Miou, Isabelle Sadoun, Henri Garcin, Michèle Mase. Franco-belge (1 h 58).
UGC Ciné-club les Halles, dolby, 1^{re} ; Gaumont Ambassade, dolby, 8^e (43-25-59-83) ; UGC Gobelins, dolby, 13^e ; Gaumont Alésia, dolby, 14^e (43-27-84-50) ; réservation : 40-30-20-10 ; Les Montparnos, dolby, 14^e (39-17-10-00) ; réservation : 40-30-20-10 ; Pathé Wepler, dolby, 18^e (réservation : 40-30-20-10).

INÉDITS DE PETER GREENAWAY, PREMIER PROGRAMME
de Peter Greenaway, Britannique, couleur et noir et blanc.
VO : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).

INÉDITS DE PETER GREENAWAY, DEUXIÈME PROGRAMME
de Peter Greenaway, Britannique (1 h 04).
VO : Épée de Bois, 5 (43-57-57-47).

LE JOURNAL DU SÉDUCTEUR
de Danièle Dubroux, avec Chiara Mastroianni, Melvil Poupaud, Hubert Saint-Macary, Serge Merlin, Mathieu Amalric, Danièle Dubroux. Français (1 h 35).
Épée de Bois, 5 (43-57-57-47) ; Denfert, 14^e (43-21-41-01).

LAND AND FREEDOM
de Ken Loach, avec Ian Hart, Rosana Pistor, Idris Balala, Tom Gilroy, Marc Martinez, Frederic Pierrot. Britannique (1 h 48).
VO : Europa Panthéon (ex-Réflex Panthéon), 8 (43-54-15-04) ; Images d'ailleurs, 8^e (43-21-41-01) ; Denfert, dolby, 14^e (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, dolby, 15^e (45-54-46-85) ; réservation : 40-30-20-10.

LENI RIEFENSTAL, LE POUVOIR DES IMAGES
de Ray Möller, Germano-belge (3 h 02).
VO : L'Entrepoint, 14^e (45-43-41-63).

LE PAYSAN
de Wim Wenders, avec Rüdiger Vogler, Patrick Bauchau, Vasco Sequeira, Carlos Castro, Viriato José da Silva, João Camilo. Germano-portugais (1 h 40).
VO : 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 3 (42-77-14-55).

Le génie ailé

par Pierre Georges

IL Y A LES AUTRES. Et puis lui, Carl Lewis, enfant d'Alabama et fils aîné de l'olympisme. Carl le magnifique et son époustouflante beauté, son corps de statue on de chef d'œuvre, entre Apollon et Léonard de Vinci.

Il y a lui. Et puis les autres, tous les autres travaillant au corps, survivants, les dévotionnaires associés, de tous les âges, de tous les pays, de toutes les tailles, athlètes de toutes les disciplines comme il en est des chevaux.

Cépuscule d'un dieu. Dans la nuit d'Atlanta, le génie ailé, comme celui de la Bastille, s'est évanoui. Une fois encore, une fois de plus dans l'harmonie extrême d'une course parfaite, homme aux semelles de vent, d'acier sous les épaules. Un instant de pur bonheur, une émotion esthétique, comme l'athlétisme peut parfois en offrir.

Nous étions tous à Atlanta. Magie de la télévision. Nous étions tous à Atlanta. Et Lewis courait de cette allure sublime qui est la sienne et déjà la nôtre au Panthéon humain. Il courait non pour sauter seulement, non pour gagner toujours. Il courait pour que l'on n'oublie pas, jamais, du moins de mémoire de vivant, que le sport peut accéder au sublime.

Sauter en longueur, sprinter, recordman, star, roi des Jeux ? Alors cela ne se refuse pas. Ni par des qualifications. Ni par des palmiers. C'est autre chose désormais, un succès sportif volé au temps qui passe et usé, Lewis révolté contre l'après-Lewis.

C'est des émotions, des bonheurs, qu'on ne perçoit pas toujours dans l'instant. Trop occupé à savoir qui va gagner, qui va perdre. Trop distrait par l'éclat des images et la tyrannie des centimètres. Trop chahuté par le cérémonial, les artifices

et les pompes olympiques. Non, c'est après que cela vous saisit. Bien après, comme à la fin d'un grand livre, d'un grand film, d'un grand concert. C'est au sortir du plaisir que l'émerveillement submerge et qu'on finit par dire et se dire, déjà frustré de n'en avoir plus que le souvenir : « Dieu, que c'était beau ! »

Instant volé à la mort, débordant au saut d'un sautoir. Il y eut Lewis Carl de Birmingham, Alabama, né au sport à peu près quand Martin Luther King mourut. Et mort également, d'une belle mort triomphale, où Luther King vécut. Boucle bouclée, comme l'on dit précisément d'une chaîne d'or portée en sautoir.

Boucle bouclée effectivement. Sur le grand stade en carton-pâte de Los Angeles, en 1994, dans ce décor californien qui sentait le pépé et déjà les Jeux du cirque, Carl Lewis avait surgi brutalement. A la manière sans partage d'un conquérant. A celle aussi plus sulfureuse d'un personnage hors du commun. Il avait tout gagné, quatre médailles d'or, et tellement vite, en quatre vingt-dix secondes au total, qu'il faut bien trouver quelque chose à redire. La rumeur s'en chargea, insidieuse, malsaine, car un village même olympique n'est pas un village : Carl Lewis est homosexuel, le vous le dit comme le tiens du bignole de presse ou du déshonorable d'été !

Carl Lewis, gay ? C'est donc alors qu'il n'était pas tout à fait homme. Flèche abjecte au talon d'Achille pour tuer la légende aussitôt la légende passante. Légende d'un homme qui, ce jour-là, ne sauta qu'une fois, une seule, en longueur pour gagner. Le stade luit sa déception, sa frustration. Il crut au succès, il crut à la perfection. Déjà !

La Mairie de Paris aurait fait détruire des documents compromettants

Deux employés municipaux se seraient confiés au juge Eric Halphen

QUI A DONNÉ l'ordre à des employés de la Ville de Paris de mettre hors de portée de la justice certains documents ? Le juge d'instruction de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, chargé de l'enquête sur les fausses factures des FLM de la capitale, a été informé de l'existence d'une telle « opération de nettoyage », indique *Le Canard enchaîné* du 31 juillet. Mais il n'en connaît pas les commanditaires. Selon l'hebdomadaire, le juge aurait recueilli, le 26 juillet, les déclarations de deux employés municipaux qui, après s'être présentés « spontanément dans un service de police », auraient affirmé « avoir détruit, sur ordre supérieur, une série de documents, ainsi que des fichiers informatiques de l'Hôtel de Ville ».

LISTE DE SALARIÉS IRIS

Tenant compte de la spontanéité de ces aveux, le juge Halphen n'a pas mis en examen les deux hommes. L'article 434-4 du code pénal puni de trois ans d'emprisonnement et de 300 000 francs d'amende le fait de « détruire, soustraire, receler ou altérer un document public ou privé ou un objet de nature à faciliter la découverte d'un crime ou d'un délit, la recherche des preuves ou la condamnation des coupables ». Le juge Halphen ne semble pas avoir entrepris, avant son départ en vacances, les vérifications qu'appellent ces témoignages. La Mairie de Paris n'avait pas réagi, mercredi matin 31 juillet, à ces informations.

Le 27 juin, le juge avait conduit une perquisition au domicile du maire de Paris, Jean Tiberi. Le refus des policiers de l'accompagner l'avait contraint à renoncer à se rendre par la suite à l'Hôtel de Ville.

ainsi qu'il l'avait projeté. Le 12 juillet, des policiers avaient investi le bureau du chef du cabinet de M. Tiberi, Jean-José Gramont, puis son domicile. Les recherches s'étaient avérées « infructueuses », indique-t-on de source proche de l'enquête. Selon les employés municipaux interrogés par le juge, l'éventualité d'une perquisition à l'Hôtel de Ville semble en fait avoir été envisagée bien avant cette averse récente. Des consignes auraient été données depuis qu'un mois de novembre 1994 la police avait interrogé la secrétaire particulière de Jacques Chirac, alors maire de Paris (*Le Monde* du 8 décembre 1994). Invité de l'émission 7 sur 7, sur TF1, le 6 novembre 1994, M. Chirac avait souligné « que la justice fasse son travail » et affirmé que « la municipalité comme les autres organismes associée ont à sa totale disposition ». « Je ferai en sorte que celle-ci puisse faire son travail »,

mieux et le plus vite possible », avait-il conclu. Selon *Le Canard enchaîné*, le « vide » aurait été fait à la question et au service informatique de l'Hôtel de Ville, où aurait été enregistrée « la liste des salariés bidon ». Les deux employés municipaux semblent ainsi avoir rapporté au juge que d'importantes quantités de documents ont été récemment expédiés vers une déchèterie proche de la capitale, et que des instructions précises avaient été données aux agents de sécurité de la mairie : en cas de visite du juge Halphen, celui-ci devait être retenu le plus longtemps possible, puis escorté à l'intérieur des bâtiments, en évitant certains lieux précisés par avance. Une photographie du juge avait été remise aux employés afin de pouvoir le reconnaître, a indiqué au *Monde* une source proche de l'enquête.

Hervé Gattegno

Un agent de sécurité est suspecté dans l'attentat d'Atlanta

WASHINGTON
de notre correspondant
« Non Monsieur, je n'ai pas fait cela ! » « C'est l'attentat à la bombe qui a endeuillé les Jeux d'Atlanta. L'homme-complicité à la bombe moustache blonde et au regard caché derrière des lunettes noires qui apporte ce démenti, mardi 30 juillet, est un ancien « héros ». C'est ainsi que toutes les chaînes de télévision, y a moins de vingt-quatre heures, qualifiaient Richard Jewell. Agent de sécurité en service

dans le parc du Centenaire au moment de l'explosion, il a, le premier, découvert le sac à dos suspect. S'est démené pour faire évacuer la foule et sauver des vies humaines : « Je suis tombé sur les genoux, je n'ai pas pensé à moi, j'ai couru pour aider les gens », a-t-il expliqué, ensuite.

Hier encore par les médias, il est aujourd'hui traqué par les caméras, et soumis à l'interminable question : « Est-ce vous ? » M. Jewell est l'un des suspects officiels du FBI, toujours libre de ses mouvements, mais les enquêteurs, qui l'ont interrogé à deux reprises, fouillent minutieusement son passé. Agé de 33 ans, Richard Jewell, selon le quotidien *Atlanta Journal*, est un ancien policier qui avait exercé les fonctions de chef adjoint au cours de laquelle, insiste le journal, il avait reçu « une formation en explosifs ». Il est trop tôt pour conclure bien sûr, d'autant que la police fédérale continue de suivre la piste des milices, et à procéder à des interrogatoires.

Rapporté coup sur coup par l'accident du Boeing de la TWA et par la bombe d'Atlanta, l'Amérique vit dans un véritable bain médiatique de terreur, lequel pousse les responsables politiques à annoncer, si non des résultats, du moins une politique antiterroriste. Bill Clinton essaie ainsi de convaincre les républicains d'accepter rapidement un nouveau plan mais il rencontre de sérieuses réticences à propos de la multiplication des écoutes téléphoniques et d'éventuels marqueurs chimiques à incorporer dans les explosifs.

Patrice de Beer

Laurent Zechin

Des salariés britanniques privés de comité d'entreprise européen

LONDRES

de notre correspondant

Le deuxième groupe irlandais, Cement Roadstone Holdings (CRH), a pris une décision qui peut faire date dans l'histoire de l'Europe sociale. CRH entend, selon le *Financial Times* du 30 juillet, exclure ses employés de nationalité britannique de l'application de la Charte sociale à laquelle Londres a refusé - en vertu de la procédure dite d'« opting out » - d'adhérer. En vertu de quoi les 3 035 sujets de Sa Majesté salariés de cette société de matériaux de construction, qui compte quinze mille employés, ne pourront bénéficier des comités d'entreprise européens prévus par ce texte. Celui-ci s'applique à toute entreprise de plus de mille employés.

Groupe International discret, n'aimant guère faire parler de lui sauf quand il rend public l'achat de sociétés étrangères ou ses bénéfices annuels - en hausse de 38 % en 1995 avec 160 millions de livres irlandaises (environ 1,3 milliard de francs) avant impôts - CRH a bloqué son quartier-général dans un château isolé de la banlieue de Du-

blin. Parant au nom de la compagnie, Billy Murphy explique que CRH a voulu mettre en pratique la réglementation européenne, et que celle-ci ne s'applique pas au Royaume-Uni. Une procédure de consultation du personnel irlandais sur un projet « sur mesures », contesté par les syndicats, est d'ailleurs en cours.

Cette affaire risque d'attirer l'attention sur CRH. Les mesures prévues, qui frappent surtout ses trois usines installées dans les Midlands (Keyline Builders Merchants, Forticrete et Combat Polystyrene), ont irrité les syndicats irlandais, qui envisagent de lancer une action en justice et une campagne de protestation, si possible avec l'aide de leurs collègues européens. Car ils ne peuvent compter sur le soutien des syndicats anglais (TUC), comme l'explique Nick Clarke, spécialiste des questions européennes de la centrale britannique : « Nous n'avons aucun droit légal de contester une telle décision en raison du refus du gouvernement conservateur d'être partie à la Charte ».

La décision de John Major de rester en

dehors de la Charte sociale risque ainsi de générer une discrimination à l'encontre des travailleurs britanniques. Le premier ministre avait été soutenu par le patronat (CBI), qui juge la Charte trop bureaucratique. Cependant, le *Financial Times* a relevé que seize sociétés britanniques avaient créé des comités d'entreprises européennes couvrant également leur personnel national et que vingt-quatre autres étaient en négociations avec les syndicats. Il faut, selon les TUC, y ajouter une cinquantaine d'accords conclus en dehors du Royaume-Uni.

La législation sociale européenne, soutenue par le commissaire aux questions sociales, qui n'est autre qu'un Irlandais, Paddy Flynn, a toujours été la bête noire des libéraux thatcheriens du Parti conservateur qui l'accusent d'être responsable du chômage sur le continent. Certains ne voient cependant dans cette affaire que le dernier épisode de la séculaire rivalité entre Anglais et Irlandais, ceux-ci ayant, pour une fois, le dernier mot.

En visite à Paris, le président colombien tente de rompre son isolement

BOGOTA

de notre correspondant

« Pourquoi Chirac invite-t-il Samper ? », se demandait, récemment, le principal quotidien colombien *El Tiempo*, en évoquant la visite en France du chef de l'Etat colombien qui devait arriver à Paris mercredi 31 juillet. M. Samper vient au titre de président des pays non alignés et M. Chirac le reçoit en sa qualité de président du pays où s'est tenue la dernière réunion du G7, pour, officiellement, en faire le bilan. Ce

voyage ravit le gouvernement colombien qui, habituellement, s'en sert pour tenter de sortir de son isolement depuis que les Etats-Unis, reprochant au président Samper d'avoir été élu grâce à l'argent de la drogue, l'ont déclaré *persona non grata* (*Le Monde* du 13 juillet).

C'est peu dire qu'Ernesto Samper, fatigué d'être comparé à un trafiquant et qui, malgré les multiples pressions, refuse de quitter le pouvoir, a été heureux d'être reçu en France. Mardi soir, il est apparu

à la télévision avec l'air joyeux et reposé qu'on ne lui connaissait plus depuis longtemps, pour annoncer à ses compatriotes qu'il partait le lendemain pour Paris où il rencontrerait le président Chirac.

M. SAMPER TRÈS AFFAIRE

Le président colombien profitera de cette visite en France pour rencontrer les entrepreneurs et renforcer la coopération entre les deux pays. Grâce à la participation de Total dans l'exploitation des gisements pétroliers de Cusiana, la France occupe en Colombie le troisième rang des pays investisseurs, après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Deux grands projets dans le domaine des eaux sont également en cours de discussion. Selon le gouvernement, les investissements étrangers ont augmenté de 65 % en 1995, grâce, notamment, à la roue pétrolière. Mais le patronat colombien craint que la crise politique n'affecte significativement l'activité économique. Les menaces américaines de sanctions commerciales sont prises au sérieux et le président Samper continue d'être politiquement très affaibli. Bien que le Parlement, le

12 juin, l'ait abasourdi de l'accusation d'avoir été élu avec l'aide des barons de la drogue, le scandale continue. L'ex-ministre de la défense et huit parlementaires sont en prison, tandis qu'une vingtaine d'autres députés font l'objet d'une enquête judiciaire. Le sénateur américain Jesse Helms vient, pour sa part, de demander que le ministre de l'Intérieur, Horacio Serpa, soit également interdit d'entrée aux Etats-Unis, en même temps qu'une brochure de généraux et de députés.

Dimanche, l'ancien président Cesar Gaviria, désireux de se défendre des accusations d'avoir, lui aussi, été « un barco-président », s'est fortement démarqué de la politique de son successeur. Et comme pour protester, à leur manière, contre le voyage de M. Samper en Europe, les Etats-Unis ont sorti, lundi, leur dernier joker : un accord secret, « Maria », a été invité au Congrès américain pour reconnaître que M. Samper avait bien reçu de l'argent du cartel de la drogue, ayant l'élection présidentielle.

Anne Proenza

Forte baisse du dollar

LE DOLLAR s'est brutalement replié, mercredi matin 31 juillet, sur le marché des changes européen. Il est tombé, en quelques minutes, de 1,4780 à 1,4660 mark et de 108,05 à 106,80 yens. La monnaie américaine est repassée sous la barre des 5 francs, à 4,9765 francs. La chute du billet vert provoquait des tensions sur le marché des devises européennes. Le franc cédait du terrain face au deutschemark, cotant 3,9960 francs pour un mark, son plus bas niveau depuis deux mois.

Le dollar continue à souffrir de la décision prise, jeudi 25 juillet, par la Bundesbank, de ne pas baisser ses taux directeurs. Une réduction des rendements en Allemagne aurait rendu le deutschemark moins attractif et aurait profité par contre-coup au billet vert.

La monnaie américaine reste également affectée par les craintes d'apparitions de tensions inflationnistes aux Etats-Unis et leurs conséquences négatives sur les marchés d'actions et d'obligations américaines. Une chute des actifs financiers américains pénaliserait le billet vert.

Jacques Siclier

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

Cours relevés le mercredi 31 juillet 1996, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE	OUVERTURE
DES PLACES ASIATIQUES	DES PLACES EUROPEENNES
Tokyo Nikkei 2080,30 -0,4 +4,15	Cote au % Vol au %
Hong Kong Index 10855,50 -0,4 +5,37	3007 2807
Tokyo, Nikkei sur 3 mois 22,30	Paris CAC 40 1968,48 +0,38 +5,16
	Bourses
	Londres FT 100 2667,40 -0,31 -0,39
	Zurich
	Milan MIB 30
	Frankfurt Dax 30 2469,48 -0,34 +9,12
	Suède SPS
	Madrid IBEX 35
	Amsterdam CSE

Titrage du Monde daté mercredi 31 juillet 1996 : 458 072 exemplaires

1350
في الرّحل